

Université de Montréal

**Pauvreté et disparités en Thaïlande:
le cas de la région du Nord-Est**

par
Chantal Nadeau Filteau

Département de géographie
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de
Maîtrise en sciences (géographie)

25 novembre 2003



© Chantal Nadeau Filteau, 2003

G

59

U54

2004

V.006

Direction des bibliothèques

AVIS

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé:
Pauvreté et disparités en Thaïlande: le cas
de la région du Nord-Est

Présenté par
Chantal Nadeau Filteau

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes:

Claude Comtois
président rapporteur

Rodolphe De Koninck
directeur de recherche

Peter Foggin
Membre du jury

RÉSUMÉ

Ce mémoire étudie la pauvreté rurale en Thaïlande à travers l'examen de l'évolution des disparités de revenu. Quarante années se sont écoulées depuis l'élaboration du premier plan quinquennal de développement économique et social en 1961. Pourtant, d'importantes disparités subsistent encore aujourd'hui entre les cinq grandes régions du pays. De plus, au sein même des régions, des écarts se sont creusés entre les populations urbaines et rurales, en particulier paysannes. L'évolution des disparités de revenu en Thaïlande révèle l'existence de lacunes dans les politiques de développement de l'État. Les bénéfices sur les investissements réalisés depuis les années 1960 n'ont pas été efficacement redistribués vers les régions rurales périphériques.

Le cas de la grande région du Nord-Est est particulièrement parlant. L'indice de pauvreté rural y est encore aujourd'hui supérieur à 30%, alors qu'il est de 6,4% dans la région centrale. De plus, les disparités de revenus y apparaissent importantes entre les populations urbaines et rurales, mais également entre les communautés paysannes elles-mêmes. Ainsi, parmi 12 villages étudiés dans les provinces de Khon Kaen et de Maha Sarakam, le revenu moyen des ménages varie considérablement d'une communauté à l'autre, malgré une prédominance des activités à caractère agricole dans tous les villages. La diversification économique –présence d'entreprises industrielles et développement des cultures commerciales– apparaît être à l'origine des revenus moyens plus élevés dans certains villages.

Mots clés: Thaïlande, région du Nord-Est, disparités, pauvreté

ABSTRACT

This essay studies rural poverty in Thailand through an examination of worsening income distribution. Forty years have elapsed since the publication of the first national economic and social development plan in 1961. However, important disparities remain between regions of Thailand and between urban and rural populations. The worsening of income disparities is partly due to the ineffective development policies of the state. In fact, government budgets have not been equitably redistributed between regions, especially to populations in rural areas.

The case of the Northeastern region is particularly relevant. The incidence of rural poverty is superior to 30%, while it stands at 6,4% in the central region. Moreover, disparities between urban and rural population, even between farmers themselves, remain important. In 12 villages of Khon Kaen and Maha Sarakam provinces, household incomes vary considerably, even if agricultural activities are predominant in all communities. The study reveals that a diversification of production activities –development of small-scale industries or production and selling of commercial crops– is most likely a source of improved household incomes.

Key words: Thailand, Northeastern region, disparities, poverty

REMERCIEMENTS

Ce projet n'aurait pas pu se réaliser sans l'appui et l'implication de plusieurs personnes. Je tiens spécialement à remercier M. Rodolphe De Koninck, mon directeur de recherche, qui a supervisé mon travail et m'a judicieusement conseillée tout au long de mes recherches. De plus, il m'a donné la chance de réaliser un stage de terrain en Thaïlande, aux mois de juin et juillet 2002, sans quoi je n'aurais pu recueillir l'information nécessaire à la réalisation de ce projet. Mes travaux et en particulier mon stage de terrain étaient intégrés dans un projet dirigé par le professeur De Koninck et appuyé par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (subvention 410-2000-0328).

J'aimerais également remercier M. Peter Foggin pour l'aide précieuse qu'il m'a apporté en première année de maîtrise et Bruno Gendron pour son appui à la réalisation cartographique. J'offre aussi mes sincères remerciements à M. Jingjai Hanchanlash qui m'a fourni les contacts nécessaires à la réalisation de mes recherches dans le Nord-Est. En ce sens, je tiens à souligner l'appui incontestable du Docteur Winit Chinsuwan et de son équipe du département d'ingénierie agricole de l'Université de Khon Kaen, qui m'ont formidablement accueillie à mon arrivée à Khon Kaen. J'aimerais à ce titre mentionner l'appui indispensable que m'ont apporté Oun, Jod, Bum ainsi que toute l'équipe pour mes recherches sur le terrain. Je les remercie beaucoup. Finalement, je tiens à souligner la généreuse coopération des Thaïs dans les ministères et les organismes visités tels que le N.E.S.D.B ou le N.S.O. et davantage encore celle des villageois qui ont fait preuve d'une très grande hospitalité lors de mes visites dans les villages.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	i
ABSTRACT	ii
REMERCIEMENTS	iii
TABLE DES MATIÈRES	iv
LISTE DES TABLEAUX ET DES FIGURES	vii
LISTE DES SIGLES	xi
LEXIQUE	xii

CHAPITRE 1: INTRODUCTION, OBJET D'ÉTUDE ET PROBLÉMATIQUE

1.1) La Thaïlande... un pays, une géographie	1
1.2) Sujet et problématique	7a
1.2.1) La pauvreté; un concept à définir	7a
1.2.2) Disparités de revenu en Thaïlande: un constat éloquent	8
1.3) Revue de la littérature	13
1.4) Objectifs et hypothèses de recherche	20
1.5) Description de la région à l'étude: le Nord-Est	21
1.6) Méthodologie	25

CHAPITRE 2: ANALYSE ET INTERPRÉTATION DE L'ORIGINE DES DISPARITÉS DE REVENU À L'ÉCHELLE NATIONALE.

2.1) L'industrie en milieu rural	26
---	-----------

2.1.1) Industrialisation: influence sur les revenus et les disparités sociales	26
2.1.2) Répartition de l'industrie et disparités de revenus	29
2.1.3) Politiques gouvernementales et orientations historiques	33
2.2) L'agriculture en Thaïlande	37
2.2.1) L'agriculture, un secteur en déclin	37
2.2.2) Agriculture, productivité et disparités	38
2.2.3) Qualité et superficie des terres cultivées	40
2.2.4) Mode de tenure de la terre	44
2.2.5) Systèmes de gestion de l'eau	46
2.2.5.1) Répartition naturelle des ressources	46
2.2.5.2) Politiques gouvernementales	49
2.2.5.3) Répartition des projets sur le territoire; analyse et interprétation	53
2.3) L'éducation	56
2.3.1) Éducation, revenus et pauvreté	56
2.3.1) L'éducation en Thaïlande	59
2.3.3) Problèmes, analyse et interprétation	61
 CHAPITRE 3: RÉGION DU NORD-EST : ÉTUDE COMPARATIVE DE DOUZE VILLAGES DES PROVINCES DE KHON KAEN ET MAHA SARAKAM.	
3.1) Échelle d'analyse et provinces à l'étude	67
3.2) Sélection des villages	70
3.3) Enquêtes de terrain	70b

3.4) Problèmes liés à l'analyse et l'interprétation des résultats	77
3.5) Présentation des résultats	78
3.6) Étude comparative; discussion des résultats	84

CHAPITRE 4: DISCUSSION ET CONCLUSION

4.1) Discussion des résultats	87
4.1.1) La région du Nord-Est; l'envers de la croissance	92
4.2) Apport de la recherche	94

BIBLIOGRAPHIE	96
----------------------	----

Annexes 1. Questionnaire

LISTE DES TABLEAUX ET DES FIGURES

Tableaux

Tableau I. Population et densité de population moyenne par région, en 2000.	4
Tableau II. Part relative du P.I.B. national et de la population active par secteur d'activité en 2000.	7
Tableau III. Pourcentage de la population sous le seuil de pauvreté par région, 1992-2000.	11
Tableau IV. Partage du revenu courant des ménages par rang quantile et calcul du coefficient GINI, 1975-2000.	11
Tableau V. Précipitations annuelles (mm) dans la région du Nord-Est, 1997-2001.	23
Tableau VI. Moyenne des salaires en bahts, par secteur d'activité en 2000.	27
Tableau VII. Indice des salaires par secteur d'activité en 2000.	28
Tableau VIII. Répartition relative (%) du nombre d'entreprises industrielles par région, 2000.	29
Tableau IX. Nombre et pourcentage de ménages oeuvrant dans le secteur manufacturier et les revenus par région en 2001.	31
Tableau X. Productivité de la main-d'œuvre par secteur d'activité en 1998.	32
Tableau XI. Pourcentage du P.I.B. industriel total par région de 1993 à 1999.	35
Tableau XII. Part du secteur agricole dans la valeur totale des exportations, 1961-2002.	37
Tableau XIII. Données statistiques sur la culture du riz par région en Thaïlande, 2000-2001.	39
Tableau XIV. Production totale de riz et rendements par pays, 2001.	41
Tableau XV. Évolution de la superficie moyenne des exploitations par région, 1995-1999.	42

Tableau XVI. Influence de la taille des exploitations sur le revenu des ménages en 1988.	43
Tableau XVII. Taux de pauvreté chez les agriculteurs selon la superficie des exploitations de 1992 à 1999.	43
Tableau XVIII. Nombre d'exploitations et superficie totale occupée, selon la taille des exploitations en 1993.	43
Tableau XIX. Mode de tenure de la terre selon les régions.	45
Tableau XX. Superficie desservie par des projets de petite, moyenne et grande tailles par plan.	51
Tableau XXI. Superficie desservie par des projets de petites tailles par région, 1999.	55
Tableau XXII. Superficie desservie par des projets de moyenne et grande tailles par région, 1999.	55
Tableau XXIII. Superficie affectée par les projets de développement des ressources en eau par région, 2000.	55b
Tableau XXIV. Part relative des terres agricoles par région et proportion des terres agricoles desservies par des projets de petite, moyenne et grande tailles en 1999.	55b
Tableau XXV. Taux de pauvreté selon le niveau d'éducation du chef du ménage, 1999.	57
Tableau XXVI. Pourcentage de la population âgée de 13 à 24 ans qui ne fréquente pas l'école selon les raisons, 1999.	58
Tableau XXVII. Pourcentage de la population poursuivant des études de niveau primaire, secondaire et universitaire en 1965, 1980, 1986 et 1997.	61
Tableau XXVIII. Pourcentage de la population âgée de six ans et plus par niveau d'éducation complété en 2000.	63
Tableau XXIX. Revenu mensuel (bahts) par ménage en 2000.	67
Tableau XXX. Liste des villages étudiés et résultats du classement Basic Minimum Need Information (B.M.N), 1997-2001	70a
Tableau XXXI. Indicateurs et objectifs du B.M.N.* pour la période de 1997	

à 2001.	71
Tableau XXXII. Répartition des ménages selon leur revenu en 2001; villages de la province de Khon Kaen.	75
Tableau XXXIII. Répartition des ménages selon leur revenu en 2001; villages de la province de Maha Sarakam.	75
Tableau XXXIV. Pourcentage des ménages au revenu inférieur à 10 000 bahts par mois par village et indicateurs de développement.	76
Tableau XXXV. Part relative des sources de revenu des ménages en 1975-76, 1988, 2000.	90
 <i>Figures</i>	
<i>Figure 1.</i> Thaïlande, régions et physiographie.	2
<i>Figure 2.</i> Thaïlande, divisions administratives.	5
<i>Figure 3.</i> Densité de population par province, 2000.	6
<i>Figure 4.</i> Thaïlande; villes et réseaux de communication.	17
<i>Figure 5.</i> Région du Nord-Est.	21
<i>Figure 6.</i> Variations intra-annuelles des précipitations à Khon Kaen et Nakhon Phanom.	22
<i>Figure 7.</i> Revenu <i>per capita</i> par région en 1999.	27
<i>Figure 8.</i> Pourcentage du P.I.B. industriel total par région en 1999.	30
<i>Figure 9.</i> Répartition régionale des travailleurs du secteur manufacturier en 2000.	30
<i>Figure 10.</i> Thaïlande, précipitations.	47
<i>Figure 11.</i> Thaïlande: principaux réservoirs et barrages.	50
<i>Figure 12.</i> Revenu mensuel <i>per capita</i> selon le niveau d'éducation du chef du ménage en 1998.	57
<i>Figure 13.</i> Répartition des étudiants par niveau de scolarité et par rang quantile	

en 1999.	63
<i>Figure 14.</i> Pourcentage d'enseignants de niveau primaire pour lesquels la formation correspond aux normes établies	65
<i>Figure 15.</i> Ratio étudiants-enseignant par province	65
<i>Figure 16.</i> Province de Khon Kaen, districts et villages	72
<i>Figure 17.</i> Province de Maha Sarakam, districts et villages	72

LISTE DES SIGLES

B.M.N.: Basic Minimum Need Information

B.O.I.: Board of Investment

N.E.S.D.B.: National Economic and Social Development Board

Nrd 2C: Village Basic Information

N.S.O.: National Statistical Office

P.I.B.: Produit Intérieur Brut

P.R.I.: Programme de Restructuration Industriel

R.I.D.: Royal Irrigation Department

R.M.B.: Région métropolitaine de Bangkok

S.E.S.: Socio-economic Survey

T.D.R.I.: Thailand Development Research Institute

LEXIQUE

Exploitation: Unité économique de production agricole qui comprend au minimum :

- 0.32 hectares de terres cultivées, ou
- 5 animaux (bétail), bœufs ou cochons, ou
- 100 canards ou poulets, ou
- un revenu de 6000 bahts, tirés de la vente des cultures ou du bétail, ou des produits du bétail sur une période d'un an.

Indicateur de développement: L'ensemble des variables pouvant influencer le revenu des ménages: l'environnement, l'éducation, la terre, le mode de tenure de la terre, la production agricole, le type d'occupation, les salaires etc...

Ménage: L'ensemble des personnes résidant dans un logement et qui partagent la nourriture et les biens essentiels à la survie. Un ménage peut être constitué aussi bien par une personne vivant seule que par un ensemble plus complexe, non nécessairement lié par des liens de parenté (exemple : le père, la mère, le fils, la belle-fille et leurs enfants, le domestique).

Niveau de vie: Notion quantitative désignant la quantité de biens et de services dont dispose un ménage grâce à son revenu.

Pauvreté: État d'une personne qui ne dispose pas d'assez de ressources matérielles, qui est sous le seuil de pauvreté.

Propriétaire: Personne qui a des droits sur la terre, régis par un code légal.

Rai: Unité de mesure (6,25 rais = 1 hectare).

Revenu: Ensemble des ressources monétaires et en nature d'un individu ou d'un ménage. Le revenu est composé de revenus primaires issus directement de la production, et de revenus de transferts. Il regroupe l'ensemble des salaires, pourboires, bonus, profits nets agricoles et non-agricoles, revenus générés par la location d'une propriété ou d'une terre, intérêts, dividendes, droits d'auteur, pensions ou aides gouvernementales et autres formes de revenu telles que la loterie, les remboursements d'assurances etc...

Seuil de pauvreté: Seuil au-dessous duquel un individu est considéré comme pauvre. Dans ce travail, la méthode de calcul du seuil de pauvreté employée est celle du N.E.S.D.B.

Taux de pauvreté: Indique la proportion d'individus vivant sous le seuil de pauvreté.

CHAPITRE 1

INTRODUCTION, OBJET D'ÉTUDE ET PROBLÉMATIQUE

1.1) La Thaïlande... un pays, une géographie

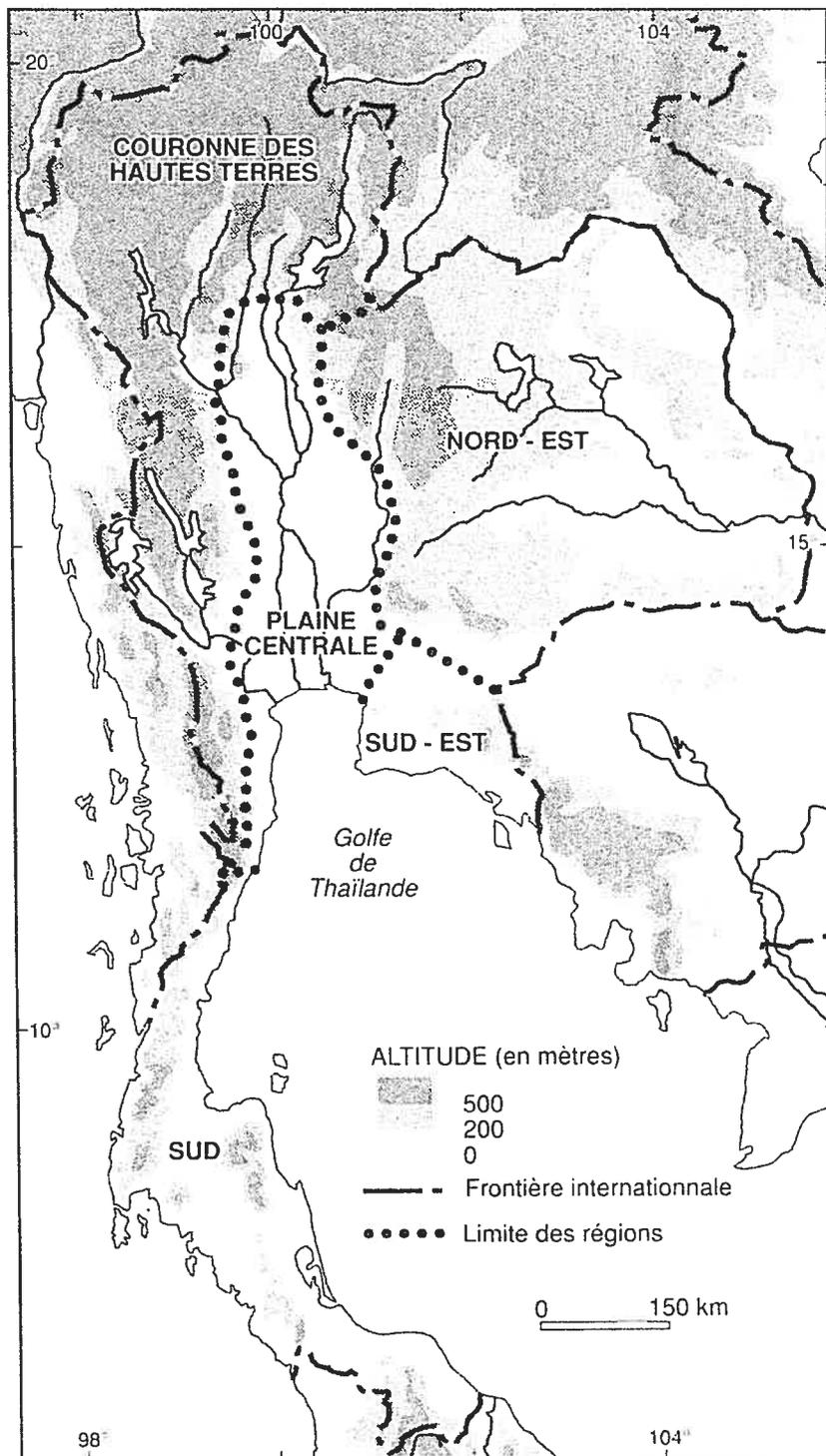
Située au cœur de la péninsule sud-est asiatique, la Thaïlande couvre un territoire de 514 000 km carrés, soit presque l'équivalent de la superficie de la France (N.S.O., 2001). Elle est bordée au Nord et au Nord-Est par le Laos, au Nord et à l'Ouest par la Birmanie, à l'Est par le Cambodge, et au Sud par la Malaisie, le Golfe de Thaïlande et de la Mer d'Andaman. Au plan physiographique, elle se subdivise en cinq grandes entités; la plaine centrale, le Nord-Est, la couronne des hautes terres au Nord et à l'Ouest, le Sud et le Sud-Est (*Figure 1, p. 2*).

La région centrale forme une vaste dépression entourée de chaînes de montagnes et de plateaux qui s'étend sur plus de 500 km du Nord au Sud. Elle correspond dans les faits au bassin de la Ménam Chao Phraya et de ses affluents. Enclavée entre les hautes-terres avoisinantes, la région est en grande partie protégée des pluies de mousson, les précipitations y étant inférieures à 1 500 mm par an. Néanmoins, l'aménagement depuis la fin des années 1950 du bassin de la Chao Phraya a permis d'accroître considérablement la proportion des terres favorables au développement de l'agriculture.

Plus urbanisée et industrialisée que les régions rurales périphériques, la région centrale s'impose comme le centre économique de la Thaïlande. Elle est desservie par de solides réseaux de communication qui convergent vers la capitale Bangkok, principal pôle démographique et économique du pays. En 2000, la région métropolitaine de Bangkok¹ comptait 6 320 000 habitants, soit 10,4% de la population totale. Un ménage y gagnait en moyenne 24 365 bahts par mois, soit plus du double de la moyenne nationale de 12 185 bahts (N.S.O., 2000).

¹ Bangkok, Nonthaburi, Prathum Thani et Samut Prakan.

Figure 1. Thaïlande, régions et physiographie.



Source: De Koninck, R. 1994.

La région du Nord-Est, dominée par le plateau semi-aride de Khorat, couvre un territoire de plus de 168 000 km carrés oscillant entre 130 et 250 mètres d'altitude. Contrairement à la plaine centrale, le Nord-Est fait partie du bassin du Mékong. Les deux principales rivières de la région, Mun et Chi, sont des tributaires du grand fleuve. Historiquement, elles ont joué un rôle de premier plan dans le développement de l'agriculture au Nord-Est. D'autant que les périodes de sécheresse sont fréquentes et prolongées sur le plateau et que les précipitations varient considérablement d'une année à l'autre. Grâce à l'expansion rapide de son domaine agricole après la Seconde Guerre Mondiale, la région contribue aujourd'hui massivement aux exportations agricoles du pays. Malgré tout, elle demeure la plus pauvre et la moins urbanisée des cinq grandes régions.

Les hautes-terres au Nord et à l'Ouest le long de la frontière birmane, forment les marges montagneuses du pays. Moins densément peuplées que le Centre et le Nord-Est, elles sont le domaine des minorités non-thaïes. On compte parmi celles-ci des Karen, des Hmong, des Môn et des Karenni. La région est soumise à un régime pluviométrique instable. Les précipitations n'excèdent généralement pas 1 500 mm par an. En outre, de nombreux cours d'eau, telles les rivières Ping et Nan, deux affluents de la Ménam Chao Phraya, desservent la région dans un axe nord-sud. Ces vallées fluviales sont dominées par les Thaïs proprement dits, qui y ont développé la riziculture inondée et les cultures commerciales telles que le tabac et le soja.

Le Sud s'étire sur plus de 600 kilomètres de la province de Chumpon au Nord de la péninsule à la frontière malaise. Le versant occidental est plus accidenté que le versant oriental qui bénéficie de plaines côtières beaucoup plus étendues. Cette particularité du relief favorise le versant ouest qui bénéficie de pluies plus abondantes. L'hévéaculture et l'exploitation des mines d'étain y sont les principales activités économiques, alors que la pêche et la riziculture inondée sont plus répandues sur le versant est.

Le Sud-Est, situé en bordure du golfe de Thaïlande à la frontière du Cambodge, bénéficie de précipitations beaucoup plus abondantes que les autres régions, à l'exception du Sud. Elles sont de l'ordre de 2 100 mm par an. Au plan économique, la région fait figure de nouveau front industriel avec l'aménagement depuis 1970 du *Eastern Seabord* et du *Map Ta phut*, deux zones industrielles créées dans le but de décentraliser les activités industrielles de Bangkok.

Entre 1960 et 2000, la population totale de la Thaïlande est passée de 26 à 61 millions d'habitants, le taux de croissance annuel s'étant abaissé de 3% dans les années 1960-1970 à 1,8% aujourd'hui (N.S.O., 2001). Contrairement aux pays voisins, la population est relativement bien répartie sur le territoire, la densité moyenne étant de 118 habitants au km carré. Les quatre grandes entités administratives (*Figure 2*, p. 5), qui soit dit en passant ne correspondent pas aux régions géographiques décrites précédemment, affichent des densités moyennes supérieures à 100 habitants au km carré. Le centre est le plus densément peuplé, suivi par le Nord-Est, le Sud et le Nord (*Tableau I*, p. 4). Après la Seconde Guerre Mondiale, l'expansion du réseau routier vers les régions périphériques a permis la colonisation des terres les plus reculées. Aujourd'hui, il reste peu d'espaces encore inoccupés, à l'exception de quelques marges montagneuses le long de la frontière birmane (*Figure 3*, p. 6).

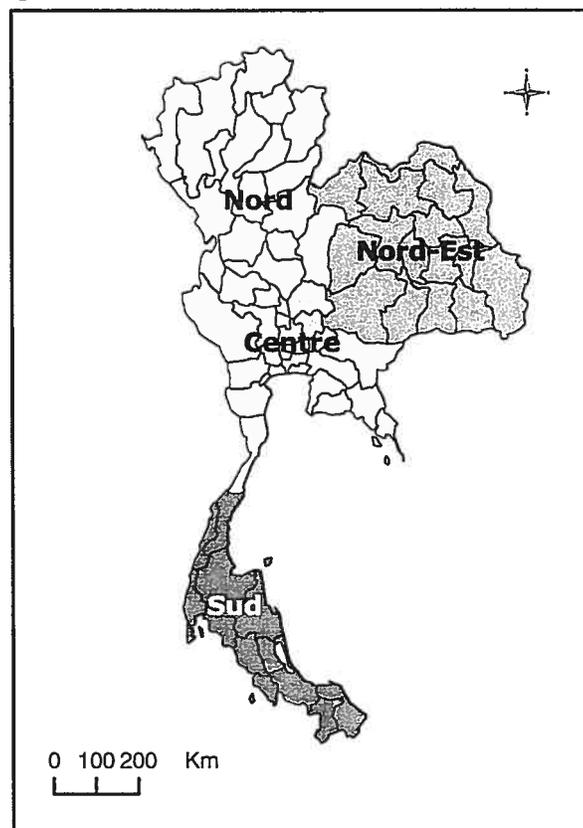
Tableau I. Population et densité de population moyenne par région, en 2000.		
	Population	Densité (hab./km²)
Centre (sans Bangkok)	14 101 500	138
Nord-Est	20 759 900	123
Nord	11 367 800	67
Sud	8 067 800	114
Région métropolitaine de Bangkok*	6 320 200	4 028
Total	60 617 200	118

* Bangkok, Nonthaburi, Prathum Thani et Samut Prakan

Source: N.S.O., 2001.

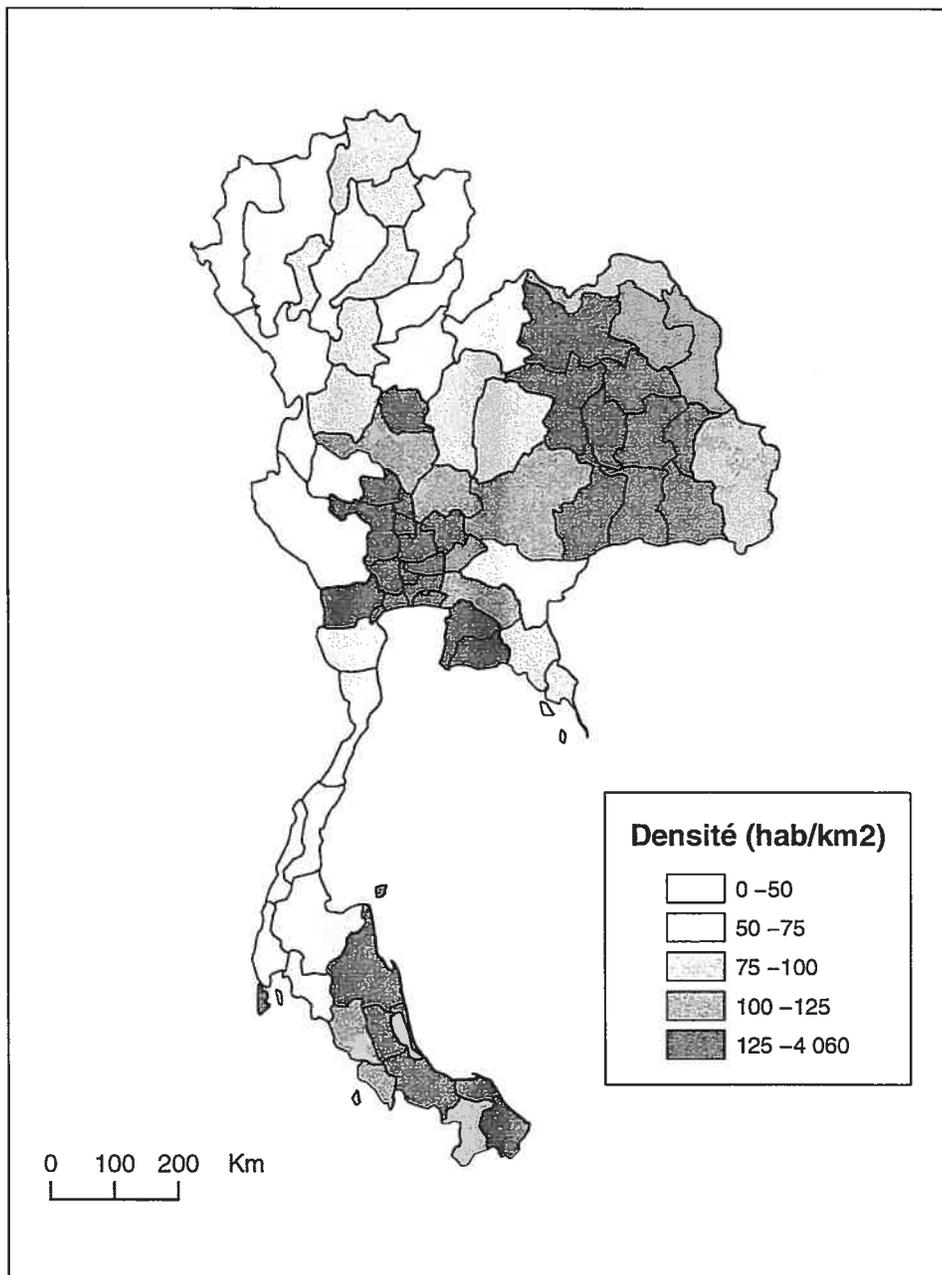
Au plan culturel, le groupe ethnique thaï est largement majoritaire, représentant 75% de la population. Il est suivi par les Chinois et les Sino-Thais, arrivés massivement au pays entre 1860 et 1940 (14%), et les autres ethnies (11%). On compte parmi celles-ci, les Mons, les Khmers, les Birmans, les Laos, les Malais et les Indiens. Néanmoins, plus de 95% de la population parle le tai, la langue officielle du pays. Sont également parlés, le chinois, le malais, l'anglais et différents dialectes en milieu rural. Le bouddhisme Theravada, issu de la branche du bouddhisme Hinayana, est pratiqué par plus de 90% de la population. Mais, on retrouve également des minorités de religions chrétienne, hindouiste et musulmane, dans ce dernier cas, principalement dans la portion sud du pays.

Figure 2. Thaïlande, divisions administratives.



Source: National Statistical Office of Thaïlande, 2001.

Figure 3. Densité de population par province, 2000.



Source: N.S.O.; Population and Housing Census, 2000.

Enfin, au plan économique, l'agriculture a longtemps été considérée comme le principal moteur de l'économie thaïlandaise. Depuis le début du siècle, le domaine agricole thaïlandais n'a cessé, grâce à l'ouverture constante de nouveaux fronts pionniers, de prendre de l'expansion. Conséquemment, une importante proportion du territoire, de 45% à 50% selon les estimations, est aujourd'hui consacrée à l'agriculture (Bernard et De Koninck, 1996; Bruneau 1995; Hirsch, 1990). De plus, le secteur agricole occupe toujours plus de 46% de la population active (Tableau II, p. 7) et demeure un secteur clé de l'économie dans plusieurs régions du pays, notamment au Sud, au Nord-Est et au Nord (Rural development and natural resource sector unit, 2000, p. 29). Cela dit, il ne représente plus que 10,3% du P.I.B. total. Désormais, le secteur manufacturier occupe une part beaucoup plus importante dans l'économie, représentant 32% du P.I.B. (Tableau II, p. 7). L'émergence de ce secteur à partir des années 1970 est en grande partie responsable de la forte croissance économique qu'a connue la Thaïlande jusqu'à la crise monétaire de 1997. Depuis, d'importants efforts ont été investis pour minimiser la portée de la crise, mais le pays en ressent encore les contrecoups économiques et sociaux.

Tableau II. Part relative du P.I.B. national et de la population active par secteur d'activité en 2000.					
Secteurs d'activités	Agriculture	Secteur manufacturier	Construction	Services et autres	Total
P.I.B. (%)	10,3%	32,0%	3,1%	54,6%	100%
Population active (%)	46,8%	15,4%	4,1%	33,7%	100%

Source: N.S.O., *Labor force survey*, 2001.

1.2) Sujet et problématique

1.2.1) La pauvreté; un concept à définir

«Incapacité d'atteindre un niveau de vie minimal» (P.N.U.D., 1998)

«État d'une personne dont les ressources sont insuffisantes» (Office québécois de la langue française, 2003)

«Elle caractérise la situation 'individus ou de groupes, démunis de ressources jugées essentielles» (C.Y.E.S., 2003)

Définir la pauvreté n'est pas une tâche facile. Il s'agit d'une notion en soi, fort complexe et subjective. D'ordre général, on la définit de deux manières. La première, bien qu'abondamment critiquée, est de définir la pauvreté en termes absolus. Un individu est pauvre s'il n'a pas les moyens d'acheter un panier de biens et de services jugés «essentiels», comprenant un apport journalier en calories, des vêtements, un logement, etc. Le seuil de pauvreté ou le revenu minimum nécessaire est donc établi selon les besoins vitaux des individus. En 1998 par exemple, à l'échelle internationale, il a été fixé à un dollar par jour (P.N.U.D., 1998). Ce seuil, qui permet de comparer l'étendue de la pauvreté entre les différents pays ou populations, ne prend toutefois pas en considération les particularités du lieu et du groupe d'individus concernés.

C'est pourquoi on parle également de pauvreté relative: relative à la période concernée, relative à la perception que les individus ont des conditions d'existence jugées indispensables, relative à la région ou aux pays etc... Ainsi, même si un individu arrive à satisfaire ses besoins dits «vitaux» ou considérés essentiels, il peut néanmoins paraître défavorisé par rapport à la société dans laquelle il vit. Dans cette perspective, un individu est pauvre si ses moyens sont modestes comparativement à ceux d'une population donnée, à une époque donnée. À titre d'exemple, le seuil de pauvreté pourrait être fixé à la moitié du revenu moyen par habitant en Thaïlande. Le

seuil ainsi établi se base non seulement sur différents indicateurs (revenu, dépenses, éducation, santé, âge, sexe) mais tient compte de leur évolution dans le temps et dans l'espace. Il reflète davantage les réalités nationales et régionales.

Dans les deux cas, le choix des indicateurs considérés dans le calcul de la pauvreté demeure très ambigu. Il relève essentiellement de l'interprétation et du jugement du chercheur. Ainsi, longtemps le niveau de pauvreté a été établi en fonction des revenus et des dépenses des ménages. Cette approche un peu simpliste laisse dans l'ombre une multitude de facteurs ou d'indicateurs du développement très importants tels que la santé, la nutrition, l'environnement, l'éducation etc. Ne pas considérer ces variables revient à limiter la notion de pauvreté à des aspects strictement monétaires qui ne tiennent pas compte du bien-être des individus.

En Thaïlande, le N.E.S.D.B. a développé en 1996 une méthode de calcul de la pauvreté qui tient compte de différents paramètres géographiques et socio-économiques. Le seuil de pauvreté est fixé en fonction du lieu de résidence. Il tient ainsi compte des particularismes régionaux, notamment de la différence du coût de la vie entre le milieu rural et le milieu urbain. Aussi, il varie en fonction de la taille et de la composition des ménages et considère les besoins des individus selon leur âge et leur sexe. Ce seuil, bien qu'il demeure critiqué (Jitsuchon, 2000), traduit davantage les réalités nationales et régionales en Thaïlande.

Les seuils établis à l'aide de la méthode du N.E.S.D.B révèlent que le taux de pauvreté a considérablement diminué dans l'ensemble des régions de la Thaïlande au courant de la dernière décennie, tant en milieu rural qu'en milieu urbain (Tableau III, p. 11). Or, malgré la diminution du pourcentage de pauvres, les écarts de revenu entre le cinquième le plus riche de la population et le cinquième le plus pauvre se sont accrus (Tableau IV, p. 11). Les pauvres se sont donc retrouvés davantage démunis face au reste de la population. Ainsi, alors que les uns voient à travers la diminution du taux de pauvreté, une nette évolution de la situation en Thaïlande, les autres

voient, à travers la marginalisation des plus démunis, un accroissement de la pauvreté, du moins au sens relatif du terme:

«...When income distribution becomes more and more unequal, it is natural that complaints over the 'unjust' society will be heard more and more often. This is true even with rising real average income and falling poverty level. The phenomenon is often described as the resent over the worsening 'relative poverty'. In fact, some social critics assert that economic growth and past development bring about more poverty--- a statement that can only be justified using the concept of relative poverty rather than absolute poverty» (Jitsuchon, 2001, p. 12).

Dans un tel contexte, l'étude des disparités de revenu nous est apparue mieux refléter la situation en Thaïlande que l'étude de la pauvreté proprement dite.

1.2.2) Disparités de revenu en Thaïlande: un constat éloquent

Depuis le début des années soixante jusqu'à la crise financière en 1997, la Thaïlande a connu une croissance économique exceptionnelle. Suite à l'élaboration du premier plan quinquennal de développement économique et social en 1962, le taux de croissance annuel du P.I.B. a oscillé entre 5% et 12% (N.E.S.D.B., 2000). Le revenu² *per capita* est passé de 2 700 bahts par an en 1961 à 40 848 bahts en 2001 (N.S.O., 2001) et la proportion d'individus vivant sous le seuil de pauvreté³ est passée de 30% à 14% en moins de 30 ans. Pourtant, malgré la conjoncture économique favorable, l'État n'est pas parvenu, à travers ses politiques de développement, à freiner l'accroissement des disparités internes. Encore aujourd'hui, d'importantes disparités socio-économiques subsistent entre et au sein des régions, notamment entre les populations urbaines et rurales (Chamberlin et *al.*, 2001; Jitsuchon, 2001; Poapongsakorn et *al.*, 2000; Krongkaew, Tinakorn et Suphachalasai, 1992; Grandstaff, 1992; Hirsh, 1990).

Les régions rurales périphériques ont en effet été marginalisées face à l'industrialisation et à la croissance phénoménale de l'agglomération urbaine de Bangkok. Le Sud, le Nord et le Nord-Est, encore majoritairement ruraux, sont nettement plus pauvres que la région métropolitaine de Bangkok où le revenu mensuel moyen d'un ménage s'élève à 24 300 bahts en 2001, soit l'équivalent de 550 dollars U.S. (N.S.O., 2001). Au Nord et au Nord-Est, un ménage ne gagne en moyenne que 8 900 et 8 300 bahts respectivement par mois, soit moins de 200 dollars U.S. dans les deux cas (N.S.O., 2001). La proportion de la population vivant sous le seuil de pauvreté est d'ailleurs nettement inférieure à Bangkok où seulement 0,4% de la population est considéré pauvre, comparativement à 28% au Nord-Est (Tableau III, p. 11). En fait, depuis 1990 la part relative des pauvres au

² L'Office National de Statistiques entend par revenu l'ensemble des salaires, pourboires, bonus, profits nets agricoles et non-agricoles, revenus générés par la location d'une propriété ou d'une terre, les intérêts, les dividendes, les droits d'auteur, les pensions ou aides gouvernementales, les paiements en nature et les autres formes de revenu; loterie, remboursements d'assurances etc...

³ Le taux de pauvreté indique la proportion d'individus vivant sous le seuil de pauvreté. Le calcul du seuil de pauvreté tient compte de différentes variables à caractère social et économique. Les données utilisées sont celles du N.E.S.D.B. Pour plus de détails sur les méthodes de calcul du seuil de pauvreté du N.E.S.D.B., voir Jitsuchon, 2001.

Nord-Est a diminué beaucoup moins rapidement qu'au sein des autres régions: *«poverty has declined more rapidly in the better-off regions than in the poorer regions... the Northeast had the smallest relative decline in poverty between 1988 and 1996, with the incidence of poverty in 1996 being 40% of its 1988 level»* (Chamberlin et al., 2001, p. 13). Qui plus est, ce sont les régions les plus pauvres, particulièrement le Nord-Est, qui ont été les plus affectées économiquement et socialement par la crise de 1997.

«... several mechanisms seem to have transmitted the initial Bangkok focus of the crisis to the rest of the country and particularly to the Northeast. As the financial shock spread to the real economy shortly after July 1997, aggregate demand fell, and firms responded by cutting back on employment and reducing the wages paid to employees. This impact fell heavily on the low-wage sector and on the self-employed 'own-account' workers. This resulted in a modest decline in the amount of remittances that migrant workers in Bangkok and elsewhere sent to their families back in the Northeast. In addition, although there was no large-scale return migration of migrant workers out of Bangkok, the heavy volume of out-migration from the Northeast, which had been a mainstay of Thai labor markets in the last two decades, essentially ceased during the crisis years, shutting down a major income source for the Northeast and its excess labor. Thus, the collapse in demand, both consumption and investment, spread quickly and hit the poor the hardest» (Chamberlin et al., 2001, p. 14).

Au sein même des régions, d'importants écarts se sont creusés entre les populations urbaines et rurales. Pour la seule région du Nord-Est, le taux de pauvreté en milieu rural en 2000 s'élevait à 30,6%, alors qu'il n'était que de 10% en milieu urbain. Pour l'ensemble du pays ces proportions étaient respectivement de 19% et 3,7%, illustrant une nette concentration des pauvres en milieu rural (Tableau III, p. 11): *«Poverty is now largely a rural problem in Thailand. Of course, there is some poverty in the sanitary districts as well, but it is relatively modest in comparison to that found in the rural areas»* (Chamberlin et al., 2001, p. 15). Le développement et l'industrialisation des campagnes thaïlandaises ont fait l'objet des préoccupations du *National economic and social development*

board (N.E.S.D.B.) dès l'élaboration du quatrième plan de développement économique et social en 1977 (Poapongsakorn et *al.*, 2000). Toutefois, préoccupé par les bonnes performances du secteur manufacturier, le gouvernement ne s'est jamais suffisamment attardé au problème de la pauvreté en milieu rural. De plus, la crise économique de 1997 s'est traduite par des coupures dans les ministères responsables de la gestion et du développement en milieu rural, notamment le Ministère de l'éducation, le Ministère de la santé publique, le Ministère de l'agriculture et des coopératives, et le Ministère du travail et de la sécurité sociale (Suwanraks, 1999, p. 3). Conséquemment, la croissance économique dans les zones rurales pauvres n'a pas connu le même rythme que celle en milieu urbain.

Outre sa prépondérance en milieu rural, la pauvreté semble se concentrer davantage dans certaines provinces et villages de la Thaïlande, notamment sur le plateau de Khorat. Or, les provinces les plus pauvres de la région du Nord-Est sont également les plus peuplées. Si bien que, en 1998, 17 des 76 provinces de la Thaïlande comptaient à elles seules les deux tiers des pauvres de l'ensemble du pays, 10% des villages en représentant le tiers (Chamberlin et *al.*, 2001, p. 17) : *«since many of the poorest provinces in the Northeast are also the most populated provinces in the country, the share of all of Thai poor who live in these provinces is also very large»* (Chamberlin et *al.*, 2001, p. iv).

Quant à la distribution des revenus par rang quantile, elle révèle que le cinquième le plus aisé de la population détenait, en 1975, huit fois le revenu du cinquième le plus pauvre (Tableau IV, p. 11). Depuis, malgré l'impressionnante croissance économique des dernières décennies, la situation ne s'est pas améliorée. Ainsi, en 2000, le cinquième le plus riche de la population détenait à lui seul 51% des revenus, soit 9,2 fois plus que le cinquième le plus pauvre. Le coefficient GINI constitue à cet effet un bon indicateur du maintien des disparités de revenu depuis 1975 en Thaïlande (Tableau IV, p. 11).

Régions	1992	1994	1996	1998	1999	2000
BMA	2,0	1,0	0,5	0,5	0,2	0,4
Rural	3,3	3,2	0,4	0,7	...	0,1
Urbain	1,8	0,7	0,5	0,5	0,3	0,4
Centre	12,4	8,6	6	7	6,5	5,4
Rural	14,8	9,8	7,1	8	7,9	6,4
Urbain	4,8	5,3	3	4,4	3	2,7
Nord	22,7	14,7	9,5	9	9,6	12,2
Rural	25,7	16,5	11,1	10,2	10,9	14
Urbain	9,2	7,8	3,2	4,4	4,8	5,3
Nord-Est	40,3	29,6	19,7	23,7	28,3	28
Rural	42,5	32,2	21,7	26,1	31,3	30,6
Urbain	21,8	14,8	8,6	10,1	11,2	13,2
Sud	20,5	18,3	12	13,9	15	11
Rural	23,1	20,9	13,3	16,2	17,8	12,8
Urbain	8,6	8,2	6,6	5,2	4,5	4
Thaïlande	23,5	17,1	11,2	12,9	14,6	14,2
Rural	29,7	22,1	14,9	17,2	19,7	19
Urbain	6,6	5,5	3,1	3,6	3,4	3,7

Note: Les calculs de l'année 1999 se basent sur deux trimestres

*Données calculées à partir de la méthode du N.E.S.B.D.

Source: Jitsuchon, S et Plangraphan, J. 2001

Rangs	1975-76	1981	1986	1990	1992	1994	1996	1998	2000
1	6.05	5.41	4.55	5.9	5.4	5.6	5.7	5.9	5.5
2	9.73	9.1	7.87	8.9	8.9	9.1	9.2	9.6	8.8
3	14	13.38	12.09	13.1	13.1	13.6	13.5	13.7	13.2
4	20.96	20.64	19.86	20.7	20.7	21.3	21.5	21	21.5
5	49.26	51.47	55.63	51.9	51.9	50.4	50.1	49.8	51
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100
C. GINI	0.426	0.453	0.5	0.445	0.445	0.431	0.429	0.421	0.439

Source: Household Socio-economic Survey, National Statistical Office
1975-76, 1981, 1986, 1988, 1990, 1992, 1994, 1996, 1998, 1999, 2000

À l'amorce du neuvième plan quinquennal de développement économique et social de 2002-2007, l'élimination des disparités de revenus et de la pauvreté en Thaïlande demeure donc toujours une priorité du gouvernement. En fait, les politiques de développement de l'État thaïlandais, depuis l'élaboration du premier plan quinquennal de développement en 1962, ne sont pas parvenues à résoudre le problème. Plusieurs mesures devront encore être mises de l'avant afin d'assurer une redistribution juste et équitable des richesses vers les populations les plus pauvres du pays, notamment dans la grande région du Nord-Est.

1.3) Revue de la littérature

Plusieurs hypothèses ont été proposées pour expliquer l'importance des disparités de revenu en Thaïlande et par le fait même la situation sur le plateau de Khorat. Il s'agit ici d'évoquer les principales parmi ces hypothèses. Cela permettra, en premier lieu, de situer l'intérêt pour la question des disparités et de la pauvreté en Thaïlande et, en second lieu, d'établir les fondements de nos propres hypothèses et objectifs de recherche.

L'une des hypothèses proposée par les auteurs pour expliquer, du moins en partie, la persistance de la pauvreté au sein de la grande région du Nord-Est est sans aucun doute l'irrégularité et la faiblesse des précipitations, ainsi que la pauvreté des sols sur le plateau : *«Poor soils and highly erratic rainfall have been cited as principal reasons why most Northerners have not been able to realise the gains in agricultural productivity and agricultural income made in many other rural areas of the country»* (Grandstaff, 1992, p. 135). En effet, le Nord-Est est soumis, contrairement aux autres régions de la Thaïlande, à un régime de précipitations très instable. Non seulement il y pleut moins que partout ailleurs au pays, mais les précipitations y sont très irrégulières d'une année à l'autre. De plus, les sols y sont de piètre qualité et les systèmes d'irrigation et de gestion de l'eau y sont peu développés : *«Au mieux, 20% des terres peuvent être irriguées par des réseaux cohérents. Ailleurs, des ouvrages de petite taille ne permettent pas de pallier véritablement les irrégularités climatiques»* (Bruneau, 1995, p. 138). Conséquemment, le nombre de récoltes annuelles demeurent toujours incertain et le revenu des ménages vivant uniquement de l'agriculture n'est jamais réellement assuré.

De l'avis de plusieurs auteurs, c'est l'inégale distribution de la main-d'œuvre entre les différents secteurs de l'économie qui explique principalement les écarts de revenu entre et au sein des régions. En fait, plus de 45% de la population active en Thaïlande travaille dans le secteur agricole. Pourtant, ce secteur ne représente que 10% du P.I.B. (Tableau II, p. 7). C'est le secteur

manufacturier, avec seulement 15% de la masse des travailleurs, qui représente la principale source de revenu du pays:

«One major cause of skewed income distribution over time has been the disparity of income generated from agricultural and non-agricultural sectors. As a major food exporter, Thailand's labor share in agriculture has always been uniquely high compared with countries with the same level of per-capita GDP. As the country develops, the return to non-agricultural labor has increased at a much faster pace than that of agricultural labor. At the same time the share of agricultural laborers has slowly decreased, resulting in worsened income distribution» (Poapongsakorn et al., 2000, p. 12)

En outre, les emplois dans le secteur manufacturier se concentrent essentiellement en milieu urbain. Par conséquent, une faible proportion de la population, principalement dans la région métropolitaine de Bangkok, bénéficie des retombées socio-économiques de l'industrialisation du pays: *«...because the industrial locations have clustered around Bangkok and vicinity, the benefits from industrial activities have concentrated around here too»* (Regional Office for Asia and the Pacific, 2000, p. 19). Une politique de restructuration de l'économie visant à minimiser la croissance des disparités de revenu devrait donc miser sur une augmentation de la production et des revenus du secteur agricole (Suwanraks, 1999), mais également encourager un transfert massif de main-d'œuvre du secteur agricole vers le secteur manufacturier au sein même des campagnes thaïlandaises (Poapongsakorn et al., 2000; Grandstaff, 1992).

Les études réalisées jusqu'à présent démontrent effectivement que le salaire ou les revenus générés par les activités à caractère non-agricole en milieu rural, influent assurément sur le fait d'être ou de ne pas être pauvre: *«Wage rate turns out to be the most important factor with the highest coefficient value. One possible interpretation is that income from non-agricultural activities is crucial for the villages at all levels of poverty, to escape poverty»* (Jitsushon, 2001, p. 17). Favoriser le développement de l'industrie en milieu rural permettrait d'accroître

les possibilités d'emplois à l'échelle locale et ainsi de limiter l'exode des travailleurs, principalement lors de la saison sèche, vers Bangkok et les autres centres urbains.

En plus de stimuler l'économie localement, l'industrialisation des campagnes thaïlandaises permettrait aux régions rurales de participer davantage au développement économique de la Nation et ainsi de réduire les disparités de revenu entre les régions: «...*rural industries could attract investments which would help stimulate the local economy. The rural employment thus generated would not only improve the income condition of the rural people, including the rural poor, but would also help achieve a balanced transformation of the economy*» (Krongkaew, Tinakorn, Suphachalasai, 1992, p. 216). Ceci dit, il semblerait que, depuis 1975, les investissements publics et privés en milieu rural ne se soient pas avérés suffisants pour permettre un tel rééquilibrage de l'économie (Regional Office for Asia and the Pacific, 2000; Rural development and natural resource sector unit, 2000; Krongkaew, Tinakorn, Suphachalasai, 1992; Grandstaff, 1992).

De nombreuses études ont quant à elle démontré l'impact positif des réseaux de transport sur le développement socio-économique d'un pays ou d'une région. Dans leur analyse concernant l'impact du réseau routier sur le revenu des communautés paysannes en Indonésie, Cramb et Windle concluent ceci:

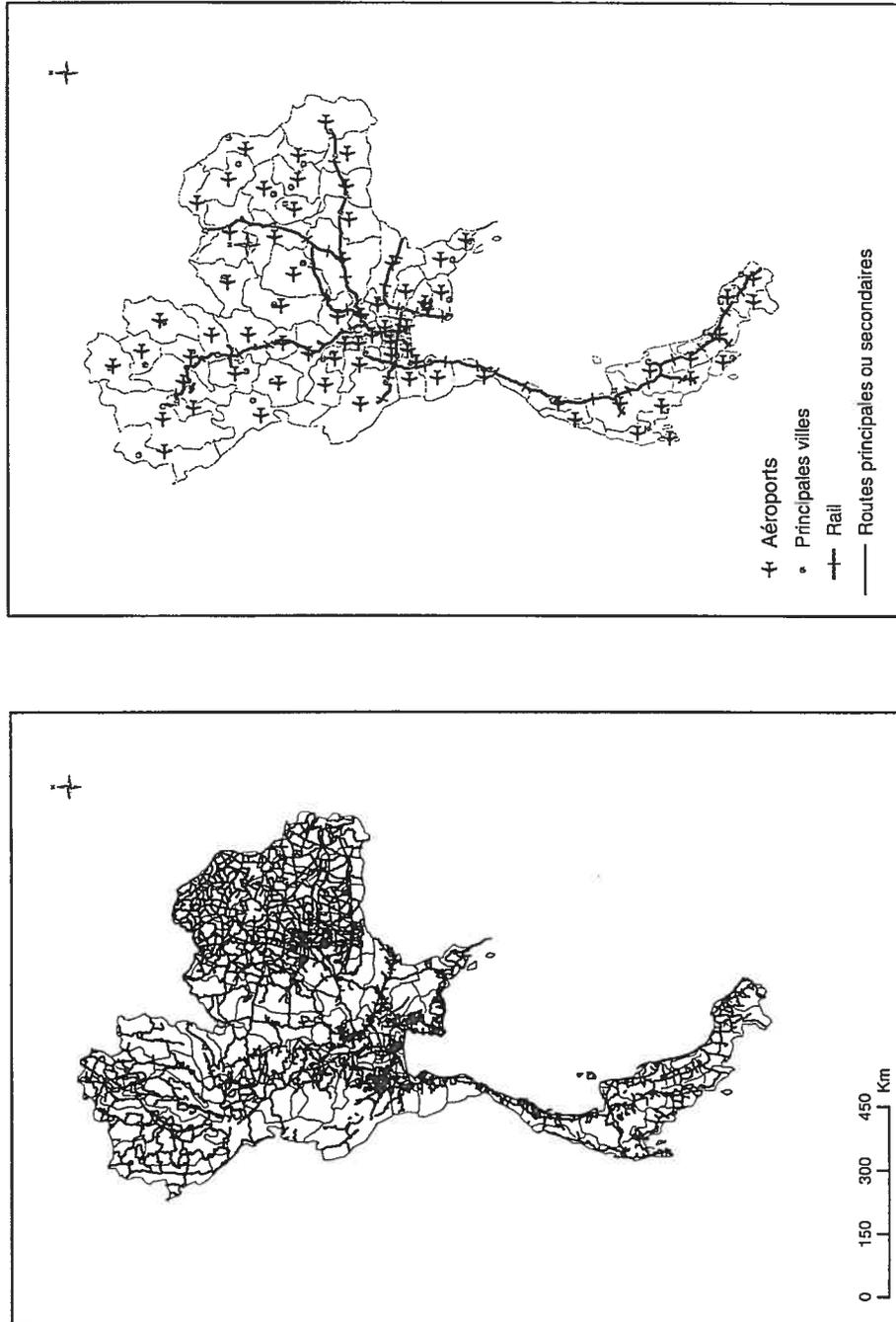
«...rural road provision has some economic impact on all communities in the area of influence... Two factors, both related to accessibility, were influential. First, the size of the market to which a road provided access was important. Access to a large urban center provided a market for both food and labour. Access to a small town had no such impact and households had little choice but to continue relying on export crop production as their main source of cash income. Second, more remote communities benefitted to a lesser extent than those with direct road access; cash incomes and total incomes were higher at roadside communities in both area» (Cramb et Windle, 1997, p. 50).

En Thaïlande, l'amélioration et l'expansion des réseaux de communication vers les régions rurales périphériques a certainement encouragé la croissance économique des dernières décennies. Dès le début du siècle, le réseau ferroviaire a été développé dans l'intention de promouvoir les exportations agricoles en acheminant la production des régions rurales périphériques vers Bangkok, puis vers l'étranger. Il compte quatre lignes principales, totalisant plus de 4 000 kilomètres, qui desservent l'ensemble des régions agricoles en marge de la plaine centrale: Chiang Mai au Nord, Aranyaprathet à l'Est, Nong Khai et Ubon Ratchatani au Nord-Est, et Hat Yai au Sud, ainsi que quelques lignes secondaires reliant Bangkok à différents carrefours économiques, dont le «Eastern Seaboard».

C'est toutefois le réseau routier qui a connu le plus grand essor depuis 1950. Beaucoup plus étendu que le réseau ferroviaire, il totalise plus de 158 000 kilomètres, dont 52 000 km d'autoroutes nationales, 59 000 km de routes provinciales et 47 000 km de routes rurales (N.E.S.D.B., 2001). Il dessert presque l'ensemble du territoire, à l'exception de certaines zones montagneuses, notamment le long de la frontière birmane (*Figure 4*, p. 17). La région centrale est la mieux desservie, au plan tant de la densité que de la qualité du réseau. Après la plaine centrale, étonnamment c'est la région du Nord-Est qui apparaît la mieux desservie. En fait, l'expansion du réseau routier dans la région, de même que la présence importante d'aéroports régionaux relèvent en grande partie de l'aide apportée par les Américains lors de la seconde guerre d'Indochine.

A priori, la distribution des réseaux de communication sur le territoire ne représente donc pas un indice des disparités de revenu en Thaïlande. En fait, il semble que la différence se joue davantage au plan de la qualité du réseau, la région centrale, notamment, bénéficiant d'un net avantage en matière de densité et de routes goudronnées (Bruneau, 1985, p. 146; University of Mahidol, 1996). Or, nous ne disposons pas de données qualitatives à ce sujet. De plus, même si nous disposions de telles données, il serait difficile d'établir un lien direct entre la qualité du réseau de transport et le niveau de développement

Figure 4. Thaïlande; villes et réseaux de communication.



Source: Digital Chart of the World Layer Interface for Thailand, 1996.

d'une région. Pour ce faire, il faudrait dresser une matrice de corrélation entre la densité et la qualité des réseaux et l'évolution de la pauvreté. Cela impliquerait des études beaucoup plus poussées, particulièrement à l'échelle locale où l'impact du réseau de transport sur le niveau de vie des populations apparaît plus tangible. En d'autres termes, nous ne pourrions, dans le cadre de ce mémoire, établir de liens entre l'évolution des réseaux de communication en Thaïlande et les disparités inter-régionales de revenus.

Une récente étude réalisée en collaboration avec la Banque Mondiale a par ailleurs démontré l'existence d'un lien étroit entre le niveau d'éducation, la pauvreté et les disparités de revenus en Thaïlande: «...*education has the largest explanatory power in explaining income inequality and has a powerful role in reducing poverty...*» (Chamberlin et al., 2001, p. vii). Le rapport dénote en effet une corrélation importante entre le niveau de scolarisation du chef de famille et les revenus d'un ménage: «*Individuals residing in households headed by persons with no or with primary education are at much greater risk of poverty than those in households headed by a secondary or post secondary-educated person*» (Chamberlin et al., 2001, p. 20) Une étude, réalisée par l'Office régional pour l'Asie et le Pacifique, souligne également le rôle fondamental de l'éducation dans l'élimination de la pauvreté: «*Heads of poor households were almost entirely those who had no formal education, or only elementary education*» (Regional Office for Asia and the Pacific, 2000, p. 12). En fait, le type d'emploi et le salaire obtenu jouent un rôle déterminant sur le revenu des ménages, mais sont ordinairement subordonnés à l'obtention d'un diplôme.

L'étude souligne également qu'une forte corrélation existe entre le revenu des ménages en milieu rural et l'étendue de leurs terres. En effet, un accroissement de 1% des terres cultivées réduirait la probabilité de devenir pauvre de 0,1% (Chamberlin et al., 2001, p. 48): «*since land is typically the most important factor of production in agriculture, agricultural incomes and hence the incidence of poverty are likely to depend strongly on farm size... Small and medium-sized farmers face significantly higher rates of poverty than large*

farmers» (Chamberlin et al., 2001, p. 21). Le fait d'être propriétaire ou de louer sa terre aurait par ailleurs un impact encore plus important sur le revenu des ménages: «... *controlling for other factors, the probability of being a tenant (as opposed to a land-holder) increases the risk of poverty by nearly 30 percent*» (Chamberlin et al., 2001, p. 48).

Les ménages qui sont propriétaires de leurs terres ont en effet une meilleure propension à investir sur cette dernière (Krongkaew, Tinakorn, Suphachalasai 1992; Hirsh, 1990; Hirsh 1987; Feder, 1987). D'abord, parce qu'ils ne sont pas menacés d'éviction par les autorités, mais surtout parce qu'ils ont accès au crédit institutionnel : «... *lack of landownership security has affected agricultural development. The problem is more severe for poor small landholders because without legal documents they cannot apply for loans from commercial or agricultural banks*» (Krongkaew, Tinakorn, Suphachalasai, 1992, p. 210). Contrairement au crédit informel assuré par les petits commerçants, le crédit institutionnel est de longue durée et les montants alloués sont plus élevés (Feder, 1987; Rigg, 1986). Ainsi, les investissements réalisés sur la terre sont plus importants et permettent d'accroître la productivité et la rentabilité des cultures.

On le voit, plusieurs hypothèses ont été proposées et d'importantes corrélations ont été établies entre le revenu et le type d'occupation des ménages, le niveau d'éducation, l'étendue et le mode de tenure de la terre. Cependant, le contexte de croissance rapide des dernières décennies, ainsi que l'avènement de crises économiques majeures, telles que la crise monétaire de 1997, ne permettent pas d'arriver à des conclusions définitives. En fait, les études réalisées jusqu'à présent n'ont pas permis de définir avec certitude les «causes» de l'évolution des disparités de revenu en Thaïlande. C'est pourquoi il est nécessaire de s'attarder davantage à la question, avant de prétendre apporter la solution au problème et de pouvoir formuler des politiques de développement réellement efficaces.

1.4) Objectifs et hypothèses de recherche

L'objectif général de cette recherche est de vérifier nos hypothèses de départ et leurs principales implications à l'égard du développement socio-économique et de la persistance des disparités en Thaïlande. Nos hypothèses de recherche sont les suivantes :

- 1) Les bénéfices des investissements réalisés depuis 1960 en Thaïlande n'ont pas été redistribués efficacement dans l'industrie en milieu rural, dans les infrastructures et moyens de production agricole, et dans les infrastructures de service à la population, tout particulièrement dans les régions rurales périphériques.
- 2) L'absence de mécanisme ou de politique efficace de redistribution des revenus a contribué à maintenir le retard de développement de la région du Nord-Est.

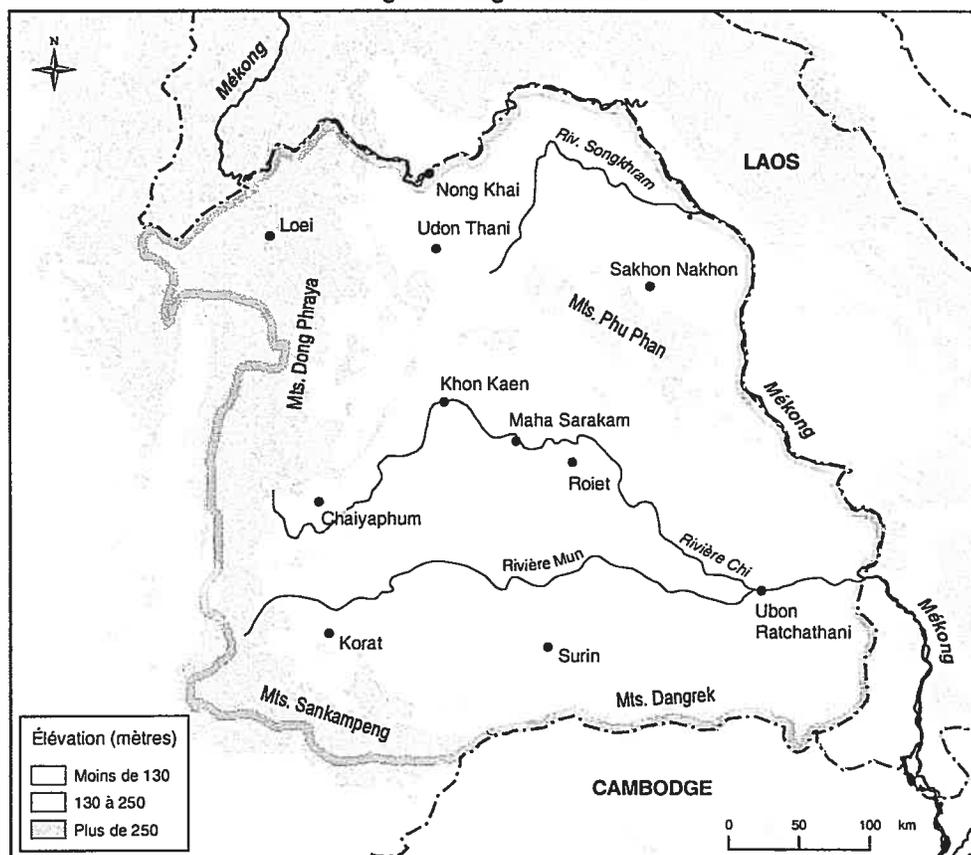
Plus précisément, les objectifs de cette recherche sont: 1) analyser et interpréter l'importance des disparités socio-économiques en Thaïlande 2) analyser et interpréter la répartition des infrastructures industrielles, de production agricole et de service à la population 3) déterminer les principaux «indicateurs de développement⁴» ayant une incidence sur le revenu des ménages dans les villages de la grande région du Nord-Est.

⁴ Nous entendons par «indicateurs de développement» l'ensemble des variables pouvant influencer le revenu des ménages : l'environnement, l'éducation, la terre, le mode de tenure de la terre, la production agricole, le type d'occupation, les salaires, etc...

1.5) Description de la région à l'étude: le Nord-Est

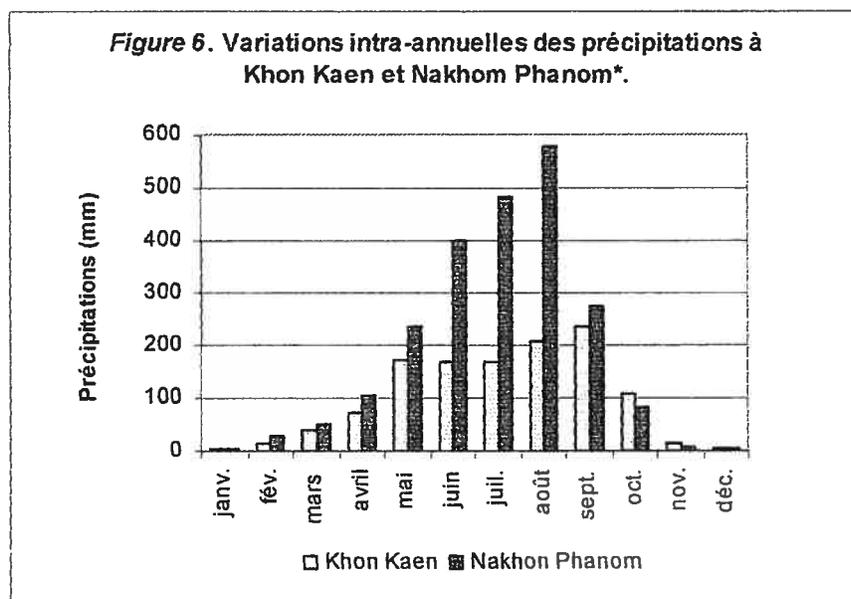
La région du Nord-Est couvre un territoire de 168 800 km carrés, soit plus du tiers de la superficie de la Thaïlande. Elle est bordée au Sud par le Cambodge et les monts Dangrek, à l'Est et au Nord par le fleuve Mékong, à l'Ouest par la chaîne des Dong Phraya et au Sud-Ouest par les monts Sankampeng (Figure 5, p. 21). La région est essentiellement dominée par le plateau semi-aride de Khorat qui s'élève de 130 à 250 mètres au-dessus du niveau de la mer. La chaîne de montagne Phu Phan divise le plateau en deux bassins dans un alignement Nord-Ouest / Sud-Ouest. Au Sud se trouve le vaste bassin de Khorat drainé par les rivières Mun et Chi, deux affluents du Mékong et au Nord le bassin moins étendu de Sakon Nakhon drainé par la rivière Songkhram.

Figure 5. Région du Nord-Est.



Source : Digital Chart of the World; GTOPO30 Global Topographic Data (USGS).

La région du Nord-Est est soumise à un régime pluviométrique très instable. Les précipitations, de l'ordre de 1000 mm à 2000 mm par an, y sont essentiellement concentrées lors des pluies de mousson du mois de mai au mois de septembre. Elles sont en outre quasi inexistantes le reste de l'année (*Figure 6*, p. 22). De plus, elles sont très irrégulières d'une année à l'autre et varient beaucoup sur l'ensemble du territoire (Tableau V, p. 23), tant à l'échelle régionale que locale: «*In one year one village may do well, in another its neighbor*» (Grandstaff, 1988. *In Rigg, 1991, p. 67*). L'irrégularité des pluies n'a pas facilité le développement de l'agriculture sur le plateau et cela, d'autant plus que les sols y sont pauvres et peu fertiles. La nature du lit rocheux, essentiellement composé de grès, a donné place à des sols sableux de couleur rougeâtre, très poreux et perméables.



* Données recueillies entre 1971-2000

Source: Meteorological Department, 2002.

Tableau V. Précipitations annuelles (mm) dans la région du Nord-Est, 1997-2001.					
Villes	1997	1998	1999	2000	2001
Nakhon Phanom	2 660	1 601	2 468	2 569	2 306
Sakon Nakhon	1 588	1 237	1 768	1 846	1 742
Nong Khai	1 749	1 156	2 212	1 397	1 797
Udon Thani	1 429	1 016	1 669	1 851	1 655
Loei	969	1 269	1 549	1 286	1 340
Mukdahan	1 423	1 186	1 421	1 448	1 729
Ubon Ratchathani	1 555	1 318	1 583	1 845	1 709
Khon Kaen	898	1 213	1 246	1 751	1 353
Roi Et	1 197	1 258	1 545	1 683	1 830
Surin	1 481	1 168	1 589	1 858	1 352
Chaiyaphum	760	1 072	1 082	1 723	1 137
Nakhon Ratchasima	624	933	1 153	1 348	824

Office of agricultural economics, 2002.

Entre 1960 et 2000, la population totale du Nord-Est est passée de 8,9 à 20,7 millions (N.S.O., 2001). Aujourd'hui, la région compte plus du tiers de la population de la Thaïlande et la densité moyenne s'y élève à 123 habitants au km carré, soit un peu plus que la moyenne nationale (Tableau I, p. 4). Une telle densité est d'autant plus considérable que plus de 80% de la population réside en milieu rural, la région étant la moins urbanisée du pays. D'ailleurs, une proportion équivalente de la population active est engagée dans le secteur agricole, l'agriculture représentant la principale activité économique sur le plateau.

Depuis le début du siècle, la structure agraire au Nord-Est a subi de profonds bouleversements. Avec l'expansion du réseau de transport, notamment le réseau routier vers les régions rurales périphériques, la région a progressivement été intégrée à l'économie de la plaine centrale. De sorte que le petit paysan qui cultivait autrefois dans le but d'assurer sa subsistance, produit désormais également pour la vente. Ainsi, dans la première moitié du siècle les superficies agricoles réservées à la culture du riz ont été continuellement élargies pour répondre à la demande interne croissante et à celle du marché mondial. Puis, progressivement à partir des années cinquante, de nouvelles cultures ont été introduites. D'abord, le maïs et la canne à sucre dans les années 1950 et 1960,

puis le manioc dans les années 1970. Cette dernière prédomine aujourd'hui largement sur les hautes terres de la région non aménagées en rizières où les sols sont pauvres et perméables. Le manioc résiste bien aux périodes de sécheresse et pousse relativement bien sur des sols peu fertiles.

Cela dit, le développement des cultures commerciales, tout comme celui de la riziculture, a davantage reposé sur l'ouverture continue de nouvelles terres que sur l'intensification de la production sur les aires déjà cultivées. Les techniques agricoles au Nord-Est ont en réalité très peu évolué, les surfaces convenablement irriguées demeurent rares, les variétés de riz à hauts rendements et l'utilisation des fertilisants peu répandues. L'extension du domaine agricole s'est donc réalisée, à l'image du reste de la Thaïlande, aux dépens du couvert forestier. Cela a eu des conséquences irréversibles sur l'environnement: inondations, érosion des sols, ravinement, remplissage et sédimentation des canaux d'irrigation (Hirsch, 1990, p. 65).

Enfin, bien qu'ils contribuent massivement aux exportations agricoles du pays, les habitants du plateau de Khorat ont peu bénéficié de la croissance économique des dernières décennies. Le revenu *per capita* y est nettement moins élevé que la moyenne nationale et le niveau de développement, particulièrement en milieu rural, y est de beaucoup inférieur à celui des autres régions. Effectivement, le taux de pauvreté rurale y était en 2000 de 30,6% alors qu'il n'était que de 6,4% pour la région centrale (N.E.S.D.B., 2000). De plus, les disparités socio-économiques entre les populations urbaines et rurales, mais également entre les communautés paysannes y sont plus importantes que partout ailleurs au pays (Tableau III, p. 11), le taux de pauvreté en milieu rural étant plus de trois fois supérieur à celui en milieu urbain (N.E.S.D.B., 2000).

1.6) Méthodologie

Afin de vérifier nos hypothèses, nous avons choisi d'aborder la notion de disparités de revenu en Thaïlande à l'aide de deux échelles d'analyse. La première (chapitre 2), l'échelle nationale, nous a permis de mieux situer le problème dans son contexte national. À partir d'ouvrages spécialisés, d'articles et d'annuaires statistiques nous avons analysé et interprété l'origine des disparités de revenu entre et au sein des régions de la Thaïlande. Nous avons, à cet effet, tenté d'identifier les principaux facteurs ayant contribué à maintenir le retard de développement en milieu rural et particulièrement dans la grande région du Nord-Est.

Dans un premier temps, nous nous sommes intéressés à la répartition des entreprises industrielles sur l'ensemble du territoire, ainsi qu'aux investissements réalisés dans ce secteur par le gouvernement depuis l'élaboration du premier plan quinquennal de développement économique et social. En second lieu, nous avons étudié la répartition des infrastructures et moyens de production agricole. À cette fin, nous avons examiné la répartition des terres entre petits, moyens et grands exploitants, ainsi que les différents modes de tenure de la terre, les rendements et la qualité des terres, et le développement des systèmes de gestion de l'eau dans les régions rurales pauvres. Enfin, nous avons évalué l'accessibilité aux services offerts à la population au plan de l'éducation.

La seconde analyse, effectuée à l'échelle locale, porte sur douze villages des provinces de Khon Kaen et Maha Sarakam de la grande région du Nord-Est. Elle nous a permis de dresser un portrait de l'évolution des conditions de vie paysannes à l'échelle locale et ainsi de mieux cibler les facteurs y limitant le développement. La méthodologie concernant nos démarches à l'échelle locale est abordée plus en détails dans le chapitre trois.

CHAPITRE 2

ANALYSE ET INTERPRÉTATION DE L'ORIGINE DES DISPARITÉS DE REVENU À L'ÉCHELLE NATIONALE

Nous tenterons ici de vérifier nos hypothèses de départ ou du moins d'identifier les principaux facteurs ayant contribué à maintenir les disparités de revenus en Thaïlande et le retard de développement en milieu rural, notamment dans la grande région du Nord-Est. À cet effet, nous étudierons les répartitions inter et intra régionales de différents types de services et infrastructures associés plus ou moins directement au développement socio-économique: les entreprises industrielles, les infrastructures et moyens de production agricole et le système d'éducation. L'inégale répartition de ces ressources aurait, toujours selon nos hypothèses, exacerbé les disparités de revenus en maintenant une partie de la population à l'écart du développement économique.

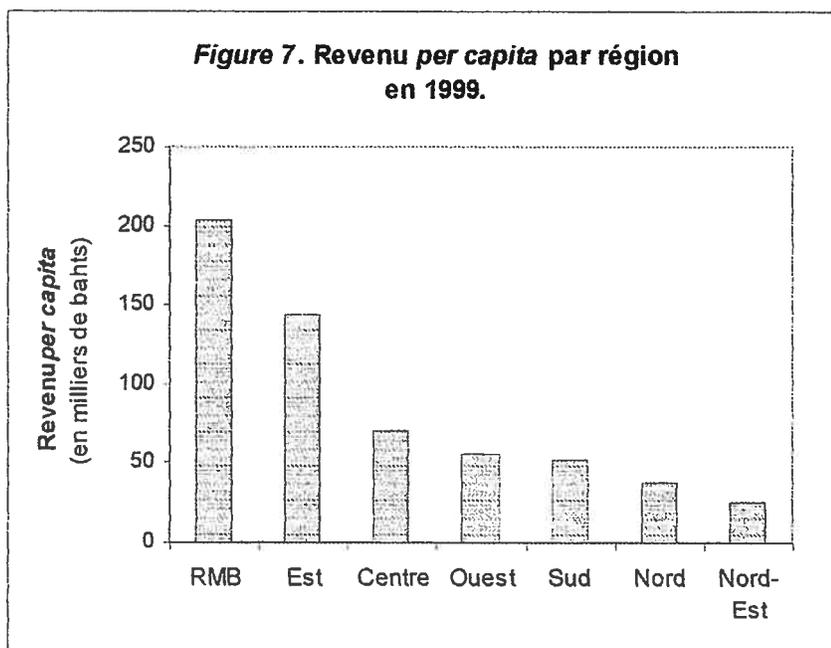
2.1) L'industrie en milieu rural

2.1.1) Industrialisation: influence sur les revenus et les disparités sociales

Depuis 1960, dans l'ensemble du pays, la part relative du secteur manufacturier dans le P.I.B. total n'a cessé de s'accroître. En quarante ans, elle est passée de 12,5% à 32% (N.S.O., 2000). Ceci dit, l'industrialisation rapide des dernières décennies a profondément bouleversé la société thaïe, particulièrement au plan social. D'un côté, les retombées économiques générées par les activités manufacturières ont permis d'accroître le revenu moyen des ménages et de réduire la pauvreté sur presque tout le territoire. De l'autre, elles ont favorisé le développement de disparités de revenus entre et au sein des régions (Tambunlertchai 2002; Rural development and natural resource sector unit, 2000; Poapongsakorn et *al.*, 2000;

Regional Office for Asia and the Pacific, 2000; Krongkaew, Tinakorn, Suphachalasai, 1992).

Le revenu annuel *per capita* dans la région métropolitaine de Bangkok, où se concentre l'essentiel de la production industrielle du pays, est effectivement nettement plus élevé que celui des autres régions. En 1999, à titre d'exemple, il y était de 204 000 bahts par an, contrairement à 51 000 bahts au Sud, 38 000 bahts au Nord et 25 000 bahts au Nord-Est (*Figure 7*, p. 27). En fait, le salaire moyen du travailleur du secteur manufacturier s'élève à près du double de celui du secteur agricole, soit plus de 6 000 bahts par mois dans le premier cas et 3 000 bahts dans le second (Tableau VI et VII, p. 28). De sorte que, le revenu *per capita* dans les régions fortement industrialisées telle que le grand Bangkok, est nécessairement plus élevé qu'en milieu rural.



Source: N.E.S.D.B., 2000.

En outre, il importe de préciser que le coût de la vie est également plus élevé dans la région métropolitaine et dans les grandes villes, qu'en milieu rural. De sorte

que, bien que l'écart de revenu entre le travailleur industriel de Bangkok et le travailleur agricole du Nord-Est soit important, l'écart dans le niveau de vie n'est pas pour autant aussi grand. Les travailleurs agricoles en milieu rural assurent effectivement une partie de leur subsistance à travers la mise en valeur de leur terre. Leurs besoins financiers ne sont donc pas les mêmes que ceux des travailleurs urbains qui doivent subvenir financièrement à tous leurs besoins.

Trimestres	Secteur agricole	Secteurs non-agricoles							
		Mines	Manufacturier	Construction	Services publics	Commerce	Transport	Services	Autres
1	2 997	6 281	5 516	4 567	4 567	8 471	10 632	8 241	7 230
2	3 070	5 280	5 968	4 734	4 734	8 344	10 626	8 574	22 269
3	3 147	6 332	5 846	4 872	4 872	8 265	11 465	8 472	10 095
4	3 021	5 626	6 052	5 175	5 175	8 429	11 348	8 755	14 548

Source: N.S.O., 2001, *Labour Force Survey*.

Années	Secteur agricole	Secteurs non-agricoles						
		Mines	Manufacturier	Construction	Services publics	Commerce	Transport	Services
1989	0.57	1.17	1.00	1.04	2.14	1.37	1.63	1.52
1993	0.51	0.91	1.00	0.90	2.25	1.53	1.70	1.52
1996	0.57	0.95	1.00	0.85	2.06	1.47	1.58	1.51
2000	0.53	1.08	1.00	0.83	2.34	1.41	1.96	1.45

Source: N.S.O., 2001, *Labour Force Survey*.

2.1.2) Répartition de l'industrie et concentration des revenus

L'analyse de la répartition régionale de l'industrie en Thaïlande nous révèle qu'il y a concentration des infrastructures mais principalement des revenus industriels au sein de la plaine centrale, à Bangkok et dans les provinces voisines. En 2000, 30% des entreprises industrielles⁵ étaient situées dans la région métropolitaine de Bangkok, 35% au Nord-Est, 14% au Nord, 13% au Centre et 8% au Sud (Tableau VIII, p. 29). Par ailleurs, la région métropolitaine de Bangkok représentait en 1999 plus de 60% du P.I.B. industriel total, alors que le Nord-Est, avec 35% des entreprises industrielles, n'en représentait que 5% (Figure 8, p. 30), la taille moyenne des entreprises y étant nettement inférieure.

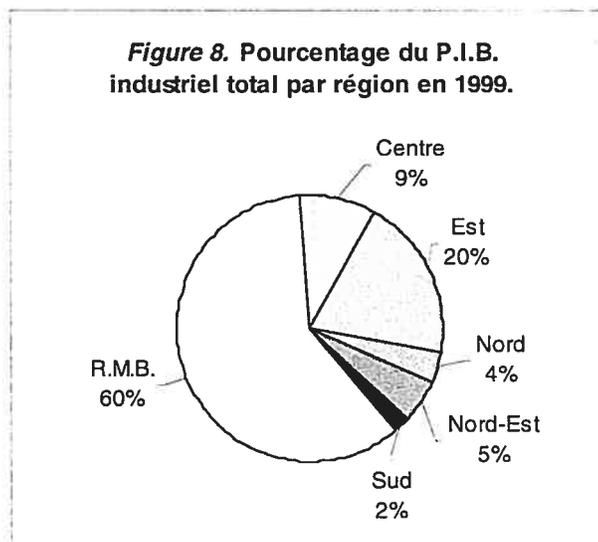
Années	RMB	Centre	Nord	Nord-Est	Sud	Total
1990	25,7	9,9	14,2	43,1	7,1	100
1995	29,6	11,7	13,8	37,7	7,3	100
1997	29,8	12,5	13,9	35,9	7,8	100
1998	29,9	12,8	14,0	35,5	7,9	100
1999	30,0	12,9	13,9	35,1	8,1	100
2000	30,3	12,8	13,8	34,8	8,2	100

Source: The Office of Industrial Economics, 2000.

Au total, 72% des travailleurs industriels sont employés dans la région centrale, dont 24% dans la seule région métropolitaine, contrairement à 12% au Nord-Est (Figure 9, p. 30). De sorte que la production au Centre est beaucoup plus importante et les revenus générés plus élevés. À cet effet, le revenu net des ménages œuvrant dans le secteur manufacturier au Nord-Est est nettement inférieur à celui des ménages de la métropole. En 2000, il était de 19 926 bahts par mois contrairement à 102 306 bahts à Bangkok (Tableau IX, p. 31).

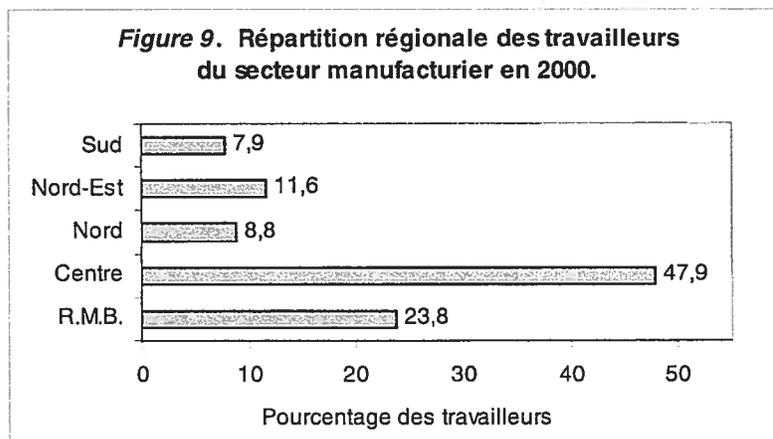
⁵ Entreprise ayant pour objet principal la production de biens à vendre en l'état ou en transformation, et éventuellement la fourniture de services subséquents.

Figure 8. Pourcentage du P.I.B. industriel total par région en 1999.



Source : N.E.S.D.B., 2000.

Figure 9. Répartition régionale des travailleurs du secteur manufacturier en 2000.



Source : N.S.O., Labour Force Survey 2001.

Tableau IX. Nombre et pourcentage de ménages oeuvrant dans le secteur manufacturier et les revenus par région en 2001.										
Total	%	Centre	%	Nord	%	Nord-Est	%	Sud	%	Sous-secteurs manufacturiers
1 173 697	100	126 528	100	239 385	100	482 180	100	325 604	100	Total
201 653	17	22 236	18	57 954	24	90 129	19	31 334	10	Nourriture, boisson et tabac
380 245	32	44 565	35	88 924	37	232 773	49	13 983	4	Textiles, accessoires vestimentaires et produits du cuir
230 904	20	26 209	21	59 612	25	128 611	27	16 472	5	Bois et produits du bois
7 042	1	3 023	2	2 592	1	862	0	565	0	Papier, produits du papier et imprimerie
267 291	23	5 928	5	1 132	1	4 003	1	256 228	79	Produits chimiques, caoutchou et plastique
15 402	1	3 282	3	2 773	1	7 704	2	1 643	1	Produits minéraux non-métalliques
22 668	2	8 944	7	6 435	3	4 605	1	2 684	1	Produits du métal, machinerie et équipement
48 492	4	12 341	10	19 963	8	13 493	3	2 695	1	Autres industries manufacturières (incluant les fournitures)
Total	%	Centre	%	Nord	%	Nord-Est	%	Sud	%	Revenu des ménages
101 918	100	39 605	39	16 758	16	20 077	20	25 478	25	Revenus
86 835		313 015		70 004		41 638		78 248		Valeur totale (Million de bahts)
										Revenu moyen par ménage (baht)
87 623	100	28 661	39	10 139	15	10 469	16	20 354	30	Dépenses
57 615		210 709		42 353		21 712		62 512		Valeur totale (Million de bahts)
										Dépenses moyennes par ménage (baht)
34 296	100	12 945	38	6 619	19	9 608	28	5 124	15	Revenu net (1)
29 220		102 306		27 651		19 926		15 737		Valeur totale (Million de bahts)
										Revenu moyen par ménage (baht)

(1) Revenu net = revenus - dépenses

Source: N.S.O., 2001, Statistical yearbook of Thailand.

De plus, les emplois occupés et les investissements réalisés dans le secteur manufacturier sont nettement plus diversifiés dans la plaine centrale qu'au sein des régions rurales périphériques. Au Nord-Est notamment, ils se limitent à quelques secteurs d'activités à faible rendement (Tableau IX, p. 31). En 1995, 60% de l'emploi et des investissements y étaient concentrés dans l'industrie du textile et de l'agro-industrie (Rural development and natural resource sector unit, 2000, p. 15). Or, la valeur ajoutée réelle par heure de travail pour ces secteurs est respectivement de 3 900 et de 5 200 bahts, alors que dans les secteurs de la machinerie électrique et du pétrole elle s'élève à 25 600 et 294 800 bahts (Tableau X, p. 32). En outre, ces dernières industries sont principalement concentrées à Bangkok et dans les provinces voisines, ce qui explique la part relative importante de la région métropolitaine dans le P.I.B. industriel total (Figure 8, p. 30).

Ainsi, on constate que le principal problème ne réside pas tant dans la concentration des entreprises industrielles en elle-même mais plutôt dans la concentration des industries de grandes tailles et à forte valeur ajoutée. Non seulement il faut promouvoir le développement de l'industrie en milieu rural, il faut s'assurer que celle-ci se diversifie davantage, tout en misant sur le développement d'industries à hauts rendements. Or, il semble que depuis 1961, les efforts du gouvernement dans le but d'assurer une meilleure répartition de l'industrie sur le territoire se soient avérés vains ou insuffisants.

Tableau X. Productivité de la main-d'œuvre par secteur d'activité en 1998.	
Industries	Valeur réelle de la production par heure de travail (bahts)
Raffinerie de pétrole et produits du pétrole	294 819
Tabac	79 194
Machinerie électrique et services	25 622
Machinerie	7 526
Équipement de transport	6 450
Cuir, produits du cuir et chaussures	5 250
Nourriture et boisson (agro-industries)	5 249
Papier et produits du papier	5 242
Vêtements (excepté les chaussures)	4 630
Textile	3 912
Bois et produits du bois	458

Source: N.E.S.D.B., 2000.

2.1.3) Politiques gouvernementales et orientations historiques

Plan 1 et 2 (1961-1971) Dans le premier et le second plan, la petite entreprise en milieu rural est considérée importante pour le développement économique mais sans plus. On encourage plutôt, conformément à la stratégie de substitution à l'importation, le développement des industries utilisant des matières premières locales et employant un grand nombre de travailleurs. Aussi, des tarifs de protection des industries locales sont mis en place. Il s'en suit une première phase d'industrialisation rapide du pays (Tambunlertchai, 2002; Regional Office for Asia and the Pacific, 2000; Krongkaew, Tinakorn et Suphachalasai, 1992).

Plan 3 (1972-1976) Le troisième plan mise davantage sur la promotion des exportations. À cet effet, des privilèges sont octroyés aux industries produisant des biens destinés aux marchés internationaux. Par ailleurs, le Board of Investment (B.O.I) est autorisé à accorder des privilèges de localisation aux industriels afin de contrer une trop grande concentration de l'industrie à Bangkok. C'est d'ailleurs au cours de ce plan que naît le Industrial Estate Authority of Thailand, lequel est responsable de la création de zones industrielles dans différentes régions du pays. Toutefois, les zones créées au cours des années 1970 se concentrent entièrement dans les provinces voisines de Bangkok (Tambunlertchai, 2002; Regional Office for Asia and the Pacific, 2000).

Plan 4 (1977-1981) Tout comme les plans précédents, le quatrième fait la promotion des grandes entreprises exportatrices. Néanmoins, on cherche à favoriser, par des mesures incitatives, la création d'entreprises en province. Or, le second choc pétrolier viendra repousser l'implantation de ces mesures (Regional Office for Asia and the Pacific, 2000; Krongkaew, Tinakorn et Suphachalasai, 1992).

Plan 5 (1982-1986) Un programme d'ajustement structurel, visant à promouvoir les industries d'exportation est mis de l'avant au cours de cette période. De plus, une

importance particulière est accordée au développement de la petite et moyenne entreprise en province. Mais, l'essentiel du budget sera consacré à la «Eastern Seaboard», vaste projet industriel qui a suivi la découverte de gaz naturel dans le Golfe de Thaïlande.

Plan 6 (1987-1991) Une fois encore, la priorité est accordée aux industries d'exportation. On tente de diversifier la production et les marchés en misant sur la promotion de nouvelles industries de fabrication de biens essentiels et de biens intermédiaires, composantes et pièces informatiques, automobiles et électroniques (Tambunlertchai, 2002).

Plan 7 (1992-1996) La politique industrielle orientée sur l'accroissement et la diversification des exportations et des marchés se poursuit mais cette fois, on accorde plus d'importance à l'industrialisation des campagnes et au développement de la petite et moyenne entreprise. Contrairement aux plans précédents, les politiques sont davantage appuyées par des mesures concrètes de mise en application.

Ainsi, conformément aux objectifs de dispersion de l'industrie en province, le Board of Investment (B.O.I) a divisé le pays en trois grandes zones; la zone 1 incluant Bangkok et cinq des provinces voisines (le Grand Bangkok); la zone 2 regroupant dix provinces en périphérie de Bangkok et la zone 3 comprenant les 61 provinces restantes en plus de la zone industrielle « Laem Chabang Industrial Estate » dans le *Eastern Seaboard*. Soulignons que, les projets d'investissements dans la zone 1 ne bénéficient pas des mêmes privilèges que ceux des zones 2 et 3 lesquels sont exemptés en partie ou totalement des taxes sur le revenu et sur la machinerie d'importation afin précisément d'encourager l'implantation des entreprises industrielles en régions (Tambunlertchai, 2002). Ces mesures ont permis de réduire le poids relatif de Bangkok dans le P.I.B. industriel total de 68 à 60% entre 1993 et 1999. En outre, à lui seul, l'Est avec le *Eastern Seaboard*, a vu sa part relative augmenter de 7% (Tableau XI, p. 35).

Plan 8 (1997-2001) Contrairement au plan précédent, le huitième plan ne met pas autant d'emphasis sur le développement de la petite et moyenne entreprise en province. Néanmoins, le gouvernement considère que les orientations développées dans le septième plan demeurent effectives. À cet effet, le Ministère de l'Industrie a lancé en 1998 un programme de restructuration industrielle (P.R.I), avec l'intention de régler les problèmes liés à la formation de la main-d'œuvre, au développement des technologies, au marketing et à la gestion, mais également à la congestion en milieu urbain.

Années	RMB	Centre	Est	Nord	Nord-Est	Sud
1993	67,9	9,0	12,9	3,8	4,5	2,0
1994	65,5	9,4	14,3	4,0	4,8	2,0
1995	64,0	9,3	15,8	3,9	5,0	2,0
1996	62,3	9,2	17,7	3,8	5,0	2,0
1997	60,8	9,1	19,5	3,8	4,9	2,0
1998	59,2	9,0	21,0	3,9	4,8	2,1
1999	60,1	9,0	19,8	3,9	5,1	2,1

Source: N.E.S.D.B., 2000.

Malheureusement, à l'heure actuelle, les projets approuvés et implantés par le P.R.I. ont eu un impact très limité. En fait, les sommes investies ont été inférieures à ce qui avait été prévu au départ et la crise de 1997 a limité l'implantation du programme dans son ensemble. De plus, l'évaluation des projets réalisés à ce jour manque de rigueur et prend davantage la forme d'énumérations que d'analyses en profondeur. Bref, l'impact du P.R.I. est encore difficile à déterminer mais reste assurément inférieur aux objectifs fixés au départ (Tambunlertchai, 2002).

En définitive, deux aspects fondamentaux peuvent expliquer la forte concentration de l'industrie et des revenus du secteur manufacturier dans la région métropolitaine de Bangkok et aux mains d'une minorité de la population en Thaïlande. D'abord, Bangkok présente une série d'avantages économiques, politiques

et environnementaux convoités par les entrepreneurs qui ont historiquement préféré s'établir dans la métropole. Les principaux avantages sont la proximité des marchés, la disponibilité des services et des infrastructures, ainsi que la présence d'une main-d'œuvre qualifiée. Deuxièmement et surtout, les mesures économiques et politiques adoptées par l'État depuis 1961 pour contrer la congestion industrielle et l'inégale répartition des revenus générés par l'industrialisation se sont avérées insuffisantes et inefficaces.

De fait, bien souvent les suggestions formulées dans les plans de développement n'ont pas été appuyées concrètement par des programmes ou des plans d'action visant une réelle décentralisation des activités industrielles. D'abord, il a fallu attendre le septième plan de développement économique et social pour que le gouvernement et les organismes concernés mettent en place de véritables programmes d'ajustement et encore aujourd'hui les résultats tardent à venir. En second lieu, trois crises économiques majeures -1973, 1981 et 1997- ont compromis l'implantation des politiques et des différents programmes de promotion de l'industrie en milieu rural. Enfin, et surtout, l'intérêt du gouvernement a été, depuis le début, tourné vers l'industrie d'exportation qui est en grande partie responsable de la croissance rapide du secteur manufacturier ces dernières décennies. Cela dit, celle-ci s'est essentiellement développée autour de Bangkok et des provinces voisines de sorte que les bénéfices réalisés n'ont pas été également répartis sur le territoire.

2.2) L'agriculture en Thaïlande

2.2.1) L'agriculture, un secteur en déclin

Depuis le début des années 1960, l'apport du secteur agricole dans l'économie thaïlandaise n'a cessé de décliner. Alors qu'il représentait 60% du P.I.B. total et 82% de la valeur totale des exportations en 1960, il n'en représente désormais plus que 10,3% et 8% respectivement (Tableau XII, p. 37). Néanmoins, l'agriculture occupe toujours plus de 45% de la population active, soit plus de 16 millions de personnes (Tableau II, p. 7). De sorte que le revenu moyen du travailleur agricole demeure nettement inférieur à celui des travailleurs dans les autres secteurs d'activités (N.S.O., 2001). Comment expliquer cette situation?

Années	1961	1971	1981	1991	2002
(%)	82,7	62,6	47,7	15,7	8,1

Source: Ministère des Finances, 2002.

Entre 1961 et 1981, le gouvernement a misé sur une hausse des taxes à l'importation afin notamment d'accroître ses revenus et de protéger les entreprises industrielles locales (Rural development and natural resource sector unit, 2000). Le secteur agricole n'a pas bénéficié, au même titre que le secteur manufacturier, de l'implantation de telles mesures. Les agriculteurs ont effectivement été contraints de payer beaucoup plus cher les produits d'importation non-agricoles tels que les fertilisants et la machinerie, pourtant indispensables à un accroissement de la productivité en milieu rural. Depuis, le gouvernement a quelque peu revu sa stratégie, mais les taxes sont demeurées élevées sur plusieurs produits. De surcroît, la part des dépenses publiques en agriculture a chuté de 11,7% à 8,4% entre 1985 et 1997. De telle sorte qu'aujourd'hui, le secteur agricole demeure en bien mauvaise posture

devant le secteur manufacturier (Rural development and natural resource sector unit, 2000).

2.2.2) Agriculture, productivité et disparités

Dans une perspective de freiner le développement des disparités de revenus en Thaïlande, il est essentiel d'accroître la productivité et les rendements en milieu rural. En effet, la croissance du secteur agricole ces dernières décennies s'est maintenue grâce à l'ouverture continue de nouveaux fronts. Aujourd'hui, en raison de l'épuisement des terres disponibles, des contraintes environnementales et des coûts liés à l'achat de nouvelles terres, l'accroissement des revenus du secteur agricole est plus que jamais conditionnel à une augmentation de la productivité à l'hectare.

Cela dit, à ce jour, les investissements réalisés dans le secteur agricole se sont non seulement avérés insuffisants pour accroître la productivité et donc réduire les écarts de revenus avec le secteur manufacturier, ils ont historiquement été inégalement répartis sur le territoire. De sorte que, le niveau de productivité et les rendements varient considérablement entre et au sein des régions:

«Moreover, the geographic composition of agriculture expenditures changed, reinforcing poverty and income inequality patterns: the share of agriculture expenditures to the two poorest regions, Northeast and North, declined from 13.7 and 10.8 percent in 1992 to 10.7 and 9.2 percent in 1997, whereas the share to the wealthiest region, Central, increased from 4.3 percent in 1992 to 11.9 percent in 1997»
(Rural development and natural resource sector unit, 2000).

Les rendements rizicoles à l'hectare par région, varient beaucoup, notamment entre le Centre et le Nord-Est. Alors que la productivité moyenne de riz non-glutineux s'élève à 703 kg par rai⁶ (4 394 kg/ha) dans les provinces voisines de Bangkok et à 579 kg par rai (3 619 kg/ha) au Centre, elle n'est que de 319 kg par rai (1 994 kg/ha) au

⁶ 1 hectare = 6,25 rais

Nord-Est (Tableau XIII, p. 39). Ces écarts de productivité seraient attribuables à une redistribution inéquitable des ressources sur le territoire. Particulièrement à l'inégale répartition, entre et au sein des régions, des infrastructures et des moyens de production agricole suivants: la qualité et la superficie des terres cultivées, le mode de tenure de la terre et les systèmes de gestion de l'eau.

Tableau XIII. Données statistiques sur la culture du riz par région en Thaïlande, 2000-2001.		
Régions	Riz non-glutineux	Riz glutineux
	Rendements moyen par hectare (Kg.)	Rendements moyen par hectare (Kg.)
Région métropolitaine de Bangkok	4 394	-
Centre (sans Bangkok)	3 619	2 619
Est	2 444	2 219
Nord	3 213	2 975
Nord-Est	1 994	1 944
Sud	2 319	1 888
Total	2 800	2 138

Source: Office of Agricultural Economics, 2002.

2.2.3) Qualité et superficie des terres cultivées

Au cours du dernier siècle, l'agriculture en Thaïlande a évolué à un rythme exceptionnel. À elle seule, l'expansion des terres cultivées a littéralement transformé le paysage. De 1915 à 2000, les superficies agricoles ont pratiquement décuplé, passant de 2 à 19 millions d'hectares (F.A.O., 2002). Avant les années 1950, l'expansion du domaine agricole a principalement reposé sur le développement des systèmes d'irrigation et de la riziculture extensive au cœur de la plaine centrale. Cela a permis au pays d'atteindre son auto-suffisance alimentaire et même de bénéficier de surplus exportables.

Après les années 1960, la superficie des terres consacrées à la culture du riz a continué de s'accroître mais sa part relative dans le total des superficies agricoles a considérablement diminué aux profits de nouvelles cultures: le maïs, le soja, le manioc et la canne à sucre. Ces cultures dites «commerciales» ont connu un essor phénoménal, essentiellement attribuable à l'aménagement à partir des années 1950 d'un solide réseau routier en marge de la plaine centrale. Ce dernier a permis l'ouverture de nouveaux fronts pionniers dans des régions auparavant isolées de la plaine centrale et la mise en valeur de terres en relief, difficilement aménageables en rizières.

Cela dit, les techniques agricoles ont peu évolué depuis le début du siècle et la double récolte demeure peu répandue dans les rizières. En réalité, les rendements à l'hectare sont demeurés inférieurs à ceux de beaucoup de pays de la région (Tableau XIV, p. 41). Plus que partout ailleurs en Asie du Sud-Est, l'accroissement de la production et des exportations agricoles en Thaïlande a été associé à l'extension des superficies cultivées plutôt qu'à une hausse des rendements à l'hectare. Ceci s'est traduit par un recul dramatique du couvert forestier. Déjà, au début des années 1990, il ne couvrait plus que 20% à 25% du territoire (Bernard et De Koninck, 1996; Bruneau, 1995; Hirsch, 1990).

Pays	Production (1 000 tonnes)	kg/rai
Chine	181 515	1 016
Inde	131 900	474
Indonésie	49 400	676
Bangladesh	34 276	503
Vietnam	31 925	681
Thaïlande	26 514	419
Birmanie	20 600	507
Philippines	12 695	497
Japon	11 320	1 065

Source : Office of Agricultural Economics, 2002.

Afin de limiter les migrations vers de nouveaux fronts pionniers et ainsi de freiner le recul des forêts, le gouvernement a promulgué en 1987, une loi interdisant le défrichement de nouvelles terres. En outre, les terres favorables au développement de l'agriculture sont de plus en plus rares voir même inexistantes. De sorte qu'à défaut d'occuper illégalement les terres publiques, les petits paysans se retrouvent dans la position de métayers pour de grands propriétaires ou encore à exploiter des terres de piètre qualité, de moins en moins étendues (Tableau XV, p. 42) (Rural development and natural resource sector unit, 2000).

La terre étant la principale source de production en agriculture, une réduction de la taille des exploitations a nécessairement un impact négatif sur le revenu des ménages. À titre d'exemple, en 1988, le revenu net découlant des activités agricoles pour le propriétaire de 30 à 40 rais était de 455 U.S \$, alors qu'il était de 301 U.S.\$ pour les propriétaires de 2 à 10 rais et de seulement 161 U.S.\$ pour les propriétaires de moins de 2 rais (Tableau XVI, p. 43). Dans un même ordre d'idées, en 1992, le pourcentage de pauvres était beaucoup plus élevé chez les propriétaires de moins de 5 rais que chez les propriétaires de plus de 20 rais. Cet écart s'est d'ailleurs accentué

par la suite avec une diminution de 31% à 12%, entre 1992 et 1999, du pourcentage de pauvres chez les propriétaires de plus de 20 rai et de seulement 41% à 37% chez les propriétaires de moins de 5 rai. Cela dit, tant les petits, que les grands propriétaires semblent avoir été négativement affectés par la crise économique de 1997. Particulièrement, les propriétaires de 5 à 19 rai, parmi lesquels le pourcentage de pauvres est passé de 31% à 44% entre 1998 et 1999 (Tableau XVII, p. 43).

Régions	Années	Superficie moyenne des exploitations (Rais/ménage)
Nord	1995	22,6
	1996	22,7
	1997	22,9
	1998	23,1
	1999	21,8
Nord-Est	1995	25,4
	1996	24,9
	1997	24,3
	1998	23,7
	1999	22,3
Centre	1995	31,0
	1996	30,9
	1997	30,7
	1998	30,6
	1999	29,1
Sud	1995	22,7
	1996	22,5
	1997	22,4
	1998	22,3
	1999	21,7
Total	1995	25,2
	1996	25,0
	1997	24,7
	1998	24,4
	1999	23,2

Source : Office of Agricultural Economics, 2002.

La diminution du revenu des ménages selon la taille de leur exploitation pose un problème en Thaïlande, où la répartition des terres entre petits et grands exploitants se veut particulièrement inéquitable. En 1993, les propriétaires de moins de 6,25 rai se partageaient 3% des superficies agricoles totales alors que les

exploitants de plus de 60 rai en possédaient plus de 24% (Tableau XVIII, p. 43). Étant donné la relation établie entre la taille des exploitations et le revenu, on peut présumer que l'inégale répartition des terres entre petits et grands exploitants favorise le maintien, voire l'accroissement des disparités de revenu en milieu rural, en Thaïlande.

Revenus (\$)	Taille de l'exploitation (rais)				
	< 2 rai	2 à 10 rai	10 à 20 rai	20 à 30 rai	30 à 40 rai
Revenu de la ferme	522	606	656	702	812
Revenu total	1062	1092	1201	1238	1272
Revenu net de la ferme	161	301	328	360	456
Revenu total net	-36	84	129	136	160

Source: Données tirées de Wattanutchariya et Jitsanguan, 1992.

Années	Inférieur à 5 rai	5-19 rai	20 rai et plus
1992	41	46	31
1994	29	36	21
1996	37	30	12
1998	39	31	15
1999	45	44	21

Source: Données tirées de Chamberlin et al., 2001.

Taille des exploitations	Nombre d'exploitations	%	Superficie totale	%
<6,25	1 114 038	19,7%	574 967	3,0%
6,25 à 10	745 982	13,2%	877 737	4,6%
10 à 30	2 542 125	45,0%	6 867 882	36,1%
30 à 60	973 871	17,2%	6 086 702	32,0%
60 à 100	199 737	3,5%	2 287 102	12,0%
100 et plus	71 737	1,3%	2 307 681	12,1%
Total (rais*)	5 647 490	100%	19 002 071	100%

* 6,25 rai = 1 hectare

Source: N.S.O., 1998, *Report of the 1993 intercensal Survey of Agriculture*.

2.2.4) Mode de tenure de la terre

Le mode de tenure, tout comme la superficie et la qualité des terres cultivées influence la production à la source et donc le revenu des ménages. Les ménages qui sont légalement propriétaires⁷ de leur terre auraient effectivement une meilleure propension à investir sur cette dernière. D'abord, parce qu'ils ne sont pas menacés d'éviction par les autorités et que les risques liés aux investissements sont moins élevés. Mais surtout, parce qu'ils ont accès au crédit institutionnel. L'effet du crédit sur le revenu des ménages est double, dans la mesure où il procure un capital supplémentaire certes, mais également parce qu'il permet d'accroître les investissements réalisés sur la terre et donc les rendements tirés de son exploitation (Feder, 1987).

À l'inverse, le sans-terre⁸ se retrouve souvent dans la position de métayer travaillant pour de grands propriétaires absentéistes ou encore occupe illégalement des terres publiques et n'a donc pas accès au crédit institutionnel. Par conséquent, il se trouve généralement dans une situation beaucoup plus incertaine au plan des revenus que le propriétaire légal. Il est donc vraisemblable de prétendre qu'un accroissement du nombre de sans-terre au sein d'une région entraîne un accroissement de la pauvreté rurale:

« ...if the majority of income is derived from land, then the structure of landownership would affect the distribution of farm benefits. In general, those who own land are better off than the landless or those who have no access to land...different land tenure systems could create different land productivity, resulting in variations in farm income and income distribution» (Krongkaew, Tinakorn, Suphachalasai, 1992, p. 208).

⁷ Selon le Land Reform Office (1994): "A person who has land rights under the Land Code".

⁸ Le terme sans-terre réfère aux paysans qui ne possèdent pas ou louent une terre, à ceux qui occupent illégalement des terres publiques et aux travailleurs agricoles et non-agricoles qui résident en milieu rural (Krongkaew, Tinakorn, Suphachalasai, 1992, p. 211)

À l'heure actuelle, c'est au cœur de la région centrale que l'on trouve la plus grande proportion de paysans sans-terre. Seulement 82% des ménages en milieu rural sont propriétaires de leur terre, contrairement à 88% au Sud, 92% au Nord, et 95% au Nord-Est (Tableau XIX, p. 45). Pourtant, la productivité à l'hectare et le revenu *per capita* sont plus élevés au Centre qu'au sein des autres régions, en particulier au Nord-Est. *A priori*, le mode de tenure ne peut donc expliquer les disparités inter-régionales de revenus. En revanche, il semble que les paysans sans-terre du Nord-Est, du fait qu'ils n'aient pas accès au crédit, soient confrontés à des conditions d'existence plus difficiles que ceux de la plaine centrale, où la dépendance au crédit institutionnel est amenuisée par la présence abondante de commerçants qui font l'octroi de crédits informels à des prix plus compétitifs (Rigg, 1986).

	Total*	Centre**	Nord	Nord-Est	Sud
Total	100%	100%	100%	100%	100%
Propriétaires	81%	72%	89%	91%	81%
Métayers	10%	15%	4%	3%	10%
Autres	9%	13%	7%	6%	9%
Milieu rural	100%	100%	100%	100%	100%
Propriétaires	90%	82%	93%	95%	88%
Métayers	3%	8%	1%	1%	4%
Autres	7%	10%	6%	4%	92%

* Inclue Bangkok

** Exclue Bangkok

Source: N.S.O, 2000, *Population and Housing Census 2000*.

En somme, la proportion de sans-terre selon les régions ne semble pas influencer de manière significative la distribution inter-régionale des revenus en Thaïlande. Néanmoins, le fait d'être sans-terre demeure une condition suffisante à la pauvreté, et davantage encore dans les régions retirées, où le crédit informel est peu répandu. Quoi qu'il en soit, il semble que le revenu des paysans du Nord-Est, propriétaires de leur terre dans 95% des cas, demeure globalement peu affecté par la question des modes de tenure. La présence de sans-terre ne peut donc expliquer à elle seule l'origine de la précarité des revenus sur le plateau.

2.2.5) Systèmes de gestion de l'eau

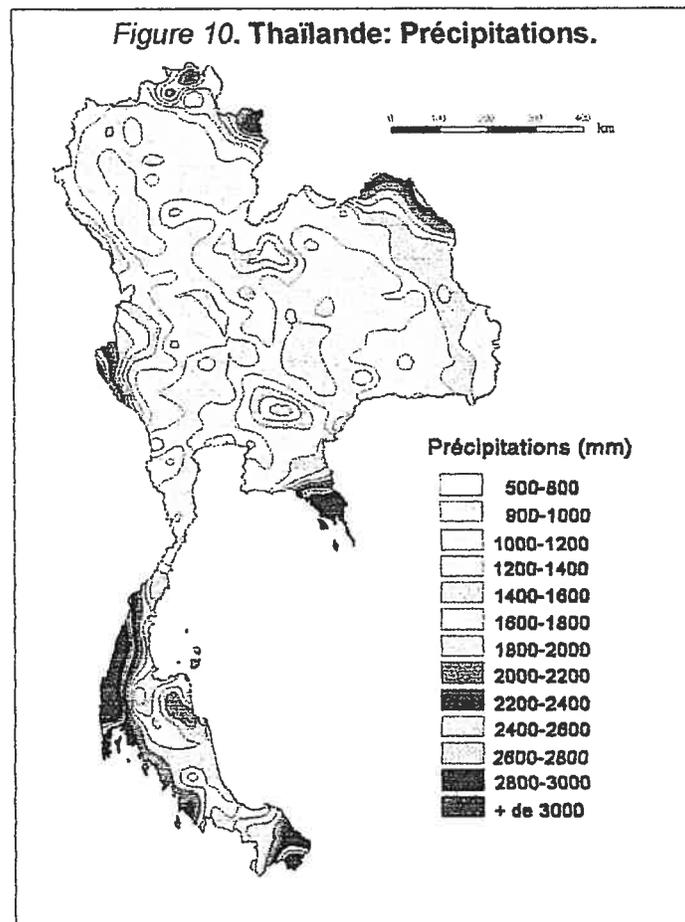
En Thaïlande comme ailleurs, l'eau représente une condition essentielle au développement de l'agriculture. Or, le pays doit aujourd'hui faire face à d'importants problèmes d'approvisionnement. La croissance explosive de la région métropolitaine de Bangkok a considérablement accru la demande en eau à des fins industrielles et pour usage domestique. La mauvaise gestion de la ressource et l'obsolescence des systèmes d'irrigation existants ont aussi entraîné une réduction considérable de l'eau disponible pour l'agriculture. Par conséquent, la productivité en milieu rural a diminué, les revenus tirés de l'exploitation agricole ont été affectés à la baisse et les écarts de revenu avec les autres secteurs d'activités se sont accrus (Rural development and natural resource sector unit, 2000; Kingston, 2001; Pattanee et Aekaraj, 2000; Poapongsakorn et *al.*, 1998).

Partant de ce fait, nous posons l'hypothèse que l'accès différentiel à des terres bien arrosées a également affecté la distribution des revenus entre les travailleurs du secteur agricole: *«As one of the major inputs of agricultural production, the lack of a steady supply of irrigated water results in lower yields and smaller crops»* (Poapongsakorn et *al.*, 1998, p. 3). Afin de le vérifier, nous étudierons ici la répartition des ressources en eau sur le territoire, à savoir si une inégale distribution peut être à l'origine des disparités de revenu en milieu rural.

2.2.5.1) Répartition naturelle des ressources

En Thaïlande, la disponibilité naturelle en eau varie considérablement d'une région à l'autre. En effet, bien que l'ensemble du pays soit soumis à un régime de précipitations «tropical de mousson», la répartition inter-régionale des précipitations demeure inégale. Le Sud par exemple, reçoit en moyenne plus de pluies que l'ensemble des autres régions. Le versant occidental demeure plus arrosé que le versant oriental, mais les précipitations annuelles sont supérieures à 2 000 mm sur

pratiquement l'ensemble de la péninsule (*Figure 10*, p. 47). En revanche, il tombe en moyenne moins de 1 500 mm de pluies par an au Nord, au Nord-Est et au Centre. Toutefois, pour cette dernière région, les précipitations varient considérablement entre l'extrême sud-est, qui reçoit plus de 3 000 mm de pluies par an, et la plaine centrale proprement dite, où il tombe à certains endroits moins de 1 000 mm par an.



Source: Tirée de KUNEEPONG, 2002.

Le Nord-Est est, quant à lui, soumis à un régime pluviométrique particulier. Les précipitations varient considérablement d'une année à l'autre et sur l'ensemble du territoire (Chapitre 1, Section 1.5). De plus, tout comme le Centre, le Nord-Est est

confronté à d'importants problèmes de sécheresses et des inondations fréquentes résultant de la déforestation abusive des dernières décennies. Pour ces deux bassins, on estime que seulement 5,6% des précipitations parviennent à la nappe phréatique, une importante proportion étant perdue par évaporation et par ruissellement (Pattanee et Aekaraj, 2000, p. 2).

Le principal bassin hydrographique en Thaïlande est celui de la Ménam Chao Phraya (*Figure 11*, p. 50). Il s'étend des chaînes de montagnes au Nord jusqu'au Golfe de Thaïlande, desservant pratiquement l'ensemble des régions Nord et Centre. Les principaux tributaires sont les rivières Ping, Wang, Yom et Nan lesquelles convergent à Nakhon Sawan pour former la Chao Phraya. Le second bassin en importance est celui du Mékhlong qui s'étend des montagnes près de la frontière birmane jusqu'au Golfe de Thaïlande. Il représente un important potentiel de développement dans l'avenir. Au Sud, l'abondance des précipitations ainsi qu'un grand nombre de cours d'eau de petite taille assurent un approvisionnement en eau suffisant pour presque l'ensemble de la péninsule. Enfin, au Nord-Est, on trouve la partie thaïlandaise du bassin du Mékong, desservie par les rivières Songkhram, Chi et Mon. Ces rivières ont joué un rôle capital dans le développement de l'agriculture sur le plateau, particulièrement défavorisé au plan pluviométrique. Plusieurs systèmes de pompage ont été aménagés pour approvisionner les terres agricoles de la région. D'ailleurs, le prélèvement d'eau dans la région, notamment lors de la saison sèche, pose des problèmes quant à la gestion conjointe des eaux dans le bassin du Mékong (Mekong River Commission, 2003)

Ainsi, indépendamment des infrastructures et des systèmes de gestion de l'eau, la ressource sous sa forme naturelle est inégalement répartie sur le territoire: *«The most striking characteristic of the water resource is its uneven and inequitable spatial and temporal distribution. Some areas have too little water, others have too much, suffering from floods which can cause substantial loss of life and damage to property»* (Kuneepong, 2002). Cela dit, l'alimentation artificielle en eau devrait

théoriquement permettre de pallier l'effet naturel des disparités d'approvisionnement: «...*One of the main objectives of water resources development is to even out this inequity*» (Kuneepong, 2002). Or, ce ne semble pas être le cas en Thaïlande. Afin de le vérifier, nous examinerons l'évolution et la répartition actuelle des infrastructures et systèmes de gestion de l'eau sur le territoire, ainsi que les investissements réalisés dans ce secteur depuis l'élaboration du premier plan de développement économique et social en 1961.

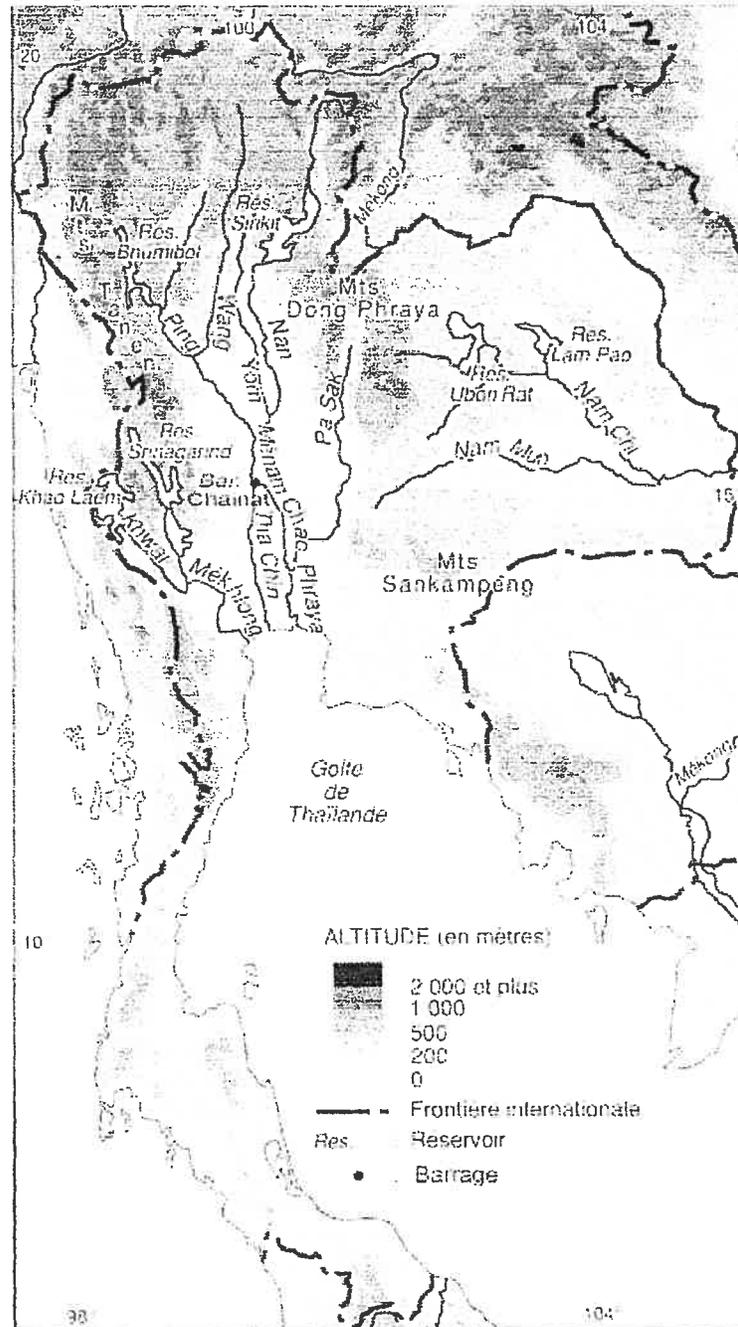
2.2.5.2) Politiques gouvernementales

La gestion de l'eau en Thaïlande, notamment en milieu rural, a été historiquement assurée par une multitude d'organismes: le Royal Irrigation Department (R.I.D.), le Department of Mineral Resources, le Public Works Department, l'Accelerated Rural Development Office et le Ministry of Public Health (Kingston, 2001, p. 8). Pour cette raison, il est difficile d'obtenir des données globales, tenant compte de l'ensemble des projets réalisés sur le territoire depuis le début des années soixante. Et cela, d'autant plus qu'il y a un sérieux manque de coordination entre les agences:

«There are many government agencies and private parties involved in the development and exploitation of the Basin's surface and groundwater resources, but cooperation and coordination between them is weak. Even when cooperation between operating agencies leads to plans for equitable allocated water, they are often challenged by the various interested parties affected. The result is often a compromise that postpones the problem to a later date» (Pattanee et Aekaraj, 2000, p. 17).

Cela dit, nous nous intéresserons essentiellement aux projets réalisés par le Royal Irrigation Department puisqu'il s'agit du principal organisme responsable de la gestion des ressources au pays. L'aménagement hydraulique en Thaïlande a débuté avec la création de l'organisme en 1904 et a réellement pris de l'ampleur à partir des

Figure 11. Thaïlande: principaux réservoirs et barrages.



Source: De Koninck, 1994.

années 1950, avec la création du barrage de dérivation de Chainat à la tête du delta, puis des barrages-réservoirs Bhumibol (1964) et Sirikit (1973) sur les rivières Ping et Nan. D'autres barrages, ainsi qu'une série de petits réservoirs, furent également construits au Nord-Est dans les années 1960, les deux plus importants étant les barrages-réservoirs Ubon Rat et Lam Pao (*Figure 11*, p. 50). Ces aménagements hydrauliques ont été d'une importance capitale pour le développement de l'agriculture sur l'ensemble du territoire.

Plan 1 (1961-1966) Le premier plan a été marqué par l'implantation de projets d'irrigation de grande taille tels que le «Greater Chao Phraya irrigation project» et le «Mékhlong project», l'objectif étant d'assurer un meilleur approvisionnement en eau de la plaine centrale afin d'accroître la production et les exportations. Cela a permis d'étendre à 9,72 millions de rai les superficies irriguées, soit une augmentation de plus de 60% par rapport à ce qu'elles étaient avant 1961 (Tableau XX, p. 51).

Plans	Moyenne et grande tailles (millions de rai ^{**})	Petite taille (millions de rai)
Avant	6,00	—
1	9,72	—
2	10,96	—
3	14,38	—
4	15,84	2,45
5	18,71	5,17
6	20,71	6,89
7	21,68	8,18
8*	22,39	8,60

*1997-1999

** Données cumulatives

Source: Royal Irrigation Department, 2000.

Plan 2 et 3 (1967-1976) Cette fois, la priorité est accordée à l'expansion et au perfectionnement des projets existants grâce au développement de systèmes de canalisation et d'irrigation des terres. De nouveaux projets sont également mis de

l'avant : Nan, Nam Un, Rupper Chi et Upper Mun afin d'accroître la productivité en saison des pluies et d'élargir les superficies cultivables en saison sèche (Pattanee et Aekaraj, 2000). Au cours de cette période, 15 000 millions de bahts seront investis dans le développement des systèmes d'irrigation (Pattanee et Aekaraj, 2000), si bien que les terres irriguées totalisent 14,38 millions de rais à la fin du troisième plan (Royal Irrigation Department, 2000).

Plan 4 (1977-1981) Consolidation des réseaux existants et implantation de projets d'irrigation de petite échelle afin de réduire la pauvreté en milieu rural: *«In the Fourth Plan, small scale irrigation projects were implemented in order to respond to the policy of the government of solutions to economic problems, to ensure poverty alleviation and better living standards for the people in rural areas»* (Royal Irrigation Department, 2000, p. 149). Plus de 1700 projets de petite taille ont été complétés au cours de ce plan assurant l'irrigation de 2,5 millions de rais. Au total, 18,29 millions de rais sont alors irrigués par des projets du Royal Irrigation Department (Royal Irrigation Department, 2000).

Plan 5 (1982-1986) Amélioration des projets existants et développement de nouveaux projets. La priorité est accordée aux projets de petite taille, surtout dans les villages, pour accroître le niveau de vie des populations les plus pauvres. À la fin de ce plan, les superficies irriguées par des projets de grande et moyenne tailles totalisent 18,71 millions de rais et 5,17 millions de rais dans le cas des projets de petite taille (Royal Irrigation Department, 2000). Cela dit, il n'y a toujours pas de plan global de développement et de gestion de la ressource.

Plan 6 et 7 (1987-1996) Le principal objectif est d'optimiser l'utilisation des infrastructures existantes de manière à accroître la productivité. On encourage toujours le développement des projets de petite taille mais, cette fois, un plus grand rôle est donné aux populations locales quant à l'aménagement et la préservation de la ressource. Des recommandations sont également formulées à l'effet de coordonner le

travail des agences à l'échelle des bassins, mais peu d'efforts seront réalisés en ce sens. À la fin du septième plan, les superficies irriguées par des projets de grande et moyenne tailles totalisent 21,68 millions de rai alors que celles par des projets de petite taille couvrent 8,18 millions de rai (Royal Irrigation Department, 2000).

Plan 8 (1997-2001) Le principal objectif est d'établir une gestion systématique des ressources en eau, spécialement à l'échelle des bassins. À cette fin, l'Office of the National Water Resources Committee (NWRC) est créée en 1996 avec le mandat de formuler des politiques, d'établir des plans d'actions et de veiller à l'intégration des mécanismes de gestion de l'eau à l'échelle nationale. Des comités ont été formés dans chacun des grands bassins⁹ afin d'assurer une meilleure gestion de la ressource et la décentralisation des pouvoirs. En 1999, 22,39 millions de rai sont desservis par des projets de moyenne et grande tailles et 8,6 millions de rai par des projets de petite taille, l'équivalent de 23,4% des terres arables (Royal Irrigation Department, 2000).

2.2.5.3) Répartition des projets sur le territoire; analyse et interprétation

À la fin du huitième plan, l'irrigation de plus de 70% des terres agricoles en Thaïlande est assurée par des projets de moyenne et grande tailles, les projets de petite taille ayant pris forme beaucoup plus tardivement avec l'entrée en vigueur du quatrième plan de développement économique et social (Tableau XX, p. 51): «*The policy of small scale water resources development was initially formulated in 1976 by the Government... for the purpose of economic problem solution on long term basis to ensure poverty alleviation and better living standards of the people in rural areas*» (Royal Irrigation Department, 2000). Partant de ce fait, nous présumons qu'une concentration des projets de moyenne et grande tailles sur le territoire se reflète

⁹ Le 'National Committee on Hydrology' a subdivisé la Thaïlande en 25 entités hydrologiques ou bassins hydrographiques. Ces 25 bassins ont été classifiés en 5 zones qui correspondent en fait aux cinq grandes régions du pays.

inévitablement par des déséquilibres quant à la proportion des superficies irriguées au sein de chacune des régions.

À l'heure actuelle, les terres irriguées par des projets de moyenne et grande tailles se concentrent pour près de 50% au cœur de la plaine centrale. En revanche, le Nord-Est détient la plus grande proportion, soit 48%, des terres desservies par des projets de petite taille (Tableau XXI, p. 55 et XXII, p. 55). Par ailleurs, 46% des terres desservies par des projets du R.I.D. sont concentrées dans la plaine centrale et près 60% des terres agricoles y sont approvisionnées en eau, contrairement à 10% au Nord-Est (Tableau XXIII et XXIV, p. 55b).

La plaine centrale demeure donc nettement avantagée quant à l'étendue et la proportion de ses terres agricoles desservies par les systèmes d'irrigation. En réalité, la prolifération des projets de petites tailles au Nord-Est, n'a pas permis aux habitants de la région de bénéficier de superficies irriguées aussi étendues. La situation est d'autant plus problématique que la région compte plus du tiers de la population totale du pays et que plus de 89% de son territoire est consacré à l'agriculture (Tableau XXIV, p. 55b). De surcroît, les conditions naturelles : précipitations, sols, réseau hydrographique, sont particulièrement défavorables sur le plateau. À ce titre, le Nord-Est apparaît donc clairement défavorisé.

L'approche par bassins versants adoptée par le National Resource Committee était en soi une bonne initiative, mais la gestion des ressources en eau ne se fait toujours pas dans une perspective de développement durable: «...*the NWRC functions more like an ad-hoc committee to tackle short term and immediate problem...directives, measures for programs were not based on any coherent direction and hardly any target for achievement were set*» (Pattanee et Aekaraj, 2000, p. 12). Bref, les problèmes d'approvisionnement en eau demeurent, et un accès durable et équitable à la ressource est loin d'être assuré.

Région	Indicateur	Valeur
Nord	N. de projets	1 816
	Superficie (rais)	3 337 679
	% des superficies	21,4%
Nord-Est	N. de projets	4 100
	Superficie (rais)	2 131 555
	% des superficies	48,3%
Centre	N. de projets	976
	Superficie (rais)	1 421 837
	% des superficies	11,5%
Est	N. de projets	561
	Superficie (rais)	526 447
	% des superficies	6,6%
Sud	N. de projets	1 027
	Superficie affectée (rais)	1 185 543
	% des superficies	12,1%
Thaïlande	N. de projets	8 480
	Superficie (rais)	8 603 061
	Total	100%

Source: Royal Irrigation Department, 2000.

Région	Indicateur	Valeur
Nord	Superficie (millions de rais)	3,85
	% des superficies	17,2%
Nord-Est	Superficie (millions de rais)	3,5
	% des superficies	15,6%
Centre	Superficie (millions de rais)	11,15
	% des superficies	49,8%
Est	Superficie (millions de rais)	1,98
	% des superficies	8,8%
Sud	Superficie (millions de rais)	1,93
	% des superficies	8,5%
Thaïlande	Superficie totale (millions de rais)	22,39
	Total	100%

Source: Royal Irrigation Department, 2000.

Régions	Superficie totale (en rais)	%
Total	31 238 688	100
Centre	14 399 668	46,1
Nord	8 257 665	26,4
Nord-Est	5 326 393	17,1
Sud	3 254 962	10,4

Source: Royal Irrigation Department, 2000.

Régions	Superficie totale (rais)	Superficie des terres agricoles (rais)	% de la superficie totale	Superficie des terres irriguées (rais)	% de la superficie des terres agricoles
Centre	106 027 680	25 941 614	24,5	15 078 284	58,1
Nord	105 533 963	28 312 917	26,8	7 187 679	25,4
Nord-Est	64 938 253	57 946 997	89,2	5 631 555	9,7
Sud	44 196 992	19 139 856	43,3	3 115 543	16,3
Total	320 696 888	131 341 384	40,9	31 013 061	23,6

Source: Royal Irrigation Department, 2000; Office of Agricultural Economics, 2002.

2.3) L'éducation

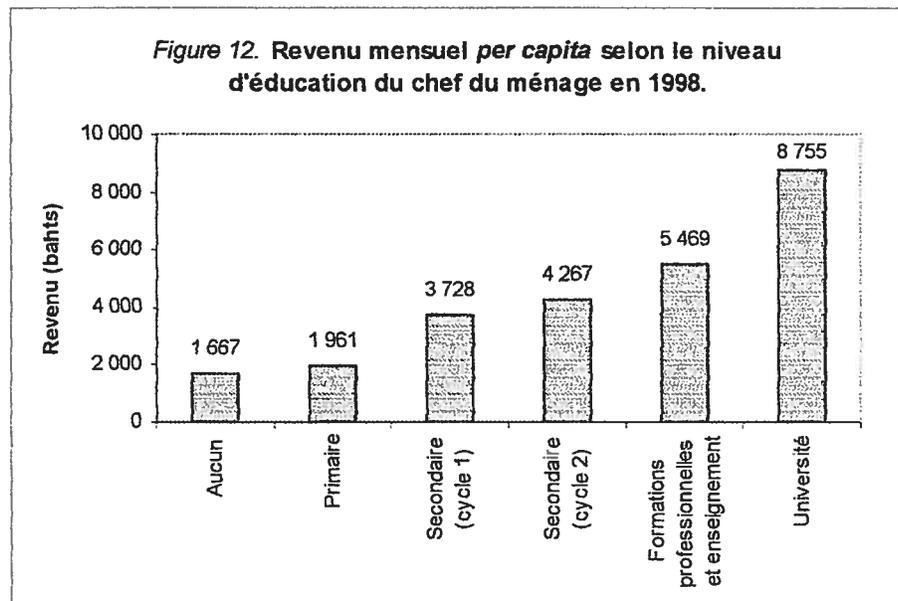
2.3.1) Éducation, revenus et pauvreté

De nombreuses études parues ces dernières années ont soulevé l'importance de l'éducation à l'égard du développement socio-économique, démontrant l'existence de liens étroits entre l'éducation, le revenu des ménages et la pauvreté (Chamberlin et *al.*, 2001; Jitsuchon, 2001; Rural development and natural resource sector unit, 2000; Khoman, 1995; The TDRI 1991 Year-End Conference, 1992). En Thaïlande notamment, les revenus et la qualité de vie des ménages varient de manière significative selon le niveau d'éducation du chef de famille.

En 1998, chez les ménages pour lesquels le chef de famille détenait un diplôme de niveau primaire, le revenu moyen *per capita* était de 1 961 bahts par mois, alors qu'il s'élevait à 8 755 bahts chez ceux possédant un diplôme universitaire (*Figure 12*, p. 57). Il en est de même dans le cas des ménages pauvres. Leur proportion diminue considérablement avec l'augmentation du niveau d'éducation du chef de famille. Ainsi, la même année, 19% des ménages dont le chef de famille détenait uniquement un niveau primaire étaient considérés pauvres contrairement à 0% dans le cas des diplômés universitaires (*Tableau XXV*, p. 57).

L'éducation permet d'accéder plus aisément au marché du travail mais également de toucher un salaire plus élevé. Cela est d'autant plus important que les salaires représentent aujourd'hui la principale source de revenu des ménages en Thaïlande, même en milieu rural. D'ailleurs, l'un des principaux facteurs qui contribue à amoindrir la pauvreté dans les campagnes est l'obtention d'un travail rémunéré en complément des pratiques agricoles : «... *income from non-agricultural activities is crucial for the villages at all level of poverty, to escape poverty*» (Jitsuchon, 2001, p. 17). Ainsi, de plus en plus de travailleurs agricoles, notamment au Nord-Est, migrent vers d'autres régions ou vers la ville pour y trouver un emploi

lors de la saison sèche. Le salaire perçu fait alors bien souvent la différence entre le fait d'être ou de ne pas être pauvre.



Source : Données tirées de Chamberlin et al., 2001.

Tableau XXV. Taux de pauvreté selon le niveau d'éducation du chef du ménage, 1999.

Niveau d'éducation complété	Pauvres (%)
Aucun	24
Primaire	19
Secondaire (cycle 1)	4
Secondaire (cycle 2)	5
Formations professionnelles et enseignements	1
Université	0

Source: Données tirées de Chamberlin et al., 2001.

Cela dit, il importe de préciser que la relation entre éducation, revenu et pauvreté n'est pas unilinéaire. Tout comme l'éducation influence les revenus à la hausse, la pauvreté et la faiblesse des revenus limitent l'accès à l'éducation:

«The poor have low incomes and low productivity because they lack a good education, but they are also less likely to invest in the schooling and education of their children because they cannot afford it. This means that they are often trapped for generations in a vicious circle of poverty and low education» (Chamberlin et al., 2001, p. 47).

Sans prétendre que la pauvreté soit l'unique cause de l'abandon des études chez les jeunes Thais, les conditions de vie qu'elle impose encouragent manifestement les jeunes à quitter l'école. En effet, les principales raisons qui poussent les jeunes en âge d'étudier à abandonner leurs études sont d'ordre monétaire, soit parce qu'ils n'ont pas les moyens financiers, soit parce qu'ils doivent assurer leur subsistance ou encore celle de leur famille (Tableau XXVI, p. 58). Ainsi, d'un côté l'éducation permet d'accroître ses revenus et de l'autre le revenu facilite la poursuite d'études à des niveaux supérieurs. De telle sorte que les pauvres se retrouvent piégés dans un cercle vicieux (faible revenu ↔ faible éducation ↔ pauvreté).

Âge	Ne fréquente pas l'école	Pas de support financier	Besoin d'un revenu de subsistance	Besoin d'un revenu pour la famille	Ne peut être admis	Mauvaise conduite	Maladies ou handicaps	École trop éloignée ou difficultés pour y accéder	Manque d'intérêt ou abandon	Autres	Inconnu
Total	100	47	11	18	1	1	2	1	10	4	6
13-14	3	4	0	0	1	1	5	6	3	2	2
15-17	13	16	7	8	8	32	27	14	16	6	13
18-24	84	80	93	92	91	67	69	80	81	93	85

Source: National Statistical Office, 2000.

2.3.2) L'éducation en Thaïlande

L'éducation dite «formelle» en Thaïlande comprend six années de scolarité primaire, trois de secondaire de premier cycle, trois de secondaire de deuxième cycle et l'université. Le gouvernement assure la majorité des services dans ce secteur et le reste relève du domaine privé¹⁰ (Office of the Permanent Secretary, 2000, p. 7). De 1990 à 1999, 25% du budget national total a été alloué à l'éducation. En moyenne cela correspond à une augmentation de 15% par année des dépenses réalisées dans ce secteur (sauf au lendemain de la crise en 1998). La plus grande part du budget a été allouée à l'éducation de niveau primaire. Entre 1990 et 1999, 44% du budget total y a été consacré (Office of the Permanent Secretary, 2000, p. 5).

Devenue obligatoire avec l'entrée en vigueur du «*Primary Education Act*» en 1980, l'éducation primaire est donc désormais accessible à tous gratuitement (Office of the Permanent Secretary, 2000, p. 7). Le gouvernement entend ainsi accroître le niveau d'éducation moyen de la population ainsi que le niveau de qualification générale de la main-d'œuvre:

«Targets and strategies were therefore aimed at eliminating illiteracy among the general population, especially workers ; expanding the school system so that all Thai children would have access to at least a primary education, reducing the wide disparity in the quality of education ; and increasing employment opportunities through the promotion of labour intensive industries» (Phananiramai, 1995, p. 11).

Dans cette même optique, le gouvernement a donné le mandat au Bureau de la Commission nationale pour l'éducation d'élaborer un plan d'action en matière d'éducation. En 1994, le Plan national «*Education for all in 2000*» fût approuvé par le cabinet. L'un des objectifs du plan était de permettre, avant l'année 2001, à 97%

¹⁰ En 1998, 13.29% des écoles primaires et 6% des écoles secondaires relevaient du domaine privé.

des étudiants ayant complété leur niveau primaire, de poursuivre des études secondaires de premier cycle de qualité et mieux adaptées à leurs besoins et à ceux du marché (Office of the Permanent Secretary, 2000, p. 2).

À cet effet, en 1999 le National Education Act a officiellement prolongé de 6 à 9 ans le nombre d'années d'éducation obligatoires. La constitution de 1997 prévoyait d'ailleurs élargir ultérieurement ce nombre à 12 afin d'inclure les études secondaires de second cycle (Office of the Permanent Secretary, 2000; Ministère de l'éducation, 2000). Ainsi, l'accès à une éducation de base et de qualité devrait éventuellement être le même pour tout le monde qu'importe le genre, l'âge, la race, la religion et le statut socio-économique.

2.3.3) Problèmes, analyse et interprétation

Élargir l'accès à six années de formation primaire de qualité et sans frais pour tous les jeunes en âge de fréquenter l'école s'est avéré un défi de taille pour le Ministère de l'Éducation. L'objectif d'étendre de 6 à 9 le nombre d'années d'éducation obligatoires et éventuellement à 12 sera tout aussi difficile à atteindre vu les problèmes importants auxquels est actuellement confronté le Ministère: formation inappropriée à la demande, budget insuffisant, rareté et répartition inégale des ressources, accès inégal aux services, etc...

Malgré la forte proportion des jeunes ayant complété leur niveau primaire, la proportion de diplômés secondaires en Thaïlande, demeure inférieure à celle de la Malaisie, des Philippines et de Singapour (Tableau XXVII, p. 61). D'ailleurs, le pays doit actuellement faire face à une importante pénurie de main-d'œuvre qualifiée pour subvenir à la demande de secteurs d'activités en pleine croissance, notamment dans le domaine des sciences et technologies: *«Manpower requirements can no longer feature cheap, unskilled labor. What is now needed is a skilled and better educated work force. Under current circumstances, it is expected there will be a shortage of skilled and semi-skilled labor in the near future»* (Phananiramai, 1995, p. 11).

Pays	Primaire				Secondaire				Tertiaire			
	1965	1980	1986	1997	1965	1980	1986	1997	1965	1980	1986	1997
Thaïlande	78	99	99	89	14	29	29	59	2	15	20	22
Indonésie	72	107	118	113	12	29	41	56	1	4	7	11
Malaisie	90	93	101	101	28	48	54	64	2	14	6	12
Philippines	113	112	106	117	41	64	68	78	19	24	38	29
Singapour	105	108	115	94	45	60	71	74	10	8	-	39

*Les chiffres indiqués correspondent au pourcentage de la population du groupe d'âge correspondant officiellement au niveau d'éducation.

Source: Banque Mondiale, 2000.

De plus, la gestion et la distribution des fonds au sein du système d'éducation ne semblent toujours pas adéquates. Plus de 80% du budget est consacré au paiement des frais d'administration et à la rémunération des enseignants. (Office of the Permanent Secretary, 2000, p. 6; Ministère de l'éducation, 2000, p. 2). La marge de manœuvre du gouvernement demeure donc limitée, notamment lorsqu'il s'agit d'accroître la qualité de l'enseignement et les techniques d'apprentissage. De plus, la gestion et l'allocation des budgets sont fortement centralisées à Bangkok et la répartition des fonds vers les autres régions impliquent beaucoup de démarches et de frais inutiles. Par conséquent, c'est la région centrale qui bénéficie toujours de la plus grande part des investissements.

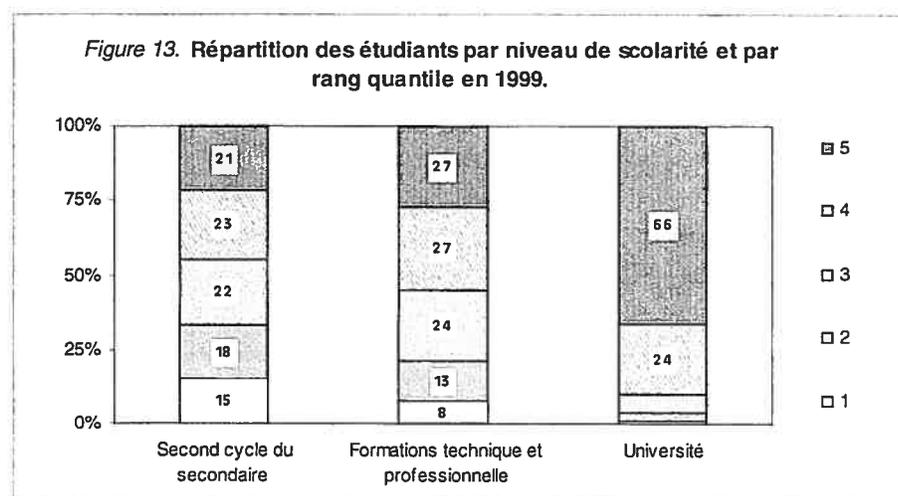
De fait, l'étalement et l'ouverture du système d'éducation ne semblent pas avoir profité équitablement à l'ensemble des régions, le niveau d'éducation des jeunes variant considérablement d'une région à l'autre. Le pourcentage de jeunes âgés de six à quatorze ans qui poursuivent des études primaires et secondaires de premier cycle est plus élevé dans la région centrale et au Nord, qu'au Nord-Est et au Sud (Tableau XXVIII, p. 63). Aussi, le pourcentage de jeunes en âge de fréquenter l'école ayant obtenu un diplôme d'études universitaires est nettement plus élevé dans la région métropolitaine de Bangkok qu'au sein des régions rurales périphériques. 22,7% des jeunes en âge de fréquenter l'école y ont complété un diplôme universitaire, contrairement à 9% au Centre, 6,25% au Sud, 5,4% au Nord et 4,7 % au Nord-Est (Tableau XXVIII, p. 63).

Dans un même ordre d'idées, les jeunes en milieu rural sont moins portés à poursuivre leurs études que les jeunes en milieu urbain. En 2000, 31,8% et 16,9% des jeunes âgés de six ans et plus en milieu urbain ont respectivement obtenu un diplôme d'études secondaires et universitaires, alors qu'en milieu rural, ces proportions étaient de 19,9% et 3,8% (Tableau XXVIII, p. 63). L'accès inéquitable au service, tant aux plans de la disponibilité et de la qualité des infrastructures, que des coûts et des frais liés à l'inscription, serait en partie responsable de ces disparités.

Il semble effectivement que les enfants de certains ménages au statut socio-économique plus élevé accèdent plus aisément aux niveaux d'éducation secondaire et universitaire. Comme nous l'avons vu précédemment, plusieurs familles n'ont pas les moyens d'inscrire leurs enfants à l'école au-delà du premier cycle du secondaire et particulièrement à l'université. À titre d'exemple, en 1999 90% des universitaires en Thaïlande se concentraient dans les deux cinquièmes les plus riches de la population (*Figure 13*, p. 63).

Niveau d'éducation	Thaïlande		Regions				
	Municipale	Non-municipale	Bangkok	Centre	Nord	Nord-Est	Sud
Total	100	100	100	100	100	100	100
Pas d'éducation 1/	6,3	9,5	5,2	7,2	13,6	6,8	10,6
Détenteur d'un diplôme	93,0	90,0	94,4	92,2	85,8	92,7	88,7
Inconnu	0,7	0,5	0,4	0,6	0,6	0,5	0,7
Primaire	43,6	66,1	34,8	56,7	60,2	68,3	57,0
Secondaire	31,8	19,9	35,3	26,2	20,0	19,5	25,4
Universitaire	16,9	3,8	22,7	9,0	5,4	4,7	6,2

Source: National Statistical Office, 2000.



* Cinq étant le quantile le plus riche

Source: Données tirées de Chamberlin, 2001.

Aussi, l'analyse des services offerts à la population dans ce secteur révèle que la répartition des écoles entre et au sein des régions demeure inéquitable. Contrairement au réseau d'écoles primaires relativement bien réparti sur l'ensemble du territoire, les réseaux secondaire et universitaire ne desservent pas totalement les régions (Khoman, 1995, p. 305). De sorte que les jeunes sont contraints de migrer vers la ville ou d'autres régions pour poursuivre leurs études à des niveaux supérieurs. Or, ces migrations sont coûteuses et de nombreuses familles ne peuvent défrayer les coûts liés à la poursuite d'études loin du lieu de résidence. De plus, elles ne peuvent assumer la perte de revenus supplémentaires ou encore se priver de l'aide des enfants pour les travaux agricoles.

Par ailleurs, si l'on observe la répartition des enseignants primaires pour lesquelles la formation correspond aux normes établis à l'échelle nationale¹¹, on remarque une fois de plus que ceux-ci se concentrent autour de Bangkok et des provinces voisines, alors que la proportion diminue nettement dans certaines provinces du Nord-Est et du Sud (*Figure 14*, p. 66). De plus, le ratio étudiants-enseignant varie considérablement d'une école à l'autre et semble, cette fois, plus élevé au Nord-Est et à Bangkok qu'au sein des autres régions (*Figure 15*, p. 66). Ces deux régions regroupent à elles-seules plus des deux-tiers de la population totale du pays. La demande y est par conséquent plus importante, bien que les ressources elles, demeurent limitées.

Quant à la qualité de l'éducation, elle varie considérablement d'une école à l'autre et l'accès à de bonnes écoles demeure encore inéquitable: «*The area to be covered is too widespread, scattering over a too vast expanse of land with limitation of resources and readiness of agencies, resulting in a great disparity in the quality of the provision of education*» (Office of the Permanent Secretary, 2000, p. 3). Certaines écoles primaires, particulièrement en milieu rural, ne bénéficient pas de la même

¹¹ Depuis 1990, toute personne voulant occuper un poste d'enseignant sous l'Office of the National Primary Education Commission doit détenir un baccalauréat ou un équivalent et doit avoir réalisé un minimum de 15 crédits de formation en enseignement.

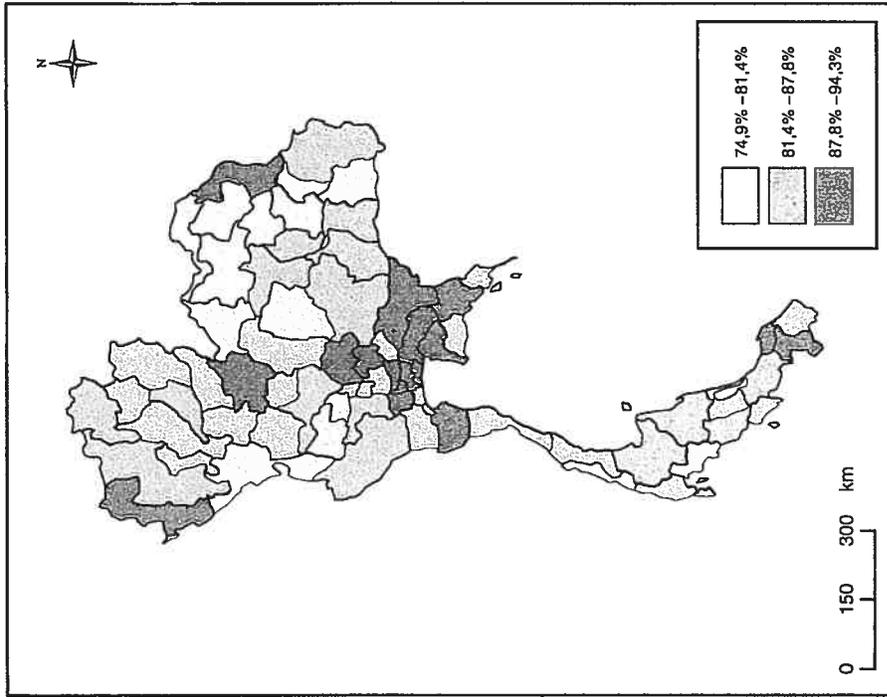
qualité d'enseignement que d'autres écoles: «*Quality variations among primary schools are high, and equity of access to good quality primary and pre-primary school is low*» (The TRDI 1991 Year-End Conference, 1992). Le constat est d'ailleurs le même dans le cas des écoles secondaires:

«Not all secondary schools can provide quality education. Although all schools and teachers are equipped with common curriculum framework, teacher's skills, workshops, laboratories, libraries, and teaching/learning materials, the parents still observe the standard disparity among school. It is evident that only certain schools can produce capable students who pass the entrance examination for university studies» (Laksana, 1998, p. 1).

Cela s'explique par une multitude de facteurs: la mauvaise gestion des ressources, le manque de leadership de l'administration, la qualité de l'enseignement, les processus d'apprentissage inappropriés, le manque d'implication de la communauté et des parents, la faible évaluation des écoles, etc... En outre, il incombe au gouvernement d'assurer une formation de base de qualité dans l'ensemble des écoles notamment grâce à des programmes d'évaluation et de perfectionnement de l'enseignement.

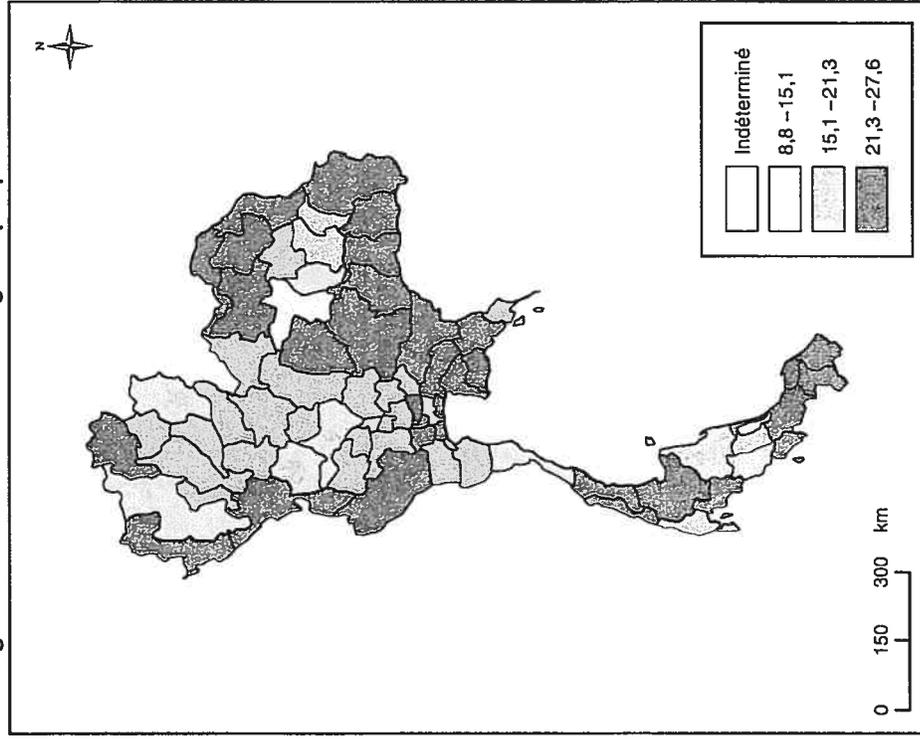
Malgré les efforts réalisés ces dernières décennies en matière d'éducation, d'importants enjeux demeurent quant à l'accès et à la qualité de l'éducation en Thaïlande. D'autant que, l'atteinte d'un développement économique durable et d'une meilleure distribution des revenus est intimement liée au développement de l'éducation. Une personne éduquée, qui possède des connaissances et des habilités particulières, accède plus aisément au marché de l'emploi et augmente les probabilités d'accroître ses revenus. Bref, l'éducation constitue un outil efficace pour contrer la pauvreté et amenuiser le fossé entre les riches et les pauvres.

Figure 14. Pourcentage d'enseignants de niveau primaire pour lesquels la formation correspond aux normes établies.



Source: Office of permanent secretary, 2000.

Figure 15. Ratio étudiants-enseignant par province.



Source: Office of permanent secretary, 2000.

CHAPITRE 3

RÉGION DU NORD-EST : ÉTUDE COMPARATIVE DE DOUZE VILLAGES DES PROVINCES DE KHON KAEN ET MAHA SARAKAM.

3.1) Échelle d'analyse et provinces à l'étude

À l'échelle locale, nous avons effectué une analyse comparative de douze villages de la région du Nord-Est, situés dans les provinces de Khon Kaen et de Maha Sarakam. Cela nous a permis de mieux comprendre l'origine des disparités de revenu en milieu rural, notamment entre les différentes communautés paysannes de la région étudiée. Les provinces de Khon Kaen et de Maha Sarakam ont été retenues d'une part parce que le revenu *per capita* y est inférieur à la moyenne nationale (Tableau XXIX, p. 67), mais surtout parce que les disparités de revenus y apparaissent importantes en milieu rural. Cela nous a permis de sélectionner des villages de niveaux de développement différents au sein d'un territoire relativement restreint.

Thaïlande	Khon Kaen	Maha Sarakam
12 150 bahts	9 757 bahts	8 746 bahts

Source: N.S.O., 2001.

Bien que Khon Kaen et Maha Sarakam ne figurent pas parmi les provinces les plus pauvres de la région du Nord-Est, la population s'y concentre majoritairement en milieu rural. De plus, dans les deux provinces, plus de 65% de la population âgée de 15 ans et plus travaille dans le secteur agricole. À ce titre, elles représentent de bons points d'échantillonnage pour l'étude des disparités de revenus en milieu rural.

Située au cœur du plateau de Khorat, la province de Khon Kaen compte une population de 1 756 000 habitants répartis sur un territoire de 10 886 km carrés, résultant en une densité moyenne de 159 habitants au km carré (N.S.O., 2000). Le

relief au Nord et à l'Ouest est onduleux voire montagneux par endroits, alors que le Sud et l'Est sont dominés par un relief de plaine. La province est traversée par les rivières Chi et Pong, deux affluents du Mékong qui jouent un rôle capital dans le développement de l'agriculture à Khon Kaen. Aujourd'hui, les terres agricoles couvrent près de 60% du territoire.

Malgré la forte croissance de sa capitale ces dernières années, la province de Khon Kaen demeure dans l'ensemble faiblement urbanisée. Près de 80% de la population réside en milieu rural (N.S.O., 2000). L'agriculture ainsi que l'industrie du textile représentent les principales activités économiques. Au total, 69,6% de la population âgée de 15 ans et plus est employée dans le secteur agricole. La majorité des ménages cultive le riz gluant pour assurer leur subsistance et le manioc à des fins commerciales. On y cultive également la canne à sucre, la fève de soya, l'arachide et une grande variété de légumes.

Khon Kaen s'impose également comme la référence en matière d'éducation au Nord-Est, notamment grâce à son université reconnue internationalement pour ses recherches sur le développement et la population du plateau. Par ailleurs, parmi la population de la province, le nombre d'années d'étude complétée est de 6,9 ans en moyenne, soit un peu plus que le niveau primaire.

Moins étendue que Khon Kaen, la province de Maha Sarakam est également beaucoup moins peuplée (947 300 habitants). La densité moyenne de population y est toutefois de 176 habitants au km carré, soit beaucoup plus que la moyenne régionale qui est de 123 habitants au km carré. La province présente un relief de plaine, dépourvu de montagnes et traversé par la rivière Chi. Les superficies agricoles couvrent plus de 80% du territoire alors que les forêts subsistent sur moins de 1% des terres.

Tout comme à Khon Kaen, les habitants de Maha Sarakam se concentrent majoritairement (88%) en milieu rural. Au total, 84,1% de la population âgée de 15 ans et plus pratique l'agriculture. Les principales activités économiques sont la riziculture et l'élevage. On y cultive donc du riz, mais aussi du manioc, de la canne à sucre, du maïs pour le bétail et des arachides. La sériciculture et la fabrication de produits de la soie sont également des activités répandues. Enfin, le niveau de scolarité moyen de la population est à peine inférieur à celui de Khon Kaen, soit 6,5 ans (N.S.O., 2000).

3.2) Sélection des villages¹²

La sélection des villages s'est réalisée au Ministère de l'Intérieur, à Bangkok, avec le responsable du *Rural development information center*. Nous avons choisi de se limiter à 12 communautés paysannes, dans la mesure où nous voulions visiter au moins la moitié des villages étudiés. Un tel nombre nous permettait de le faire. Les communautés paysannes ont été sélectionnées à partir du relevé «*Basic Minimum Need Information 2000*» (Rural development information center, 2002). Il s'agit d'une source de classification des villages qui se base sur l'évaluation de 39 indicateurs d'ordre socio-économique. Pour chacun des indicateurs, le Ministère de l'Intérieur a fixé un seuil de satisfaction minimum (ex: 80% des ménages), considéré suffisant pour assurer une bonne qualité de vie aux ménages (Tableau XXXI, p. 70a).

Nous avons choisi ce système de classification car il prend en compte à la fois des aspects à caractère économique, mais aussi social, politique et environnemental. Nous voulions que les villages étudiés présentent des différences non seulement au plan du revenu des ménages, mais également au plan d'autres facettes du développement. Il importe de préciser que nous n'avons pas utilisé cette banque de données à d'autres fins que la sélection des villages et cela, parce que plusieurs critères d'évaluation nous ont apparu dépourvus d'intérêt pour nos recherches. C'est pourquoi nous ne chercherons pas à justifier la pertinence d'un tel système de classification, puisque les informations qui y sont recensées ne feront pas l'objet de notre analyse.

La sélection des douze villages s'est fait sur une base semi-directive, dans la mesure où nous voulions six villages dans chacune des provinces étudiées et que ces

¹² La Thaïlande est divisée en 76 provinces (jangwàt). Chacune de ces provinces regroupe des districts (amphoe) qui sont eux-mêmes subdivisés en sous-districts (king-amphoe), en communes ou groupes de villages (tambon) et en villages (mùu bân).

villages affichent des différences de développement significatives sans pour autant être «trop développés». À cette fin, nous avons retenu des villages (*Figure 17 et 18*) pour lesquels les résultats du «*Basic Minimum Need Information 2000*» variaient entre 10 et 29 sur un maximum de 39 (Tableau XXX, p. 70a), en s'assurant naturellement de diversifier au mieux notre choix.

Tableau XXX. Liste des villages étudiés et résultats du classement Basic Minimum Need Information (B.M.N), 1997-2001.				
Provinces	Districts	Sous-Districts	Villages	Résultats B.M.N*
Khon Kaen	Muang	Donttun	Lao Nok Chum	10
Khon Kaen	Muang	Khoa Si	Promnini	23
Khon Kaen	Nampong	Kudnamsai	Sap Somboon	13
Khon Kaen	Nampong	Bua Ngon	Khoa Lao	25
Khon Kaen	Wang Noi	Wang Noi	Nong Khan	16
Khon Kaen	Wang Noi	Lahanna	Nong Sabang Song	22
Maha Sarakam	Muang	Donwan	Nong Lom Noi	17
Maha Sarakam	Muang	Wang Nang	Kao Noi	24
Maha Sarakam	Borabue	Nong Sim	Nong Sim Noi	29
Maha Sarakam	Borabue	Wong Chai	Wangttin	17
Maha Sarakam	Nadoon	Nongku	Non Chad	27
Maha Sarakam	Nadoon	Nongku	Tabma	20

* Maximum de 39

Source: Rural development information center, 2002.

Une fois le choix des douze villages complété, nous nous sommes procurés, également auprès du responsable du *Rural Development Information Center*, les relevés statistiques *Nrd 2C* pour chacun des villages (*Rural development information center, 2000*). Le *Nrd 2C*, communément appelé «*gor-chor-chor-2-kor database*», contient un large éventail de statistiques sur les villages: géographie physique, éducation, santé, conditions économiques, vie sociale, culture et ressources naturelles, qui ne sont pas prises en compte par le *Household socio-economic survey* (N.S.O., 2001). Les données sont recueillies tous les deux ans depuis 1984, par le Ministère de l'Intérieur, à l'aide d'un questionnaire complété par des représentants de chacun des

villages (Annexe 1)¹. L'ensemble des relevés étant informatisés, nous avons téléchargé le logiciel sur disquette puis nous nous sommes rendus à l'Université de Khon Kaen dans la région du Nord-Est.

3.3) Enquêtes de terrain

Pour la durée de nos recherches sur le plateau, l'équivalent de deux semaines et demie, nous nous sommes basés dans les bureaux du département d'ingénierie agricole de l'Université de Khon Kaen. Le Docteur Winit Chinsuwan, responsable du laboratoire de recherche, a eu l'amabilité de mettre à notre disposition, un bureau, un ordinateur et surtout une équipe de jeunes chercheurs qui nous a apporté un support logistique indispensable.

Dans un premier temps, nous avons, à partir du logiciel informatique fourni par le *Rural Development Information Center*, tenté de récupérer les questionnaires du *Nrd 2C* (Rural development information center, 2000). Cette étape a nécessité de longues heures de travail puisque nous ne disposions pas des éléments nécessaires à l'installation du logiciel. Mais, avec l'appui de l'équipe de chercheurs, nous sommes parvenus à récupérer les données. Les questionnaires en main, nous les avons étudiés en détails afin de sélectionner les informations pertinentes à notre étude. En effet, il ne nous appartenait pas de tout recenser ici les données disponibles. Nous voulions uniquement considérer l'information relative aux thèmes abordés au chapitre précédent, soit l'industrie, les moyens de production agricole et l'éducation (Tableau XXXIV, p. 76).

¹ La collecte des données s'effectue dans une approche dite 'bottom-up'. Les membres du Comité de développement rural et les représentants du Conseil du sous-district ont la responsabilité de compléter les questionnaires. Ils sont ensuite envoyés au Comité de développement du district qui est chargé de vérifier la validité des données avant de les acheminer aux autorités provinciales.

Pour les données concernant le revenu des ménages, nous avons consulté, dans les bureaux provinciaux de l'Office national de statistiques, le *Household socio-economic survey 2001* (N.S.O., 2001). Pour chacun des villages, il y est indiqué le nombre de ménages compris dans chaque tranche de revenu: moins de 10 000 bahts par mois, entre 10 000 et 19 999 bahts et ainsi de suite (Tableau XXXII et XXXIII, p. 75).

L'information indispensable recueillie, nous devons maintenant la vérifier et la compléter par le biais de visites assistées dans les villages. Pour ce faire, nous avons sélectionné six villages, trois villages dans chacune des provinces étudiées:

1) Khon Kaen : Lao Nok Chum, Promnini, Khoa Lao

2) Maha Sarakam : Kao Noi, Nong Lom Noi, Nong Sim Noi

Nous nous sommes limités à ce nombre, dans la mesure où les traducteurs étaient disponibles que deux jours et que nous disposions d'une voiture pour la durée de ces deux jours. Les villages ont donc été choisis en fonction de leur accessibilité depuis Khon Kaen, mais également en fonction de leur niveau de développement. Nous nous sommes effectivement assurés que les villages visités ont obtenu des résultats variables au classement du *Basic Minimum Need Information* (Tableau XXX, p. 70a).

Le premier jour nous nous sommes rendus dans la province de Maha Sarakam, où nous avons visité tour à tour, Kao Noi, Nong Lom Noi, et Nong Sim Noi. Le second jour, dans la province de Khon Kaen cette fois, nous avons visité successivement Lao Nok Chum, Promnini et Khok Lao. Chaque village n'a été visité qu'une seule fois. Nous restions entre une et deux heures par village. Dans un premier temps, nous questionnions le chef du village et sa famille. Nous vérifions avec eux, par l'intermédiaire des traducteurs, l'exactitude de certaines données du

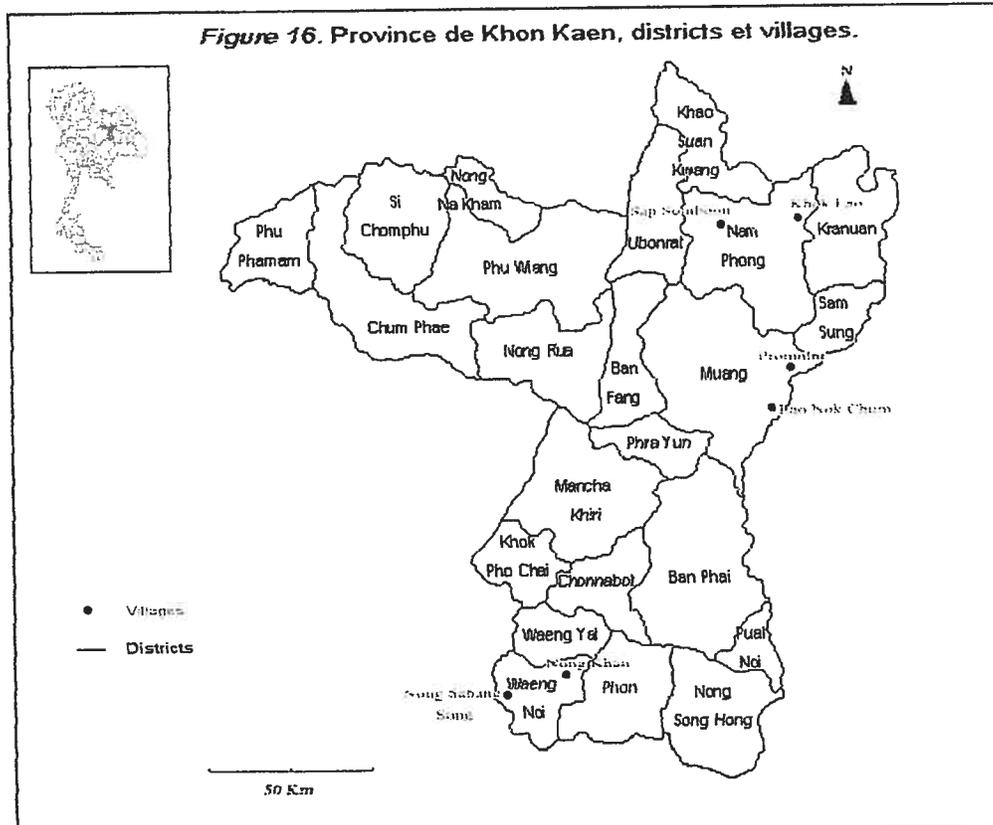
questionnaire, telle que la présence d'une école dans le village et dans le sous-district et la production moyenne de riz par rai (kg/rai).

Nous recueillions également de l'information sur les types d'industries présentes, leur nombre, les gens qui y travaillent et sur les types de cultures, destinées à la consommation ou à la vente. À ce titre, nos visites sur le terrain nous ont permis de recueillir des informations auxquelles les questionnaires ne faisaient pas allusion. Enfin et surtout, ces enquêtes de terrain nous ont permis de voir concrètement la vie que mène un paysan dans les villages du Nord-Est de la Thaïlande et ainsi de faire une analyse des données recueillies qui soit plus près de la réalité.

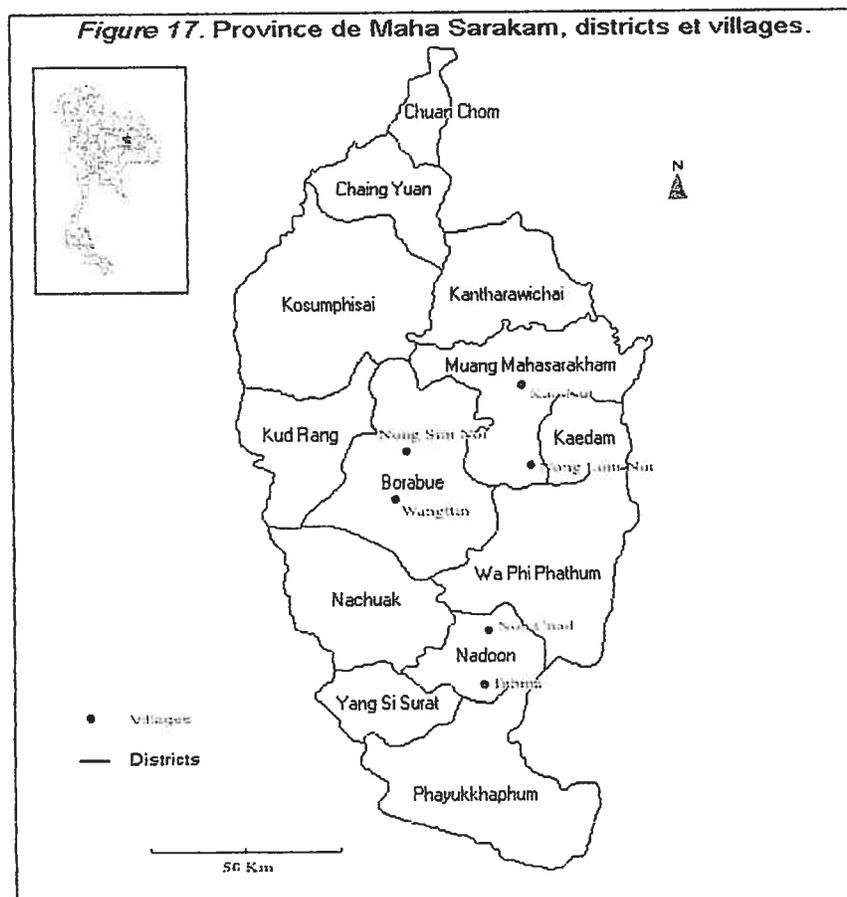
Tableau XXXI. Indicateurs et objectifs du B.M.N.* pour la période de 1997 à 2001.		
	Indicateurs	Objectifs (%)
1. Santé	1. Les femmes enceintes bénéficient d'un suivi avant l'accouchement	80
	2. Les femmes enceintes bénéficient d'une assistance lors de l'accouchement	95
	3. Le poids d'un nouveau-né n'est pas inférieur à 2 500 grammes	93
	4. Un nouveau-né est allaité les 4 premiers mois	30
	5. Les enfants de moins de un an ont reçu tous les vaccins requis	95
	6. La croissance d'un nouveau-né est normale jusqu'à l'âge de cinq ans	80
	7. Les enfants âgés de 6-15 ans ont une croissance normale	90
	8. Les enfants âgés de 6 à 12 ans ont reçu tous les vaccins requis	100
	9. Les membres d'un ménage ne consomment pas de viande crue	90
	10. Les membres d'un ménage consomment suffisamment d'iode	60
	11. Les membres d'un ménage consomment de la nourriture de qualité	85
	12. Les membres d'un ménage font l'usage de médicaments	60
2. Habitat	13. Un ménage réside dans une maison habitable au moins cinq ans	95
	14. Un ménage a et utilise une toilette	95
	15. Un ménage a suffisamment d'eau potable	95
	16. Un ménage est en santé	60
	17. Un ménage n'est pas incommodé par la pollution	95
3. Éducation	18. Les enfants âgés entre 2 et 5 ans se déplacent convenablement	90
	19. Les enfants âgés de 6 à 12 ans vont à l'école	100
	20. Les étudiants qui ont complété leur primaire poursuivent leurs études au secondaire	98
	21. Les étudiants qui ne poursuivent pas d'études secondaires sont formés pour un emploi	80
	22. Les personnes âgées entre 14 et 50 ans peuvent lire et écrire le thaï	99
	23. Un ménage fait des connaissances avantageuses au moins trois fois par semaine	95
24. Un ménage a des connaissances sur le VIH	80	
4. Famille	25. Un couple dont la femme est âgée entre 15 et 44 ans utilise les services publics de planification	77
	26. Une famille chaleureuse	90
	27. Un ménage est à l'abri des accidents	100
	28. Un ménage est en sécurité dans la vie quotidienne et à la maison	100
5. Revenu	29. Le revenu d'un ménage n'est pas inférieur à 20 000 bahts par personne par an	70
6. Participation et société	30. Un ménage est membre d'associations locales	90
	31. Les membres d'un ménage utilisent leurs droits électoraux	90
	32. Un ménage respecte les biens publics	95
7. Moralité	33. Un ménage pratique des activités religieuses au moins une fois par semaine	90
	34. Les membres d'un ménage ne sont pas alcooliques	90
	35. Les membres d'un ménage ne sont pas dépendants à la cigarette	90
	36. Un ménage prend part à des activités traditionnelles	90
	37. Les personnes âgées bénéficient d'une assistance	90
8. Environnement	38. Un ménage protège les ressources naturelles	90
	39. Un ménage protège l'environnement	90

* Basic Minimum Need Information

Source: Rural development information center, 2002.



Sources: Université de Khon Kaen, buffers.kku.ac.th/pub/info/isan02.htm



3.4) Méthode d'analyse et traitement des données

À partir des relevés statistiques locaux et des données recueillies sur le terrain, nous avons tenté de déterminer les principaux «indicateurs de développement» qui influent sur le revenu des ménages. Les données sur le revenu ont été tirées, rappelons-le, du *Household socio-economic survey 2001* (N.S.O., 2001) produit par l'Office national de statistiques (Tableau XXXII et XXXIII, p. 75), alors que les données concernant les différents « indicateurs de développement » proviennent du relevé *Nrd 2C* (Rural development information center, 2000) (Tableau XXXIV, p. 76).

Puisque les données sur les «indicateurs de développement» sont comptabilisées à l'échelle du village et que les données dans le *Socio-economic survey* sont uniquement calculées pour les ménages, nous avons dû convertir les données sur le revenu de la manière suivante. Pour chacune des communautés étudiées, nous avons établi le pourcentage des ménages dont le revenu est inférieur à 10 000 bahts par mois, entre 10 000 et 19 999, entre 20 000 et 29 999 et ainsi de suite jusqu'à 500 000 bahts et plus par mois (Tableaux XXXII et XXXIII, p. 75). Ainsi, nous étions en mesure de comparer les villages selon la part relative des ménages dans chacune des tranches de revenus établies par le N.S.O.

Nous avons ensuite tenté de corrélérer la proportion des ménages dont le revenu est inférieur à 10 000 bahts par mois, avec les différents «indicateurs de développement» étudiés¹³. Pour ce faire, nous avons employé la méthode de «l'analyse comparative». Plus précisément, nous avons comparé les douze villages étudiés sur la base des données recueillies auprès du Ministère de l'Intérieur, des observations réalisées sur le terrain et du revenu des ménages par village. À cette fin,

¹³ Nous avons retenu uniquement les données du questionnaire jugées pertinentes à la vérification de nos hypothèses de recherche, c'est-à-dire les données concernant l'éducation, les salaires, le type d'occupation, les types de culture, la superficie des terres cultivées, le mode de tenure de la terre et les entreprises locales.

nous avons utilisé une grille d'analyse comparative, dans laquelle l'ensemble des données relatives aux indicateurs de développement étudiés est regroupé (Tableau XXXIV, p. 76).

Tableau XXXII. Répartition des ménages selon leur revenu mensuel en 2001; villages de la province de Khon Kaen.																		
Nom du village	Loa Nuk Chum			Sap Somboon			Nong Sabang Song			Nong Khan			Promini		Khoa Lao			
	n.	%	Cum.	n.	%	Cum.	n.	%	Cum.	n.	%	Cum.	n.	%	Cum.			
Moins de 10 000	20	14.6%	14.6%	3	23.1%	23.1%	40	50%	50%	200	90%	90%	0	0%	0%	2	5.9%	5.9%
10 000-19 999	34	24.8%	39.4%	3	23.1%	46.2%	20	25%	75%	20	10%	100%	0	0%	0%	26	76.5%	82.4%
20 000-29 999	50	36.5%	75.9%	0	0%	46.2%	20	25%	100%	0	0%	100%	120	93.8%	93.8%	6	17.6%	100%
30 000-49 999	13	9.5%	85.4%	3	23.1%	69.3%	0	0	100%	0	0%	100%	8	6.2%	100%	0	0	100%
50 000-99 999	5	3.6%	89.0%	0	0%	69.3%	0	0	100%	0	0%	100%	0	0%	100%	0	0	100%
100 000-149 999	15	11.0%	100%	4	30.7%	100%	0	0	100%	0	0%	100%	0	0%	100%	0	0	100%
500 000 et +	0	0%	100%	0	0%	100%	0	0	100%	0	0%	100%	0	0%	100%	0	0	100%
Total	137	100	100	13	100	100	80	100	100	220	100	100	128	100	100	34	100	100

Source: N.S.O., Données calculées à partir du Socio-economic survey 2001.

Tableau XXXIII. Répartition des ménages selon leur revenu mensuel en 2001; villages de la province de Maha Sarakam.																		
Nom du village	Nong Lom Noi*			Wangtin*			Kao Noi**			Nong Sim Noi			NonChad		Tabma***			
	n.	%	Cum.	n.	%	Cum.	n.	%	Cum.	n.	%	Cum.	n.	%	Cum.			
Moins de 10 000	135	88.8%	88.8%	89	79.5%	79.5%	42	41.2%	41.2%	13	6.5%	6.5%	20	80%	80%	5	5.4%	5.4%
10 000-19 999	17	11.2%	100%	12	10.7%	90.2%	23	22.5%	63.7%	70	35.4%	41.9%	5	20%	100%	30	32.2%	37.6%
20 000-29 999	0	0%	100%	8	7.1%	97.3%	18	17.6%	81.3%	74	37.4%	79.3%	0	0%	100%	22	23.7%	61.3%
30 000-49 999	0	0%	100%	3	2.7%	100%	12	11.8%	93.1%	23	11.6%	90.9%	0	0%	100%	26	27.9%	89.2%
50 000-99 999	0	0%	100%	0	0%	100%	2	2%	95.1%	14	7.1%	98%	0	0%	100%	10	10.8%	100%
100 000-149 999	0	0%	100%	0	0%	100%	3	2.9%	98%	4	2%	100%	0	0%	100%	0	0%	100%
500 000 et +	0	0%	100%	0	0%	100%	2	2%	100%	0	0%	100%	0	0%	100%	0	0%	100%
Total	152	100	100	112	100	100	102	100	100	198	100	100	25	100	100	93	100	100

Source: N.S.O., Données calculées à partir du Socio-economic survey 2001.

* Les données ont été calculées pour l'année 2000.

** Les données sur un ménage n'ont pu être recueillies.

*** Les données sur 32 ménages n'ont pu être recueillies.

Tableau XXXIV. Pourcentage des ménages au revenu inférieur à 10 000 bahts par mois par village et indicateurs de développement.																				
Provinces	Khon Kaen		Maha Sarakam		Maha Sarakam NonChad		Maha Sarakam Wangilin		Khon Kaen Nong Sabang Song		Maha Sarakam Kao Noi		Khon Kaen Lao Nong Sim Noi		Khon Kaen Khoa Lao		Maha Sarakam Tabma		Maha Sarakam Promnini	
	Nong Khan		Nong Lom Noi		Nong NonChad		Wangilin		Nong Sabang Song		Kao Noi		Sap Somboon	Lao Nong Sim Noi		Khoa Lao		Tabma		Promnini
Résultats du BMIN	16	17	17	27	27	17	17	17	22	24	24	13	10	29	25	20	20	23	23	23
% des ménages au revenu < à 10 000 bahts/mois	90	88.8	80	80	80	79.5	79.5	50	50	41.2	41.2	23.1	14.6	6.5	5.9	5.4	5.4	0	0	0
Nombre de ménages	165	149	24	24	24	112	112	81	81	101	101	23	145	180	33	128	128	95	95	95
1) Agriculture																				
% des ménages qui œuvrent dans le secteur agricole (1)	100	64	100	100	100	100	100	100	100	97	97	9	100	89	70	86	86	21	21	21
Superficie (rais) des terres agricoles (plantations et élevages)	2 286	1 105	372	372	372	1 280	1 280	1 382	1 382	976	976	21	2 585	2 144	134	2 350	2 350	400	400	400
Production moyenne de riz (kg/rai)	520	240	300	300	300	245	245	450	450	275	275	380	600	400	350	350	350	400	400	400
Plantations non rizicoles	non	oui	non	non	non	oui	oui	non	non	oui	oui	non	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Types de cultures		jute légumes		manioc	manioc	manioc	manioc	canne à sucre	canne à sucre	légumes	légumes	légumes	légumes	manioc	canne à sucre manioc	manioc	manioc	eucalyptus légumes	eucalyptus légumes	eucalyptus légumes
2) Emplois																				
Salaires moyen (bahts/jour)	150	120	120	120	120	100	100	130	130	150	120	100	100	120	120	150	150	150
% de sans-emploi	25	2	12	12	12	0	0	6	6	15	15	0	16	7	15	18	18	0	0	0
% des ménages qui produisent et vendent de l'artisanat	0%	17%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	93%	0%	0%	12%	12%	0%	0%	0%
Nombre d'entreprises	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	6	6	6
Types														gaz, manioc	gaz, manioc	gaz, manioc	gaz, manioc	brique	brique	brique
Remarques		Autre village (1) colon								M. Sarakam 2 km	M. Sarakam 2 km			Autres villages (4) Sel	fertilisants eau et glace	fertilisants eau et glace	fertilisants eau et glace			
3) Accès à la terre																				
Superficie totale du village (rais)	3 500	2 527	400	400	400	1 680	1 680	1 382	1 382	1 528	1 528	32	2 585	2 910	178	5 649	5 649	1 528	1 528	1 528
Mode de tenure de la terre (2)	1	1	2	2	2	2	2	1	1	2	2	2	1	1	1	2	2	1	1	1
Principal problème de la terre (3)	2	1	5	5	5	2	2	1	1	1	3	2	1	4	4	5	5	5
4) Éducation																				
Présence d'une école primaire dans le village	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Présence d'une école secondaire dans le sous-district.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non	non	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Niveau de scolarité (4)	3	3	3	3	3	2	2	3	3	3	3	2	3	3	3	3	3	3	3	3
Poursuite des études (4)	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	2	1	1	4	4	3	3	3

(1) Inclue les ménages œuvrant dans plus d'un secteur d'activités

(2) 1: Propriétaire 2: Possède une terre mais ne peut la vendre

(3) 1: Sols pauvres 2: Salinité des sols 3: Sols indurés 4: Sols sableux 5: Pas de problème

(4) 1: Problème grave 2: Problème moyen 3: Problème faible

Source: Nrd 2C 2001.

3.4) Problèmes liés à l'analyse et l'interprétation des résultats

Avant toute chose, il importe de préciser que nous ne prétendons pas déterminer ici l'origine ou la cause des disparités et de la précarité des revenus en milieu rural en Thaïlande. Pour arriver à de telles conclusions, il faudrait pouvoir isoler «l'effet» de chacune des variables étudiées sur le revenu des ménages ce qui, dans le contexte de cette étude, s'avérerait impossible. C'est pourquoi nous parlerons davantage de corrélation que de liens de causalité. Par ailleurs, puisque nous travaillons avec des variables intimement liées entre elles, il est difficile d'établir la relation avec les revenus sans tenir compte du contexte et de l'interdépendance entre les différents «indicateurs de développement». Les résultats obtenus seront donc examinés en ce sens.

D'autre part, nous avons choisi d'étudier 12 communautés paysannes, dans la mesure où nous voulions visiter au moins la moitié des villages étudiés. Un tel nombre nous permettait de la faire. Cela dit, nous ne disposons pas de données sur un nombre suffisant de villages pour pouvoir arriver, à l'aide de modèles statistiques, à des résultats significatifs. Nous avons donc effectué une «analyse comparative» des villages, sur la base de l'information recueillie auprès du Ministère de l'Intérieur et du N.S.O. et des observations réalisées sur le terrain.

Bien que nous croyons qu'il soit possible d'arriver à des conclusions intéressantes à partir de la méthode utilisée, soit «l'analyse comparative», il est évident que la petitesse de notre échantillon s'est avérée contraignante. D'une part, il est difficile d'établir clairement l'existence de corrélations entre les variables étudiées, vu le manque de données et d'exemples concrets pour appuyer notre démarche. D'autre part, extrapoler les résultats ou encore émettre des conclusions «globalisantes» seraient, en tous les cas, faire preuve d'un manque de rigueur scientifique. C'est pourquoi, nous demeurons très prudents dans notre analyse et interprétation des résultats.

3.5) Présentation des résultats

1) **Promnini**: Dans ce village, aucun ménage a un revenu inférieur à 20 000 bahts par mois. L'agriculture y est bien développée et relativement diversifiée. On y cultive en plus du riz, l'eucalyptus et les légumes sur les terres en relief. Grâce à l'eau pompée de la rivière Pong, les villageois peuvent irriguer leurs terres et cultiver à l'année. De plus, une coopérative vend des fertilisants à bas prix, ce qui permet d'accroître les rendements. Deux ménages pratiquent la pisciculture et plusieurs autres élèvent des bovins pour la vente.

Promnini compte aussi six petites entreprises industrielles, où travaillent 80 des habitants du village. Quatre industries de fabrication de la brique et deux de production d'eau et glace. On compte également trois petits commerces qui procurent des biens de première nécessité aux villageois. La présence d'activités à caractère non-agricole dans le village peut sans doute expliquer les revenus plus élevés des ménages puisqu'elles procurent un revenu supplémentaire à plusieurs d'entre eux.



Entreprise de fabrication de la brique

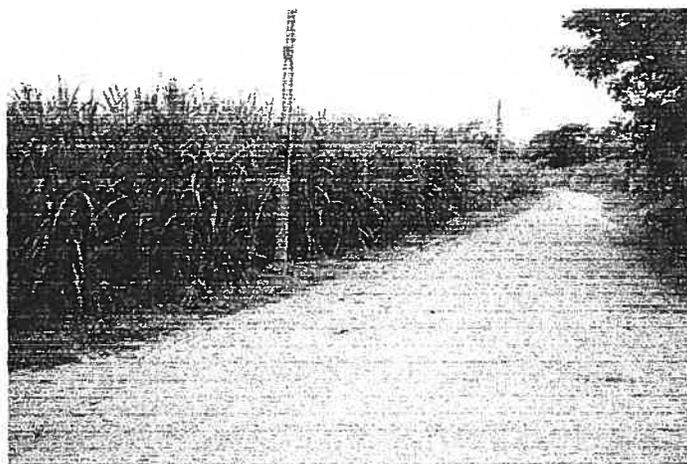


Rivière Pong

2) **Tabma**: Seulement 5,4% des ménages de ce village ont un revenu inférieur à 10 000 bahts par mois. Contrairement à Promnini, il n'y a pas de petites industries dans le village. L'activité économique principale demeure l'agriculture. En fait, le village est très étendu, couvrant 5 649 rai, il dispose donc de grandes superficies de terres

agricoles. On y cultive, en plus du riz, le manioc et le coton sur les terres non aménageables en rizières. Il s'agit de deux cultures commerciales qui assurent un revenu supplémentaire au ménage. De plus, 12% des ménages y produisent et vendent de l'artisanat.

3) **Khoa Lao**: Dans le cas de Khoa Lao, la faible proportion des ménages dont le revenu est inférieur à 10 000 bahts par mois est probablement attribuable au développement de la culture de la canne à sucre au sein des villages voisins. À Khoa Lao même, les terres sont peu étendues, le village couvre moins de 180 rais au total. Seulement six ménages sur trente-trois possèdent des rizières et quatre cultivent la canne à sucre. En outre, la plupart des villageois travaillent dans des champs de canne à sucre ou les rizières des villages voisins, ce qui leur procure un revenu sous forme monétaire. De plus, on y élève des vaches pour la vente.



Champs de canne à sucre

4) **Nong Sim Noi**: Ici encore, seulement 6,5% des ménages ont un revenu inférieur à 10 000 bahts par mois. L'agriculture est bien développée et est praticable à l'année. On cultive beaucoup de légumes pour la consommation, du riz, mais surtout du manioc sur les terres en relief. La vente du manioc procure un revenu supplémentaire

au ménage. De plus, tout comme à Promnini, la présence d'industries dans le village permet d'accroître le revenu des ménages. Il y a quatre rizeries, une industrie d'embouteillage du gaz et également une usine de transformation du manioc en farine. Dans les villages voisins on compte également quatre industries de fabrication du sel, où sont employés plusieurs villageois.



Plantation de manioc



Villageoise emballant du sel.

5) **Lao Nuk Chum**: Lao Nuk Chum est un gros village, il compte 180 ménages et s'étend sur 2 585 rai. Ici, 14,6% des ménages ont un revenu inférieur à 10 000 bahts par mois, mais plusieurs ménages ont un revenu mensuel supérieur à 20 000 bahts. L'agriculture est encore une fois relativement bien développée. La productivité (kg/rai de riz) dans les rizières y est la plus élevée, notamment grâce à l'approvisionnement en eau de la rivière Chi. D'ailleurs, on compte deux rizeries dans le village.

L'agriculture y est possible à l'année. En saison sèche les terres sont converties à la culture des légumes, tels que l'échalote. Le riz et les légumes sont vendus sur le marché, ce qui procure un revenu supplémentaire au ménage. De plus, on y élève des bovins pour la vente. Bref, le développement de l'agriculture commerciale explique probablement pourquoi les revenus sont relativement élevés dans ce village.



Droite: Préparation des légumes pour la vente

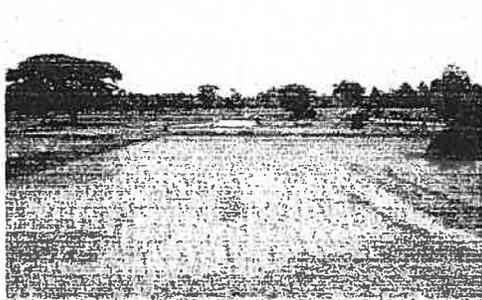
Gauche: Drain agricole

6) **Sap Somboon**: Dans ce village, 23,1% des ménages ont un revenu inférieur à 10 000 bahts par mois, alors que 30,7% ont un revenu mensuel de 100 000 à 150 000 bahts. Ceci explique probablement que le salaire journalier moyen s'élève à 150 bahts. Sap Somboon est un petit village. Il compte 23 ménages et couvre une superficie de 32 rai seulement, dont 21 rai est consacré au développement de l'agriculture. On s'explique donc mal les revenus plutôt élevés, puisqu'il n'y a pas d'industries dans le village et l'agriculture y semble peu développée.

7) **Kao Noi**: La proportion de ménages au revenu inférieur à 10 000 bahts est de 41,2%, près du double qu'à Sap Somboon. L'essentiel des ménages pratique l'agriculture. Ceux-ci cultivent le riz sur les terres basses et les légumes sur les terres en relief. Certains ménages élèvent des bovins qui sont destinés à la vente. De plus, on trouve six rizeries dans le village. Kao Noi se trouve à moins de deux kilomètres de



Kao Noi se trouve à moins de deux kilomètres de Maha Sarakam, la capitale de la province, où certains villageois se rendent pour travailler lors de la saison sèche. C'est probablement pourquoi la moyenne des salaires y demeure relativement élevée par rapport aux autres villages. (Photo : Rizerie)



Rizière



Légumes plantés sur les terres en relief

8) **Nong Sabang Song**: Dans ce village, la moitié des ménages ont un revenu inférieur à 10 000 bahts par mois. L'agriculture semble y être la principale activité économique. On y cultive du riz mais également de la canne à sucre à des fins commerciales, ce qui assure un revenu supplémentaire à 27 des 80 ménages. Il n'y a toutefois pas d'entreprise industrielle ou de rizerie dans le village. De prime abord, il semble que le fait de cultiver ou non la canne à sucre pourrait s'avérer déterminant pour le revenu des ménages.

9) **Wangttin**: La proportion des ménages dont le revenu est inférieur à 10 000 bahts par mois y est nettement supérieure qu'au sein des villages précédents. Elle s'élève à 80% dans le cas de Wangttin. L'ensemble des ménages pratique l'agriculture qui semble être la principale activité économique, sinon la seule. En fait, on ne trouve pas d'industrie ou de petit commerce à l'exception de deux rizeries dans le village. Cela dit, 22 des 112 ménages cultivent du manioc en plus du riz, ce qui représente une source de revenu supplémentaire pour 20% des ménages.

10) **Nonchad**: Il s'agit d'un village très petit et peu peuplé. Tout comme à Wangtinn, 80% des ménages ont un revenu inférieur à 10 000 bahts par mois. La principale activité économique est une fois encore l'agriculture, tous les ménages œuvrant dans ce secteur. Aucune terre n'est consacrée au développement des cultures commerciales. Il n'y a pas de petites industries ou d'activités parallèles. On trouve seulement une rizerie dans le village.

11) **Nong Lom Noi** : Dans ce village, près de 90% des ménages ont un revenu inférieur à 10 000 bahts par mois. On y cultive principalement le riz, mais la productivité dans les rizières est très faible vu le manque apparent en eau. Cela dit, 130 ménages cultivent également le jute. Il y a une usine de fabrication de coton à 6 kilomètres, mais elle emploie seulement 17 des 723 habitants du village. Son impact sur le revenu des ménages demeure donc limité. Il y a également quatre rizeries dans le village et 25 ménages vendent des produits de l'artisanat. Bref, l'économie du village demeure relativement diversifiée, on s'explique donc difficilement la faiblesse des revenus à Nong Lom Noi.

12) **Nong Khan**: Il s'agit d'un gros village où 90% des ménages ont un revenu inférieur à 10 000 bahts par mois. Une fois encore l'agriculture représente la principale activité économique. La principale culture est le riz, sinon la seule et la productivité y est relativement élevée, c'est-à-dire de 520 kg/rai de riz. Hormis les cinq rizeries, il n'y a pas de petite industrie ou de commerce dans le village. En fait, 25% de la population est sans-emploi. Bref, l'économie est peu diversifiée et est principalement axée sur le développement de la riziculture.

3.6) Étude comparative; discussion des résultats

A la lumière des résultats obtenus, il est difficile d'émettre des conclusions claires ou définitives. Notre grille d'analyse ne révèle aucune corrélation importante entre le revenu des ménages et l'un ou l'autre des indicateurs de développement étudiés. On dénote certainement des tendances, mais rien de très concluant. En fait, l'incidence de certains indicateurs sur le revenu peut sembler réduite voir même inexistante à l'échelle locale puisque l'échantillon ne révèle pas de différences notoires entre les villages étudiés. Si l'échantillon était plus grand ou encore couvrirait une plus grande aire géographique, l'impact de certains indicateurs sur le revenu apparaîtrait peut-être plus évident. Aussi, en l'absence de données véritablement diachroniques, il est difficile d'établir la relation entre les variables étudiées, puisque l'on ne peut comparer leur évolution sur une période de temps prolongée. Nous tenterons néanmoins de distinguer ici les aspects ou les indicateurs dont l'incidence sur le revenu est apparue plus importante.

Ce que l'on constate dans un premier temps, est que la présence de petites entreprises industrielles tend à influencer favorablement le revenu des ménages. Le seul village comptant plusieurs petites entreprises est Promnini, et aucun ménage n'y a un revenu inférieur à 20 000 bahts par mois. À Nong Sim Noi, où l'on compte cinq entreprises, dont quatre dans les villages voisins, mais où il est possible pour les villageois de travailler, de toucher des salaires, la proportion de ménages au revenu inférieur à 10 000 bahts par mois est seulement de 6,5%. Autrement dit, le développement d'entreprises industrielles dans les villages, ou du moins à proximité, semble favoriser les revenus à la hausse, probablement grâce aux salaires perçus suite à l'occupation d'un emploi dans ces entreprises.

À cet effet, on constate que la proportion de sans-emploi la plus élevée se trouve à Nong Khan où 90% des ménages ont un revenu inférieur à 10 000 bahts par mois, alors que la proportion la moins élevée se trouve à Promnini, confirmant de

prime abord l'importance de l'emploi sur le revenu des ménages. En outre, il ne semble pas avoir une tendance nette, c'est-à-dire une évolution des revenus proportionnelle à la diminution du nombre de sans-emploi. Dans le second village le plus riche, Tabma, la proportion de sans-emploi est de 18% et de 15% dans le troisième. Par ailleurs, à Nong Lom Noi, où 88,8% des ménages ont un revenu inférieur à 10 000 bahts par mois, on trouve seulement 2% de sans-emploi. La variable sans-emploi ne semble donc pas influencer de manière significative le revenu des ménages, si ce n'est que dans le cas du premier et du dernier village. Cela dit, le hasard ou encore différentes conditions particulières à chacun des villages ont pu brouiller notre analyse des résultats.

On remarque également que les trois villages qui succèdent à Promnini au plan des revenus ont une agriculture relativement diversifiée. On y cultive notamment le manioc, la canne à sucre et le coton, mais également des légumes à des fins commerciales. La vente de ces produits représente une source de revenu supplémentaire pour les ménages, ce qui explique probablement le niveau moyen élevé des revenus dans ces villages. Cela dit, la proportion des ménages qui ont un revenu inférieur à 10 000 bahts par mois demeure très élevée dans les villages de Wangtтин et Nong Lom Noi, où l'on cultive pourtant du manioc et du coton. Il semble par ailleurs que la productivité dans les rizières y soit particulièrement faible, de l'ordre de 240-45 kg/rai de riz, ce qui pourrait expliquer la faiblesse des revenus dans ces deux villages.

D'autre part, tous les villages étant confrontés à des problèmes de pauvreté des sols, la qualité des terres ne représente donc pas un facteur explicatif des disparités. Il s'agit au contraire d'un problème commun à l'ensemble des communautés étudiées. Il en est de même pour l'éducation. Dans les deux provinces étudiées le niveau de scolarité moyen de la population reste inférieur au premier cycle du secondaire et tous les villages semblent disposer d'un accès semblable à la ressource, soit une école primaire dans le village et une école secondaire dans le sous

district. D'ailleurs, les deux villages où l'on retrouve des problèmes graves quant à la poursuite des études ne sont pas pour autant les plus «pauvres» voir même leur population semble mieux s'y débrouiller. La variable mode de tenure n'est pas davantage significative dans la mesure où tous les villages présentent une majorité à peu près équivalente de ménages détenant un droit légal sur la terre.

Aussi, avons-nous été surpris de constater que la productivité (kg/rai de riz) dans les rizières ne semble pas affecter le revenu des ménages. Nous avons retenu deux explications. Soit une productivité plus faible est compensée par un accroissement de la superficie des exploitations, à savoir la taille moyenne des rizières. Mais nous ne disposons pas de données à ce sujet. Soit les ménages ont recours à des sources alternatives de revenus. Il semble effectivement que dans les villages où la productivité dans les rizières est faible, on ait développé d'autres formes de cultures. Ainsi, dans les villages où la productivité est inférieure à 300 kg/rai soit: Nong Lom Noi, Wangtтин et Kao Noi, on cultive du coton, des légumes ou du manioc. Ces cultures, généralement destinées à la vente, ont la propriété de bien pousser sur les terres moins fertiles, en relief.

En somme, il semble qu'une diversification de l'économie à l'échelle locale aurait un impact positif sur le revenu des ménages: il peut s'agir du développement des cultures commerciales telles que la canne à sucre et le manioc sur les terres non aménageables en rizières; ou bien de l'ouverture de petites entreprises industrielles au sein du village ou du sous-district. Dans les deux cas, cela permet aux villageois de disposer d'une source de revenu supplémentaire. En ce qui a trait aux autres indicateurs étudiés (les sols, l'éducation, le mode de tenure de la terre), notre échantillon ne présente pas de différences significatives entre les villages qui pourraient expliquer les disparités de revenu. Ceci dit, la petitesse de notre échantillon est probablement la raison pour laquelle l'influence de ces indicateurs sur le revenu des ménages est apparue nulle.

CHAPITRE 4

DISCUSSION ET CONCLUSION

4.1) Discussion des résultats

L'origine ou les causes de l'évolution des disparités de revenu en Thaïlande sont difficiles à établir. Elles sont relatives à plusieurs facteurs. Elles varient dans le temps et dans l'espace et évoluent en relation les unes aux autres. Il est donc difficile d'isoler l'effet d'une seule variable sur les revenus. Les variables étudiées dans cette thèse nous ont paru, *a priori*, liées à l'évolution des disparités de revenu en Thaïlande, mais cela ne signifie pas davantage qu'elles soient à l'origine de la situation actuelle. D'ailleurs, d'autres variables que celles étudiées ici ont pu influencer directement ou indirectement la répartition des revenus. Toutefois, il nous était impossible de couvrir l'ensemble des possibilités à l'intérieur de ce mémoire.

La revue de la littérature nous a permis de mieux orienter notre démarche et de formuler, dans un premier temps, l'hypothèse suivante : les bénéfices des investissements réalisés depuis 1960 en Thaïlande n'ont pas été redistribués efficacement dans l'industrie en milieu rural, dans les infrastructures et moyens de production agricole, et dans les infrastructures de service à la population, tout particulièrement dans les régions rurales périphériques. Afin de vérifier cette hypothèse, nous avons tenté, dans le second chapitre, de dresser un portrait de l'évolution de ces infrastructures ou services sur l'ensemble du territoire, depuis l'élaboration du premier plan de développement économique et social à aujourd'hui. Quelles sont les principales conclusions à tirer de ces analyses?

Dans un premier temps, l'étude de la dispersion des entreprises industrielles en Thaïlande a révélé une forte concentration des infrastructures et surtout des revenus de l'industrie à Bangkok. Une multitude de facteurs environnementaux,

politiques et économiques ont effectivement contribué à faire de la métropole un endroit privilégié pour la localisation industrielle, mais ont également limité l'implantation des entreprises en milieu rural. Parmi ces facteurs, on compte les suivants.

- L'administration centrale a tendance à servir les intérêts des grandes entreprises localisées à Bangkok.
- Les pouvoirs politiques et administratifs étant centralisés à Bangkok, la réglementation et les règles de procédure tendent à être uniformisées à l'ensemble du pays et négligent trop souvent les particularités locales et régionales.
- Le pouvoir d'achat est faible et le marché local peu reluisant en milieu rural.
- Les infrastructures pour assurer le développement de l'industrie en milieu rural sont inadéquates. Elles se concentrent essentiellement dans la région métropolitaine.
- Les ressources humaines et sociales manquent en milieu rural.
- Le développement de personnel qualifié et les personnes habilitées ou formées en entreprise sont insuffisants en milieu rural.

La concentration des entreprises mais principalement des retombées économiques de l'industrialisation (emplois, salaires, investissements) à Bangkok entraîne des effets pervers sur l'évolution des disparités de revenu en Thaïlande. Elle crée un déséquilibre régional important entre la région métropolitaine de Bangkok et les régions rurales périphériques beaucoup moins industrialisées. De plus, le manque d'entreprises industrielles en milieu rural oblige les travailleurs à migrer vers les grands centres, principalement Bangkok, pour trouver un emploi dans le secteur industriel. Le Nord et le Nord-Est sont particulièrement touchés par ces migrations et doivent aujourd'hui faire face à une pénurie de main-d'œuvre importante dans le secteur agricole.

Afin de limiter le flot migratoire des travailleurs des régions rurales périphériques vers la métropole, il est essentiel de développer l'industrie en marge de

la plaine centrale, principalement en milieu rural. Cela permettrait également de stimuler l'économie localement et d'atténuer les disparités de revenus entre et au sein des régions:

«A promotion of small-scale industries in provincial areas would maximize employment and by so doing maximizes the dissemination of increased income without the need for fiscal measures of redistribution, and maximize the geographical dissemination of income earning opportunities thereby reducing the need for labour to migrate»
(Grandstaff, 1992, p. 124).

Apparemment, les politiques industrielles mises de l'avant depuis l'élaboration du premier plan de développement économique et social n'ont pas favorisé une relocalisation importante de l'industrie de Bangkok vers les régions périphériques. Ce n'est qu'à partir des années 1990 que le gouvernement a mis de l'avant des mesures concrètes et des plans d'action visant une réelle décentralisation des activités industrielles. Malgré tout, la part relative des entreprises industrielles localisées dans la région métropolitaine a connu une augmentation de 4,6% entre 1990 et 2000 (Tableau VIII, p. 24). Autrement, seul l'Est a connu une croissance industrielle marquée, avec le développement notamment de la zone industrielle du «Eastern Seaboard».

À défaut de développer l'industrie en milieu rural, il est d'autant plus important de redistribuer efficacement les bénéfices réalisés dans ce secteur vers les régions, notamment en investissant davantage dans le secteur agricole qui emploie plus de 45% de la population active. Or, la part des investissements en agriculture a été revue à la baisse ces dernières années en Thaïlande et la productivité en milieu rural est demeurée inférieure à plusieurs pays de la région. De plus, les travailleurs agricoles de chacune des régions de la Thaïlande ne bénéficient pas d'un accès équitable aux ressources disponibles que ce soit au plan de la qualité et de la superficie des terres exploitées ou de l'accès aux ressources en eau. L'inégale

répartition des moyens de production se traduit par des écarts de rendements et de revenus entre exploitants agricoles.

Cela dit, les revenus générés par les activités agricoles en Thaïlande ne représentent aujourd'hui qu'une faible proportion de l'ensemble des revenus des ménages. Actuellement, une proportion de plus en plus importante des revenus provient d'activités à caractère non-agricole: versements d'argent par des membres de la famille qui travaillent en ville ou outre-mer, emploi à court terme lors de la saison sèche parfois effectué dans les usines de transformation agro-alimentaire (rizerie), emploi dans le secteur de la construction etc. Ainsi, l'influence des revenus agricoles sur le revenu total des ménages demeure faible (Tableau XXXV, p. 90). Si bien que les disparités générées par l'inégale répartition des infrastructures et moyens de production agricoles ont un impact relativement faible sur la distribution globale des revenus en Thaïlande.

Sources de revenu	1975-76	1988	2000
Salaires	28,3	34,4	42,4
Activités non-agricoles	20,6	15,7	18,5
Activités agricoles	19,3	15,9	9,6
Revenus fonciers	0,8	0,9	1,5
Revenus de transferts	3,9	7,0	8,3
Revenus en nature	26,0	24,8	18,4
Autres	1,1	1,3	1,3
Total	100	100	100

Source: N.S.O., 2000.

L'incidence de l'éducation sur les disparités de revenu apparaît quant à elle plus importante, le revenu des ménages étant étroitement lié au niveau de scolarité du chef de famille en Thaïlande. Bien que le système d'éducation se soit considérablement étendu et développé ces dernières années, il semble néanmoins que l'accès et la poursuite d'études à des niveaux supérieures demeurent inéquitables. Les

pauvres, notamment en milieu rural, sont en général moins instruits que la moyenne. En ce sens, le pays ne fait pas figure d'exception. La situation en Thaïlande reflète ce qui se passe dans la plupart des sociétés contemporaines.

Les pauvres ne poursuivent pas des études à des niveaux supérieurs parce qu'ils n'ont pas les moyens financiers ou encore parce qu'ils doivent subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. Or, l'éducation de la population, notamment des pauvres en milieu rural, est inhérente à l'élimination des disparités de revenus. Elle est un moyen efficace d'informer les populations en milieu rural qui vivent bien souvent en marge de la société. Elle aide à faire des choix et à comprendre le monde dans lequel ils vivent. De là, l'importance de permettre à tous les Thaïs, quel que soit leur revenu, d'accéder à une éducation de base et de qualité en développant des programmes d'assistance financière pour les plus démunis. Bien que de tels programmes existent déjà en Thaïlande, leur portée est demeurée à ce jour limitée (Chamberlin et *al.*, 2001).

De plus, les populations en régions rurales ont un accès limité aux ressources matérielles et humaines, l'essentiel des infrastructures étant concentré dans les grands centres. Le déséquilibre apparaît d'autant plus préoccupant en Thaïlande où les campagnes sont fortement et densément peuplées. Les jeunes sont donc contraints de migrer en grand nombre vers les villes pour poursuivre leurs études, quand ce n'est pas pour y travailler. Si bien que les campagnes doivent faire face à une pénurie de main-d'œuvre agricole de plus en plus importante et, surtout, composer avec l'arrivée d'un grand nombre de travailleurs en provenance des pays voisins. Moins qualifiés, moins instruits et moins rémunérés que leur vis-à-vis thaïs, l'arrivée massive de ces travailleurs favorise le développement des inégalités sociales au sein des campagnes. Afin non seulement de subvenir localement aux besoins mais également de freiner le flot migratoire vers les villes, il est donc indispensable d'accroître l'accessibilité au système d'éducation en milieu rural.

4.1.1) La région du Nord-Est; l'envers de la croissance

En second lieu, nous avons posé l'hypothèse selon laquelle l'absence de mécanisme ou de politique efficace de redistribution des revenus ait contribué à maintenir le retard de développement de la région du Nord-Est. Notre analyse au chapitre deux, nous a effectivement révélé que les habitants du plateau n'ont pas bénéficié, au même titre que ceux de la plaine centrale, de la vague d'industrialisation ou encore du développement des infrastructures et moyens de production agricole. Cela dit, la croissance rapide des dernières décennies n'a pas été sans conséquence pour les habitants du plateau.

Le développement et l'expansion du réseau routier a considérablement réduit l'isolement des communautés villageoises de la région du Nord-Est. Initialement, l'économie reposait essentiellement sur l'agriculture. Les rizières prédominaient, alors que quelques autres cultures étaient produites. Les communautés vivaient également des produits de la forêt, aujourd'hui surexploitée et pratiquement décimée. Puis, progressivement, la région a été intégrée à la sphère économique de la plaine centrale. L'élargissement de l'espace vécu paysan au mode de vie urbain et à la société de consommation a profondément marqué les pratiques paysannes sur le plateau.

Il y a eût l'émergence de nouveaux besoins (télévision, voiture, radio, cigarettes), lesquels ont accru la dépendance du petit paysan à une source de revenu monétaire. Cela s'est traduit par une transformation des pratiques culturelles. Les agriculteurs ont commencé à produire pour la vente, d'abord du riz puis les cultures dites commerciales telles le maïs, la canne à sucre et le manioc sur les terres en relief. La vente de ces semences sur le marché procure un revenu supplémentaire désormais indispensable à la plupart des ménages agricoles. Nos recherches au Nord-Est ont effectivement démontré qu'au sein des villages où sont cultivés le manioc et la canne à sucre par exemple, le revenu moyen des ménages tend à être plus élevé.

Aussi, les deux dernières décennies ont été marquées par une diversification des économies villageoises. L'agriculture ne représente plus, aujourd'hui, l'unique source de revenu des paysans. Ceux-ci pratiquent bien souvent différentes activités en parallèle (vente de produits de l'artisanat, travail effectué dans des entreprises industrielles, travaille dans le secteur de la construction etc...). Ce phénomène, la «pluriactivité», caractérise de plus en plus les sociétés en voie «d'industrialisation et de modernisation» du sud-est asiatique (Rigg, 2000). Les paysans délaissent peu à peu l'agriculture pour se consacrer à des activités qui génèrent des revenus monétaires. Ceux-ci sont effectivement devenus indispensables avec l'émergence des «nouveaux» besoins en milieu rural: tracteur, motocyclette, télévision, etc...

Ainsi, bien qu'elles soient davantage le fait des villes, des entreprises industrielles ont commencé à voir le jour dans les villages en Thaïlande. Dans la région du Nord-Est, elles se concentrent essentiellement dans les secteurs du textile et de la transformation agro-alimentaire (ex: les rizeries). Le développement de ces entreprises a permis la création d'emplois salariés et procuré une source alternative de revenu pour les travailleurs agricoles. Les résultats de nos recherches à Khon kaen et Maha Sarakam ont d'ailleurs confirmé, du moins dans le cas de Promnini, le rôle des entreprises industrielles dans le revenu moyen des ménages.

C'est donc tout un mode de vie qui a été transformé par l'intégration des communautés villageoises et de l'espace vécu paysan à la sphère économique de la plaine centrale. Les paysans ont dû adapter leurs pratiques et leurs façons de faire à de nouvelles réalités économiques et sociales. Ils font désormais partie du système économique global et leur place dans celui-ci, ainsi minime soit-elle, n'en demeure pas moins dictée par des réalités qui vont bien au-delà de leur contrôle et de leur pouvoir d'agir.

4.2) Apport de la recherche

L'étude des disparités de revenu en Thaïlande n'est pas nouvelle. Plusieurs auteurs se sont penchés sur ce problème et de nombreuses études ont été publiées, notamment au courant de la dernière décennie (Chamberlin et *al.*, 2001; Poapongsakorn et *al.*, 2000; Rural development and natural resource sector unit, 2000; Krongkaew, Tinakorn, Suphachalasai, 1992; Grandstaff, 1992). Le cas de la Thaïlande n'est d'ailleurs pas unique. Il reflète au contraire les problèmes de la plupart des sociétés contemporaines: les ressources humaines et matérielles manquent en région et l'accès aux services est inéquitable; les grandes villes croissent et se développent, pendant que les régions se vident et s'appauvrissent, etc...

En Thaïlande, différentes hypothèses ont été avancées pour expliquer l'évolution des disparités de revenu et la persistance de la pauvreté en milieu rural, notamment dans la grande région du Nord-Est. En ce sens, nos recherches ne soulèvent pas une problématique nouvelle. Néanmoins, plutôt que de limiter notre analyse aux études réalisées par des organismes nationaux et internationaux dans le passé, nous avons poussé nos recherches sur le terrain. Ceci nous a permis de donner un apport plus humain à la recherche.

Cela dit, la pauvreté et les disparités de revenu demeurent des phénomènes forts complexes, ce qui oblige à relativiser l'ensemble des démarches et les résultats obtenus. En fait, dans ce domaine il y a peu de certitude mais beaucoup de questions. En ce sens, nos recherches n'ont contribué qu'à mettre en relation des phénomènes, sans pour autant les expliquer de manière satisfaisante. Deux raisons fondamentales expliquent l'absence de résultats concluants à nos recherches. D'une part, la taille réduite de notre échantillon a limité nos analyses à un nombre insuffisant de données pour confirmer ou infirmer certaines tendances. Et d'autre part, nous ne disposions pas de données véritablement diachroniques qui auraient permis de comparer

l'évolution dans le temps des revenus et des indicateurs de développement étudiés dans chacun des villages.

Quoi qu'il en soit, avant de prétendre apporter la solution aux problèmes des inégalités en Thaïlande, beaucoup de chemin reste à parcourir. Ce n'est qu'en approfondissant davantage la question que l'on arrivera à déterminer les causes profondes du problème et à les éliminer. Un plus grand nombre d'études, regroupant plusieurs villages, répartis entre les différentes régions et provinces de la Thaïlande, et prenant en compte l'évolution dans le temps des conditions économiques et du niveau de vie des villageois permettraient sans doute une meilleure compréhension de l'évolution des disparités dans ce pays.

BIBLIOGRAPHIE

- BERNARD, S. et DE KONINCK, R. (1996) The retreat of the forest in Southeast Asia: a cartographic assessment. *Singapore Journal of Tropical Geography*, Vol. 17, No. 1, pp. 1-14.
- BRUNEAU, M. (1985) Agriculture et développement rural en Thaïlande. *L'Information Géographique*, Vol. 49, pp. 143-150.
- BRUNEAU, M. (1995) Au centre la Thaïlande. Dans ANTHEAUME, B. et al. *Asie du Sud-Est; Océanie. Géographie Universelle*, Paris, Berlin Reclus, pp. 126-140.
- CHAMBERLIN, C. et al. (2001) *Thailand social monitor, Poverty and public policy. Bangkok*, Banque Mondiale, Alphagraphics, 91 p.
- CHOTIYA, P. (1997) The changing role of provincial business in the Thai political economy. In HEWISON, K. *Political change in Thailand; democracy and participation*, Londres, Routledge, pp. 251-264.
- CRAMB, R.A. et WINDLE, J. (1997) Remoteness and rural development: economic impacts of rural roads on upland farmers in Sarawak, Malaysia. *Asia Pacific Viewpoint*, Vol. 38, No. 1, pp. 37-53.
- DE KONINCK, R. (1994) *L'Asie du Sud-Est*. Paris, Masson, 317 p.
- FEDER, G. (1987) Land ownership security and farm productivity: evidence from Thailand. *The Journal of Development Studies*, Vol. 24, No. 1, pp. 16-30.
- GRANDSTAFF, T.B. (1992) The human environment: variation and uncertainty. *Pacific Viewpoint*, Vol. 33, No. 2, pp. 135-144.
- GRANDSTAFF, S. (1992) Income disparities: what can be done. *Pacific Viewpoint*, Vol. 33, No. 2, pp. 121-127.
- HIRSCH, P. (1990) Forests, forest reserve, and forest land in Thailand. *The Geographical Journal*, Vol. 156, No. 2, pp. 166-174.
- HIRSCH, P. (1990) *Development dilemmas in rural Thailand*. New York, Oxford University Press, 244 p.
- HIRSCH, P. (1987) Deforestation and development in Thailand. *Singapore Journal of Tropical Geography*, Vol. 8, No. 2, pp. 129-137.

JITSUCHON, S. (2001) An inquiry into proper measurement of poverty in Thailand. *Paper presented at the 2001 annual conference of Federation of ASEAN Economics Associations*, Bangkok.

JITSUCHON, S. (2000) Alternative approach to poverty measurement: an experiment with Thai data. *TDRI Quarterly Review*, Vol. 15, No. 1, pp. 18-22.

KHOMAN, S. (1995) Thailand industrialization: implications for health, education, and science and technology. In KRONGKAEW, M. *Thailand's industrialization and its consequences*. Canberra, St. Martin's Press, pp. 298-371.

KINGSTON, P.A. (2001) *Protocol on monitoring of chemical constituents of drinking water; a case study for Thailand*. Prepared for WHO-SEARO.

KRONGKAEW, M., TINAKORN, P., SUPHACHALASAI, S. (1992) Rural poverty in Thailand: policy issues and responses. *Asian Development Review*, Vol. 10, No. 1, pp. 199-225.

KUNEEPONG, P. (2002) *Land resources in Thailand*. Bangkok, Department of Land Development. http://www.ldd.go.th/FAO/z_th/th.htm

LAKSANA, S. (1998) Quality education improvement through quality assurance. *The paper presented at the 4th UNESCO-ACEID International Conference on the Secondary Education and Youth at the Crossroads*, Bangkok, Thailand, 12 November 1998, 5 p.

PATTANEE, S. et AEKARAJ, S. (2000) *Case study for strategic planning and management of water resources in Thailand in a river basin context*. Office of the National Water Resources Committee, Bangkok, Thailand, 22 p.

PHANANIRAMAI, M. (1995) Employment situation, problems and policy. *TDRI Quarterly Review*, Vol. 10, No. 3, pp. 11-15.

POAPONGSAKORN, N. et al. (2000) The process of formulating poverty reduction strategies in Thailand. *A report presented at the Mid-Term Review Workshop*, Bangkok, Thailand Development Research Institute.

POAPONGSAKORN, N. et al. (1998) Problems and outlook of agriculture in Thailand. *TDRI Quarterly Review*, Vol. 13, No. 2, pp. 3-14.

RIGG, J. (2000) *More than the soil: rural change in Southeast Asia*. Londres, Prentice Hall, 184 p.

RIGG, J.D. (1991) Homogeneity and Heterogeneity: An analysis of the nature of variation in Northeastern Thailand. *Malaysian Journal of Tropical Geography*, Vol. 22, No. 1, 1991, pp. 63-72.

RIGG, J.D. (1986) The Chinese agricultural middleman in Thailand: efficient or exploitative. *Singapore Journal of Tropical Geography*, Vol. 7, No. 1, pp. 68-78.

SUWANRAKS, R. (1999) From crisis to sustainable development. *TDRI Quarterly Review*, Vol. 14, No. 1, pp. 10-20.

TAMBUNLERTCHAI, S. (2002) *Tracking manufacturing performance; Towards and early warning mechanism geared to the real economy*. Bangkok, Office of Industrial Economics, Ministry of Industry. <http://www.boi.go.th>

WATTANUTCHARIYA, S. et JITSANGUAN, T. (1992) *Increasing the scale of small-farm operations: Thailand*. Bangkok, International Information Center for farmers in the Asia Pacific Region. <http://www.agnet.org/library/article/eb344a.html>

Autres publications

C.Y.E.S. (2003) *Pauvreté. Définitions*.
http://www.cyes.info/themes/precarite/definitions_precaire.php#pauvrete

F.A.O. (2002) *FAOSTAT Agriculture data*.
<http://apps.fao.org/page/collections?subset=agriculture>

LAND REFORM OFFICE (1994) Traduit par SATUTUM, P., *Agricultural land reform Act*. Bangkok, 32 p.

MEKONG RIVER COMMISSION (2003) *For Sustainable Development*. Communications Officer, Mekong River Commission Secretariat, Phnom Penh.
<http://www.mrcmekong.org/>

METEOROLOGICAL DEPARTMENT (2002) *Climate table*. Ministère des transports et des communications, Bangkok.
<http://www.tmd.go.th/>

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION (2000) *New Aspirations for education in Thailand towards educational in Thailand towards educational excellence by the year 2007*. Bangkok.

- MINISTERE DES FINANCES (2002) *Exportations par type de produits*. Thailand Board of Investment, Bangkok.
http://www.boi.go.th/french/business/statistics_exports.html
- NATIONAL ECONOMIC AND SOCIAL DEVELOPMENT BOARD (2001) *Country report on infrastructure development*. Bangkok.
- NATIONAL ECONOMIC AND SOCIAL DEVELOPMENT BOARD (2000) *National income account of Thailand*. Bangkok.
http://www.nesdb.go.th/Main_menu/Macro/gdp_data/mainaccount.htm.
- NATIONAL STATISTICAL OFFICE (2001) *Statistical yearbook of Thailand*. Bangkok. <http://www.nso.go.th/syb2001/syb2001.htm>
- NATIONAL STATISTICAL OFFICE (2001) *Report of the 2001 Household socio-economic survey*. Bangkok.
- NATIONAL STATISTICAL OFFICE (2001) *Labor force survey*. Bangkok.
<http://www.nso.go.th/eng/stat/lfs/lfse.htm>.
- NATIONAL STATISTICAL OFFICE (2000) *Population and Housing Census 2000*, Bangkok. http://www.nso.go.th/pop2000/table/eadv_tab9.xls
- NATIONAL STATISTICAL OFFICE (1998) *Report of the 1993 Intercensal Survey of Agriculture*. Bangkok.
- OFFICE OF AGRICULTURAL ECONOMICS (2002) *Agricultural statistic of Thailand, crop year 2001/2002*. Ministry of Agriculture and Co-operatives, Bangkok. <http://oae.go.th/statistic/yearbook/2001-02/indexe.html>
- OFFICE OF THE PERMANENT SECRETARY (2000) *Thailand Assessment on Education for All*. Bangkok, Ministry of Education.
<http://www.moe.go.th/English/Mla/default.htm>
- OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE (2003) *Pauvreté*. Grand dictionnaire terminologique. Québec, Canada.
http://www.granddictionnaire.com/btml/fra/r_motclef/index1024_1.asp
- P.N.U.D. (1998) *Rapport PNUD sur la pauvreté*. New York.
<http://www.undp.org/french/poor-f.htm>
- REGIONAL OFFICE FOR ASIA AND THE PACIFIC (2000) *Macroeconomic policies and poverty: the Thai experience*. Banque Mondiale, Bangkok.

ROYAL IRRIGATION DEPARTMENT (1999) *Results of water resources development*. Royal Irrigation Department, Bangkok, Thailand.

RURAL DEVELOPMENT AND NATURAL RESOURCE SECTOR UNIT (2000) *Beyond the Crisis: A Strategy for Renewing Rural Development in Thailand*. The World Bank; East Asia and Pacific Region, Bangkok, World Bank Office.

RURAL DEVELOPMENT INFORMATION CENTER (2002) *Target villages to solve poverty problem*. Community development department, Ministère de l'Intérieur, Bangkok, United Production.

RURAL DEVELOPMENT INFORMATION CENTER (2000) *Rural development information*. Community development department, Ministère de l'Intérieur, Bangkok.

THE ECONOMIST INTELLIGENCE UNIT (2000) *Country Report 1999-2000: Thailand*. Londres, Economist Intelligence Unit.

THE OFFICE OF INDUSTRIAL ECONOMICS (2000) *Industries in Thailand*. Bangkok, Thaïlande. http://www.oie.go.th/index_en.asp

THE TRDI 1991 YEAR-END CONFERENCE (1992) *Educational options for the future of Thailand*. TDRI Quarterly Review, Vol. 7, No. 1, 1992, pp. 3-7.

UNIVERSITY OF MAHIDOL (1996) *Transport and communication*. Thaïlande. <http://www.mahidol.ac.th/thailand/thai-transport.html>

Cartes

Digital Chart of the World (1997) *Layer Interface for Thailand*, États-Unis. www.maproom.psu.edu/cgi-bin/dcw/dcwcountry0.cgi

GTOPO30 Global Topographic Data (USGS)

UNIVERSITÉ DE KHON KAEN (2003) *Provinces de Khon Kaen et Maha Sarakam*, Thaïlande. buffers.kku.ac.th/pub/info/isan02.htm

Annexe 1

Questionnaire

General condition

1. All households are --- households.

All population are --- people.

2. Water resources

2.1 There are --- private shallow wells and --- workable ones.

There are --- public shallow wells and --- workable ones.

2.2 There are --- private tube wells and --- workable ones.

There are --- public tube wells and --- workable ones.

2.3 Yes No There is the tap water system.

2.4 Yes No There are quality surface water resources.

2.5 Households that have clean water for drinking and other consuming sufficiently through out a year are --- households.

Percentage --- %

2.6 Households that have sufficient water for washing through out a year are --- households.

Percentage --- %

2.7 Water for agriculture Sufficient Insufficient

3. Public services in a village.

3.1 Yes No There is the children development center/kindergarten.

3.2 Yes No There is a primary school.

3.3 Yes No There is/are (a) public telephone (s).

3.4 Yes No There is/are (a) ground/sport field (s).

4. Public services in tambon.

4.1 Yes No There is a hospital.

4.2 Yes No There is a secondary school.

5. Households that have no electricity to use are --- households.

6. Transportation and communication.

6.1 Asfalt/concrete roads --- kms.

Laterite/rockroads --- kms.

6.2 Yes No There is a road to the nearest district.

7. Stores.

7.1 There are --- stores that sell production factors.

7.2 There are --- market places/stores to buy and sell agricultural products.

8. Kinds of fuel that most households use for boiling.

Gas/electricity Charcoal/woods

9. Agricultural activities.

9.1 There are --- rice mills.

9.2 Households that earn by planting are --- households.

9.3 Households that earn from mix or new theory agriculture are --- households.

Economy

10. Earning.

10.1 Households that earn from more than one occupation are --- households.

10.2 Households that earn from an only one occupation are --- households.

10.3 Wage rate is --- bath/day.

11. Rice planting

11.1 A whole planting area is --- rai.

11.2 Households that plant rice are --- households.

11.3 On average, most households can produce unhusked rice --- kg/rai.

11.4 An average selling price is --- baht/kg.

12. Other planting.

12.1 A whole planting area of short life plants is --- rai.

12.2 Households that plant short life plants are --- households.

12.3 The most popular planted plant is ---.

12.4 A whole planting area of long life plants is --- rai.

12.5 Households that plant long life plants are --- households.

12.6 The most popular planted plant is ---.

13. Orchard.

13.1 A whole planting area is --- rai.

13.2 Households that plant fruit trees are --- households.

13.3 The most popular planted fruit tree is ---.

14. Vegetable planting.

14.1 A whole planting area is --- rai.

14.2 Households that plant vegetables are --- households.

14.3 The most popular planted vegetable is ---.

15. Flower tree planting.

15.1 A whole planting area is --- rai.

15.2 Households that plant flower trees are --- households.

15.3 The most popular planted flower is ---.

16. Rubber tree planting.

16.1 A whole planting area is --- rai.

16.2 Households that plant rubber trees are --- households.

17. Perennial planting.

17.1 A whole planting area is --- rai.

17.2 Households that plant perennial are --- households.

17.3 The most popular planted perennial is ---.

18. Other agricultural activities.

- 18.1 There are --- households that earn from other agricultures.
18.2 The most popular activity of other agricultures is ---.
18.3 A whole area of other agriculture is --- rai.
19. Dry season agriculture.
19.1 A whole dry season agricultural area is --- rai.
19.2 Households that also earn from dry season agriculture are --- households.
20. Animal raising.
20.1 Households that raise animals for sale are --- households.
20.2 The most popular raised animal is ---.
21. Fishery
21.1 Households that earn from sea fisheries are --- households.
21.2 Households that earn from fresh water fisheries are --- households.
22. Aquatic animal raising.
22.1 Households that raise sea animals are --- households.
22.2 Households that raise fresh animals are --- households.
23. Home industries.
23.1 Households that earn from home industries and handicrafts are --- households.
23.2 The most popular home industry/handicraft is ---.
24. Local industries.
24.1 Industrial factories founded by private sectors are --- factories.
(1) Villagers who work in those factories are --- people.
(2) The most popular product is ---.
24.2 Community industrial factories founded by groups of villagers are --- factories.
(1) Households that founded community industrial factories are --- households.
(2) The most popular product is ---.
25. Animals and machines used in agriculture.
25.1 There are --- households that hire tractors/ small ploughing vehicles.
25.2 There are --- households that hire large ploughing vehicles.
26. Ownership of agricultural land.
26.1 A whole village area is --- rai.
26.2 Most types of ownership document is ---.
26.3 A whole agricultural area (planting/animal raising) is --- rai.
26.4 Households that rent a supplement land for agricultural activities are --- households.
26.5 Households that rent a whole land for agricultural activities are --- households.
27. Finding on land problems are ---.
- Education**
28. Knowledge and education.
28.1 There are 6-14 year old villagers who do not obtain or complete primary education --- people.
28.2 14-50 year old villagers who can not read and write Thai --- people.
29. Activity management by different units.
29.1 Villagers who obtain occupational training --- people.

- 29.2 Villagers who obtain educational training --- people.
- 29.3 Villagers who obtain training on national stability --- people.
- 29.4 Villagers who obtain training on health and sanitation --- people.

30. Village activity management.

- 30.1 There are activities on religion, art and culture, tradition --- times.
- 30.2 There are sport competitions --- times.

Sanitation

- 31. Children under 1 year old die --- children.
- 32. There are stores that do not sell unauthorised sets of medicines, dangerous medicines, special control medicines or strong medicines --- stores.
- 33. There are villagers who died because of different diseases --- people.
- 34. When having a little sickness, most villagers:
 - ___ Buy themselves medicines
 - ___ Are cured at health care center/clinic.
 - ___ Are cured by health care volunteers.

- 35. Yes No There is a problem of wastes in a village.
- 36. Villagers who got sick because of work 0 people.
- 37. Yes No There is the use of Basic Minimum Need information in village planning.
- 38. Villagers who are covered with welfare 100 people.
- 39. Orphans, abandon children, roamed children and children who got impacts from Aids.
 - 39.1 There are 0 orphans.
 - 39.2 There are 0 roamed children.
 - 39.3 There are 0 abandon children.
 - 39.4 There are 0 children who got impacts from Adis.
- 40. There are --- under 60 years old villagers who are home less, have no careers and insufficient income for living.

- 41. Disable people.
 - 41.1 There are --- disable people who can/cannot help themselves/are moron and mental sick.
 - 41.2 There are --- disable people who are homeless, have no careers and insufficient income for living.

- 42. Life security.
 - 42.1 There are --- villagers who have been killed.
 - 42.2 There are --- villagers who have been beaten.

Workforce

- 43. Work force circumstance.
 - 43.1 There are --- households that members migrate out of tambon.
 - 43.2 Villagers who migrate out of a tambon --- people.
- 44. There are unemployed people in this village --- people.
- 45. There are foreign labors in this village --- people.

A comment of Tambon Administrative Organisation/Tambon Council

Comparing to other villages in the same tambon, the wealthiness of this village is:

- ___ Better than others
- ___ Moderate
- ___ Poorer than others

A comment of District Development Committee

Comparing to other villages in the same district, the development level of this village is:

Better than others

Moderate

Poorer than others